

Université de Montréal

La guerre d'Algérie vue par le New York Times et le Times (1954-1962)

par

Réjean Bussière

Département d'histoire

Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures

en vue de l'obtention du grade de

Maître ès Arts (M.A.)

avril 2001

© Réjean Bussière



D  
7  
N54  
2002  
N.002

Université de Montréal  
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

La guerre d'Algérie vue par le New York Times et le Times (1954- 1962)

présenté par

Réjean Bussière

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes:

Bruno Ramirez, président-rapporteur  
Samir Saul, directeur de recherche  
Micahel Huberman, membre du jury

Mémoire accepté le: 26 novembre 2001

**Sommaire**



Cette recherche porte sur l'attitude de la presse de langue anglaise par rapport à la guerre d'Algérie, plus particulièrement sur la comparaison des attitudes du New York Times et du Times de Londres au sujet de ce conflit. Pendant les premières années de la guerre, soit sous la IV<sup>e</sup> République, les deux journaux, surtout le journal britannique, ont endossé le point de vue officiel français, à savoir que l'Algérie était partie intégrante du territoire métropolitain et qu'il s'agissait d'une question intérieure française. Elle n'était pas, par conséquent, du ressort des Nations Unies. En février 1958, le bombardement de Sakhiet, un village tunisien, a apporté une ombre au soutien apporté jusque-là à la France par le quotidien américain puisqu'il le critiqua en des termes très durs, contrairement au quotidien anglais. Les deux publications, surtout le New York Times, ont présenté le Commonwealth britannique comme un modèle et elles ont émis des doutes sur l'Union française de la IV<sup>e</sup> République comme étant une réponse appropriée au nationalisme dans ses dépendances.

Sous la V<sup>e</sup> République, avec l'avènement de de Gaulle, tant le New York Times que le Times appuyèrent la politique d'autodétermination de l'Algérie et blâmèrent ses opposants, les colons les plus radicaux et l'O.A.S (Organisation de l'armée secrète). Le Times vit positivement l'indépendance de l'Algérie pour la France, laquelle serait plus libre de jouer son rôle sur la scène internationale, alors que le New York Times interpréta l'indépendance de l'Algérie comme une défaite de la France. Les deux quotidiens ont reflété et appuyé la politique officielle de leurs pays respectifs au sujet de cette guerre. Les impératifs stratégiques dictant le soutien à un allié ont pris le pas sur toute autre considération.

Notre proposition sur la plus grande ouverture du Times à la position française se voit confirmée, car tout au long de la guerre d'Algérie le journal britannique soutint avec constance les initiatives françaises. Notre seconde proposition sur les ressemblances et les différences entre les deux quotidiens se voit également confirmée, car le New York Times se montra plus compréhensif que le Times à l'endroit des rebelles nationalistes algériens. Par contre, notre proposition sur la stabilité de l'opinion des journaux étudiés est confirmée en partie seulement au sens que si, effectivement le Times et le New York Times ont dans l'ensemble soutenu le point de vue officiel français, ils ont perçu la politique

d'autodétermination de de Gaulle comme un changement majeur, une rupture par rapport à la politique algérienne de la IV<sup>e</sup> République.

Finalement, notre quatrième et dernière proposition sur les motivations des journaux étudiés, selon laquelle ils auraient eu une orientation favorable à la France, l'alliée de leur pays, est confirmée, même si le conflit en Algérie ne suscitait pas l'enthousiasme du gouvernement américain. Dans l'ensemble, les deux quotidiens anglophones partagèrent une vision commune du conflit algérien reflétant les thèses françaises sur le conflit.

Les critiques les plus vives contre la position française sont venues du New York Times à des moments où les rapports franco-américains se sont détériorés, surtout sous la IV<sup>e</sup> République lors de la crise de Suez et du bombardement de Sakhiet. L'avènement de de Gaulle a été approuvé par ces deux quotidiens après le choc initial de son accession au pouvoir suite à la crise de mai 1958. Sa politique d'autodétermination est perçue comme un tournant majeur de la politique algérienne de la France par les deux quotidiens. En somme, ils se sont rangés derrière la position officielle de leurs pays respectifs, c'est-à-dire qu'ils ont opté pour l'approche pragmatique, qui consiste à soutenir un pays allié dans le cadre de l'OTAN. Ils ont reflété davantage les thèses françaises au sujet du conflit algérien que celle des nationalistes algériens. Ils avaient, et particulièrement le Times, un penchant favorable à la France.

## Table des matières

|  | <b>Page</b> |
|--|-------------|
| Identification du jury.....  | ii          |
| Sommaire.....  | iii         |
| Table des matières.....  | vi          |
| <br>   |             |
| INTRODUCTION.....  | 1           |
| 1.Contexte international.....  | .1          |
| 2.Historiographie de la guerre d’Algérie.....                                    | .10         |
| 3. Délimitation du sujet de la présente recherche.....                           | 14          |
| <br>   |             |
| Chapitre premier. LA GUERRE D’ALGÉRIE SOUS LA<br>IV <sup>e</sup> RÉPUBLIQUE..... | 22          |
| Section 1. Le nationalisme.....  | 23          |
| Section 2. Les débuts de la guerre d’Algérie.....                                | 31          |
| Section 3 . La crise de Suez.....  | 38          |
| Section 4 . L’ONU et la question algérienne.....                                 | 44          |
| Section 5. L’impact du bombardement de Sakhiet.....                              | 55          |
| Section 6. Le Front de libération nationale.....                                 | 62          |
| <br>   |             |
| Chapitre deuxième. LA GUERRE D’ALGÉRIE<br>SOUS LA Ve REPUBLIQUE.....             | 71          |
| Section 1 . La crise de mai 1958.....  | 72          |
| Section 2. Le plan de Constantine.....   | 78          |
| Section 3. La politique de de Gaulle.....  | 81          |
| Section 4. Le Gouvernement provisoire de la République algérienne.....           | 87          |
| Section 5. La résistance des colons européens à la politique de de Gaulle .....  | 91          |
| Section 6. L’ONU et la guerre d’Algérie.....                                     | 101         |
| Section 7. Vers l’indépendance de l’Algérie.....                                 | 106         |

**Page**

Conclusion.....112

Bibliographie.....122

Remerciements.....viii

## INTRODUCTION

### **1.Contexte international de la guerre d'Algérie**

Dès le XVI<sup>e</sup> siècle, nombre de pays européens se sont constitué des empires coloniaux suite à la découverte de l'Amérique. Cette expansion avait à la fois des motivations économiques (recherche d'un passage vers l'Asie, besoin de métaux précieux et d'épices) et politiques (prendre l'Islam à revers et évangéliser les autochtones de ces lointaines contrées). Au XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, l'impérialisme européen fut renforcé par la révolution industrielle qui donna aux Européens une avance technique considérable par rapport aux sociétés africaines et asiatiques qui n'avaient pas connu une telle révolution. L'expansionnisme européen, stimulé par une dimension nationaliste, devint dès lors irrésistible. Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, rien ne pouvait empêcher l'Europe de dominer le monde.

Il restait à préciser quelle forme allait prendre cette domination. Longtemps sans structure formelle, les empires européens s'en sont donné une, même si cela n'était pas toujours nécessaire. L'avantage d'une tutelle formelle est qu'elle renforçait le contrôle des pays européens sur les sociétés coloniales en leur assurant un monopole sur leur économie ou tout au moins une position privilégiée. Après avoir perdu son premier empire colonial au bénéfice de la Grande-Bretagne à l'issue des guerres napoléoniennes, la France en reconstitua un second en 1830 par la prise d'Alger et le consolida en Afrique particulièrement sous la III<sup>e</sup> République.

Cette politique expansionniste qu'un historien de l'impérialisme interpréta comme un « impérialisme de prestige »<sup>1</sup> caractérisa particulièrement la France de la III<sup>e</sup> République. Son empire fut le second au monde en importance après celui de la Grande-Bretagne. À son apogée, en 1933, il compta quelque 12 750 000 kilomètres carrés et 108 millions d'habitants<sup>2</sup>. Dans l'expansion coloniale, la France recouvrait une partie de son prestige amoindri par la défaite face à l'Allemagne en 1870. Cent ans après la prise d'Alger se préparaient les événements qui allaient détacher le

---

<sup>1</sup> Henri BRUNSCHWIG, Mythes et réalités de l'empire colonial français, 1871-1914, Paris, Armand Colin, 1960, p. 10.

<sup>2</sup> David K. FIELDHOUSE, Les Empires coloniaux à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, Paris, Bordas, 1973, p. 261.

premier élément de ce second empire colonial, l'Algérie, cette dépendance de la France, qui avait toutes les caractéristiques d'une colonie, bien que fonctionnant davantage comme trois départements français.

L'Algérie était en fait une colonie de peuplement et d'exploitation dont les activités essentielles étaient tournées vers l'exportation. La présence européenne y était importante, contrairement à l'Indochine par exemple. L'Algérie était moins lointaine, et les trois départements étaient considérés comme partie intégrante du territoire français dès 1848. C'est donc là que la politique d'assimilation a été poussée le plus loin; assimilation du territoire et non pas de la population indigène, car bien peu de musulmans purent réunir les conditions pour devenir citoyens français. La situation de l'Algérie était bien différente des protectorats français voisins, soit la Tunisie et le Maroc, puisqu'elle a fait l'objet d'un peuplement considérable et que son statut juridique en faisait une partie du territoire français. Aussi, la France fut-elle moins réticente à lever la tutelle des protectorats en question d'autant plus qu'elle dut s'occuper des troubles naissants en Algérie à la même période.

Lors de la Première Guerre mondiale, les colonisés ont participé à l'effort de guerre de la Métropole et ont pris conscience de leur force en contribuant à la victoire de celle-ci. Ils ont été déçus par la suite par l'imprécision des promesses de réforme faites par les autorités françaises. C'est ainsi que vont naître des mouvements de libération nationale en Algérie et ailleurs dans les années 1930. La possession de colonies ne semblait plus légitime au moment où l'autodétermination était à l'ordre du jour. La Seconde Guerre mondiale donna un coup d'accélérateur à cette dynamique d'émancipation de la domination coloniale; les puissances européennes sont plus conscientes de leurs faiblesses et ne jouent plus un rôle international de premier plan. Cette guerre a démontré la fragilité des empires coloniaux, prolongements de l'Europe, minés de l'intérieur par les nationalismes autochtones.

Elle a fait émerger deux superpuissances, les États-Unis et l'Union soviétique, principales forces de ce nouvel ordre international. Les deux sont anticolonialistes autant par principe que par intérêt, chacune espérant que les anciennes colonies graviteraient dans leur orbite. Les États-Unis étaient favorables à la décolonisation

pour des raisons sentimentales et historiques. Ils accordèrent d'ailleurs l'indépendance aux Philippines en 1946. Cependant, les États-Unis évitèrent de prendre officiellement position pour ne pas froisser leurs alliés européens. Ils adoptèrent même une politique de soutien tacite à la France en ne s'opposant pas à ce qu'elle utilise en Algérie des soldats et du matériel, qui, normalement, auraient dû servir à la défense de l'Europe dans le cadre de l'OTAN.

En somme, la diplomatie américaine était soucieuse d'adopter une politique inintermédiaire entre deux pôles: soutenir explicitement les puissances coloniales européennes ou les mouvements de libération coloniale. Mais en voulant ménager les uns et les autres, les Américains mécontentèrent toutes les parties. Ils cherchèrent le plus souvent à jouer un rôle de conciliateur dans les conflits liés à la décolonisation, mais ils furent des alliés des puissances coloniales lorsque les mouvements indépendantistes étaient ouvertement communistes. Les Soviétiques, pour leur part, eurent une politique moins ambiguë et favorisèrent la décolonisation afin d'affaiblir l'Occident, particulièrement à partir de 1956.

De leur côté, les principales puissances coloniales européennes, la France et la Grande-Bretagne, sortaient amoindries de cette guerre. La France subit des destructions importantes. Économiquement diminuée, la France n'avait plus les moyens d'être une grande puissance. L'aide qu'elle recevait des États-Unis pour sa reconstruction en faisait un pays dont l'économie était assistée. Cette dépendance économique entraîna une dépendance politique : par exemple, les ministres communistes étaient écartés du gouvernement français par Pierre Ramadier, le président du Conseil en 1947.

En outre, l'emprise de la France sur ses possessions d'outre-mer, la domination des puissances coloniales européennes sur leurs colonies asiatiques ont été ébranlées par l'occupation japonaise, de sorte que leur auréole en sortit ternie aux yeux des colonisés. C'était une circonstance propice à l'affirmation des nationalismes locaux. Ce nationalisme fut en fait la pierre d'achoppement des empires coloniaux. Le débarquement américain en Afrique du Nord joua un rôle en favorisant les contacts entre les Américains et les nationalistes nord-africains, lesquels profitèrent de l'occasion pour faire connaître leur revendication d'autonomie, via notamment le

Manifeste du peuple algérien publié en 1943. Le débarquement éveilla les inquiétudes de la France au sujet des visées américaines sur l'Afrique du Nord. Le poids du second conflit mondial se fit ainsi sentir sur la France dans sa relation avec les États-Unis quand les questions coloniales entrèrent en ligne de compte.

Par ailleurs, les deux grands vainqueurs de cette Seconde Guerre mondiale, les États-Unis, seul grand pays sorti intact des combats, et l'Union soviétique, avaient des idées communes sur ce qui restait des empires coloniaux érigés pour l'essentiel au siècle précédent. Ces empires incarnaient la domination de l'Europe sur le monde, et sur les sociétés pré-industrielles tout particulièrement, alors que la révolution industrielle en Europe aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles avait rendu irrésistible l'expansionnisme européen. En 1945, le monde subissait la domination de l'un ou de l'autre des deux grands vainqueurs. Or, en matière de politique coloniale, ils avaient des vues convergentes : ils se proclamaient tous deux champions de la liberté des peuples et de l'émancipation des colonies, ce qui signifiait, entre autres, pour les Américains ouvrir à leurs exportations le marché des dépendances coloniales européennes alors que, pour les Soviétiques, il convenait d'ébranler le capitalisme fortifié par l'impérialisme colonial et de gagner de nouveaux peuples à l'idéologie communiste.

Les deux superpuissances de ce nouvel ordre mondial bipolaire exercèrent des pressions sur les colonisateurs européens pour hâter l'émancipation des colonies. Les États-Unis étaient d'ailleurs signataires de la Charte de l'Atlantique qui envisageait la libération des peuples assujettis dans le monde. La Grande-Bretagne était également signataire de l'entente. Les Nations Unies nouvellement créées en 1945 par cinquante États pesèrent également dans ce sens en proclamant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Mais les puissances coloniales européennes (France, Grande-Bretagne, Belgique, Portugal) ne considéraient pas que ce principe puisse s'appliquer à leurs colonies. L'Europe ne dominait plus le monde; son affaiblissement lors du second conflit mondial accéléra grandement cette évolution amorcée par la Première Guerre mondiale. Les pays européens n'avaient plus qu'un rôle secondaire et leurs empires coloniaux, leurs prolongements, semblaient condamnés à disparaître à court terme.



Mais dans l'ensemble la guerre froide entre les États-Unis et l'URSS allait leur donner un bref sursis. En effet, l'entente entre les deux superpuissances ne dura pas. On assista bientôt avec la crise de Berlin en 1949 au développement d'un antagonisme Est-Ouest. Le conflit Nord-Sud relatif à la décolonisation lui succédera. Une relation antagonique empreinte d'animosité et de suspicion se développa à partir de la fin des années 1940 entre les États-Unis et l'URSS pour durer quelque quarante ans alors que chacun des camps entendait limiter la sphère d'influence de l'autre.

Ce sont les problèmes de la paix qui vont dresser les alliés d'hier l'un contre l'autre non pas dans un conflit sérieux, mais larvé. La période la plus tendue se situe de la crise de Berlin en 1949 à celle des missiles de Cuba en 1962. Cette phase critique coïncide avec la guerre d'Algérie. On peut présumer que la presse au temps de la guerre d'Algérie ait été imprégnée des préoccupations et des appréhensions de la guerre froide entre les deux superpuissances d'alors et ce, davantage dans le cas de la presse américaine que dans le cas de la presse britannique puisque les États-Unis étaient un des deux principaux protagonistes de la guerre froide.

Dès la conférence de Postam du 17 juillet au 2 août 1945 entre les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Union soviétique, la méfiance commence à s'installer entre les alliés d'un temps, à savoir entre les États-Unis et l'Union soviétique. Cette dernière estimait avoir droit à une sphère d'influence en Europe de l'Est alors que les États-Unis écartaient les Soviétiques du Japon. En arrière-plan de la conférence, l'arme atomique n'était détenue que par les Américains. Plus tard, en 1947, une autre rencontre interalliée, la conférence de Moscou (du 10 mars au 25 avril 1947), au sujet de l'Allemagne, consacra le désaccord autour de cette dernière. Ce pays est le premier point majeur de tension entre Américains et Soviétiques.

Bientôt, on assista à l'émergence de deux sphères d'influence concurrentes et mutuellement exclusives, chacune sous l'égide d'une superpuissance: c'était la naissance des blocs et de leur logique selon laquelle un pays qui n'était pas un allié ne pouvait être qu'un ennemi. Chacune des deux sphères entendait limiter l'expansion de l'autre et ce fut dans cette optique qu'a été élaborée la doctrine Truman fondée sur des idées de sécurité nationale d'endigement du communisme. Avec l'ajout de la Chine au bloc de l'Est en 1949, la guerre froide prit une dimension véritablement

mondiale et le risque d'un dérapage devenait plus considérable puisque l'Union soviétique venait d'acquérir l'arme nucléaire. Il va alors se créer une paix par un équilibre de la terreur. Enfin, la guerre froide se caractérisa par des affrontements entre les États-Unis et l'URSS par pays interposés puisqu'il n'y a pas eu de confrontation directe entre les deux grandes puissances.

La guerre de Corée est un exemple de ce type de conflit tout comme la guerre d'Indochine qui commença comme un conflit lié à la décolonisation. Ce conflit Nord-Sud fut bientôt englobé dans la nouvelle dynamique de confrontation entre l'Est et l'Ouest, et se transforma d'une guerre coloniale en un conflit idéologique avec l'aide accordée aux nationalistes vietnamiens par la Chine communiste à partir de 1950 et le soutien américain à la France. Le combat colonial était une charge croissante pour la France et l'aide américaine était la bienvenue dans les circonstances. Les États-Unis craignaient, en effet, à tort ou à raison que des mouvements nationalistes dans les colonies ne soient d'allégeance communiste et aillent renforcer ainsi le bloc rival de l'Est advenant l'indépendance face à la métropole européenne. En ce sens, la guerre froide a contribué à retarder certaines évolutions vers l'indépendance en faisant des colonies un enjeu entre les États-Unis et l'Union soviétique soucieux tous deux d'accroître leur sphère d'influence au détriment de l'autre bloc.

Pour leur part, les Français n'étaient pas prêts à la fin de la Seconde Guerre mondiale à faire évoluer leur Empire vers le *self-government* à la manière des Britanniques, ce qu'illustra la conférence de Brazzaville en 1944. Ils étaient à contre-courant des positions américaine et soviétique à ce sujet. Mais, conséquence du second conflit mondial, la France dut refondre les structures de son empire sur lequel sa domination avait été ébranlée, d'une part par le fait qu'elle en avait perdu le contrôle en 1940, et d'autre part par le développement en maints endroits de mouvements nationalistes.

Le terme « Union française » remplaça celui d'Empire dans la constitution de 1946 et comprenait quatre types de territoires : les départements d'outre-mer (Algérie, Guadeloupe, Réunion et Guyane), les territoires d'outre-mer (ex-colonies d'Afrique et d'Asie), les États associés (anciens protectorats comme la Tunisie et le

Maroc) et les territoires associés (anciens mandats de la Société des nations comme le Cameroun et le Togo). Chaque territoire avait une assemblée élue, mais le parlement français gardait la juridiction sur toutes les matières considérées essentielles, ce qui maintenait les rapports inégaux entre la France et ses dépendances.

Mais ce cadre adopté par la Métropole fut vite contesté par ces dernières et ce, parfois même avant son adoption. Des flambées de violence éclatèrent un peu partout, non seulement dans les possessions françaises, mais aussi dans les territoires d'outre-mer d'autres pays colonisateurs européens. Ce fut le cas, entre autres, à Sétif en Algérie en 1945 et à Madagascar en 1947, en Indonésie dans le cas des Pays-Bas, et au Kenya pour la Grande-Bretagne. L'après-guerre se caractérisa non seulement par un conflit Est-Ouest, mais aussi par un conflit Nord-Sud qui s'entremêlaient. On assista au développement des mouvements de libération nationale dans les colonies, dont certains se réclamaient du communisme à cause de la position soviétique sur la question du colonialisme. Les puissances occidentales, au nom de la lutte au communisme, s'opposèrent à ces mouvements indépendantistes.

La décolonisation se fera d'abord en Asie avant de gagner l'Afrique du Nord. Alors que l'ONU avait affirmé le droit des peuples à l'autodétermination, les puissances coloniales européennes résistaient à cette idée d'émancipation de leurs colonies. D'où les crises souvent sanglantes qui jalonnèrent le mouvement de décolonisation. L'Algérie fut le lieu d'une de ces crises. L'Afrique noire obtiendra plus tardivement son indépendance, mais sans opposition importante de la part des métropoles européennes (exception faite du Portugal), désormais conscientes d'avoir contre elles le vent de l'histoire. Cette prise de conscience fut tardive dans le cas de la France.

Pour en revenir à la guerre froide, la domination américaine du bloc de l'ouest fut suivie d'une réaction anti-hégémonique. Elle provint essentiellement de la France surtout sous la présidence de de Gaulle. Il opta pour un retrait de l'OTAN, tout en gardant la France nominalement membre de l'alliance. La Grande-Bretagne fut une alliée plus stable pour les États-Unis. De Gaulle entendait doter la France d'une force de frappe nucléaire indépendante de celle des Américains. Contrairement aux

dirigeants de la IV<sup>e</sup> République, il entendait faire jouer un rôle mondial de premier plan à la France et, à cette fin, voulait la soustraire aux critiques que sa politique coloniale lui attirait. L'Europe se reconstruisit pendant les années 1950 et, ce rattrapage effectué, elle connut une prospérité sans précédent : les « trente glorieuses ». Cette croissance économique allait certes aider la France à financer la guerre d'Algérie, alors qu'elle avait dû compter sur l'aide américaine dans le cas de la guerre d'Indochine.

Patiemment érigés depuis quatre siècles, les empires coloniaux européens vont ainsi s'écrouler en moins d'une génération, parfois dans des conditions tragiques. La décolonisation fut particulièrement difficile dans le cas de l'Empire colonial français, surtout en Algérie où se trouvait une importante minorité européenne. À l'échelle mondiale, la décolonisation se fit en deux étapes : la première toucha l'Asie de 1945 à 1955 alors que la seconde concerna l'Afrique de 1955 à 1975. L'année 1955 marque un tournant alors que la conférence de Bandoeng recommandait de hâter la décolonisation et de la généraliser. Toujours en 1955, la décision américano-soviétique de ne plus limiter l'accès de nouveaux membres aux Nations unies stimula le mouvement d'émancipation des colonies.

Les réactions des métropoles furent très variées face à l'affirmation des nationalismes locaux. Naguère rivales, elles se montrèrent de plus en plus solidaires les unes des autres, notamment à l'ONU, face à la montée des divers mouvements d'émancipation dans les colonies. Leurs réactions ont été certes influencées par leurs conceptions respectives de la politique coloniale. En effet, alors que la Grande-Bretagne entendait faire évoluer ses colonies dans la voie de l'autonomie et concevait le système colonial comme un phénomène nécessaire mais transitoire, la France était plutôt assimilationniste et entendait faire de ses colonies une partie d'elle-même, mais outre-mer. La Hollande optait, pour sa part, pour une politique coloniale entre ces deux extrêmes, politique centrée sur l'efficacité. La conception que se faisait la France de sa politique coloniale ne pouvait que rendre difficile toute décolonisation, étant donné qu'elle s'estimait privée d'une partie d'elle-même.

Pour la Grande-Bretagne, qui sortait ruinée de la Seconde Guerre mondiale, c'était l'heure de la relève alors qu'elle optait pour une politique plus appropriée à ses

moyens. C'est dans l'optique d'alléger ses charges qu'elle entreprit de décoloniser. Elle n'est plus dès lors que le brillant second des États-Unis, relation qu'on qualifia de « special relationship ». Sous le gouvernement travailliste, la Grande-Bretagne a pratiqué volontairement une politique progressive de décolonisation d'autant plus que le commerce avec son empire avait graduellement diminué au profit des pays européens<sup>3</sup>. De retour au pouvoir, les conservateurs poursuivirent la politique entreprise par les travaillistes, à savoir amener les territoires coloniaux au stade du *self-government* au sein du Commonwealth, une association d'États libres. Il convenait, en effet, de faire l'économie de la tutelle politique de ces territoires. Pour sauvegarder les liens économiques avec ses dépendances, la Grande-Bretagne sacrifia le lien politique; c'est là l'originalité de sa politique de décolonisation. À la différence des autres Européens, tels les Français et les Hollandais, la domination politique de la métropole britannique sur ses dépendances était subordonnée à ses intérêts économiques.

La Belgique et les Pays-Bas espéraient échapper à la décolonisation, mais s'y résignèrent non sans quelques tergiversations. Les Pays-Bas, comme la France, avaient été coupés de leurs colonies pendant le second conflit mondial et tentèrent d'y rétablir leur autorité. Mais devant, la volonté d'indépendance des nationalistes locaux et des pressions extérieures des Britanniques, des Américains et des Nations unies, les Pays-Bas s'inclinèrent et reconnurent l'indépendance totale de l'Indonésie, sauf la partie ouest de la Nouvelle-Guinée, laquelle ne devint indépendante qu'en 1962.

Pour leur part, les Belges n'avaient qu'une seule colonie (exception faite du mandat belge sur le Rwanda-Burundi) : le Congo belge, le futur Zaïre, territoire très riche en minerais de toutes sortes. Après avoir cru échapper à la tendance générale d'émancipation des colonies, la Belgique se résigna elle aussi et accorda brusquement l'indépendance à sa riche colonie, qui, mal préparée, sombra vite dans le chaos avec, entre autres, la sécession d'une de ses provinces, le Katanga, et le massacre de nombreux Européens.

---

<sup>3</sup> John DARWIN, Britain and Decolonization, The Retreat from Empire in the Post-War World, New York, St. Martin's Press, p. 19.

La France est un cas à part dans la décolonisation. Tout comme la Grande-Bretagne, elle sortit affaiblie de la Seconde Guerre mondiale. Mais, à la différence de sa voisine, elle a été défaite et a connu l'occupation étrangère. La possession d'un empire lui semblait être un moyen indispensable à la reconquête de son rang de grande puissance. Contrainte à la fois de rétablir son autorité sur son empire colonial et d'en moderniser les structures après le second conflit mondial, elle n'arrive pas à endiguer la montée du nationalisme dans ses dépendances. C'est dans le cadre de l'Union française adoptée par la IV<sup>e</sup> République que ces territoires étaient invités à évoluer, soit vers l'assimilation à la Métropole, soit vers l'autonomie par rapport à celle-ci. Cette structure laissait subsister toutefois les rapports inégaux entre la France et les États associés sous l'apparence d'un certain fédéralisme. Aussi, on comprendra aisément qu'elle ne calma point la fièvre nationaliste dans les colonies françaises.

C'est seulement sous la V<sup>e</sup> République, avec la politique d'autodétermination de de Gaulle, que la France s'engagea résolument dans la voie de la décolonisation. La création d'un nouveau cadre, la Communauté en 1958, qui maintenait toutefois la prépondérance de la France, fut une tentative pour préserver les liens entre elle et ses dépendances, mais ce fut également un échec.

## **2. Historiographie de la guerre d'Algérie**

Le principal trait de l'historiographie de la guerre d'Algérie est qu'elle se caractérise par un paradoxe: elle est à la fois abondante et insuffisante. Bien que la fin de la guerre d'Algérie ne remonte qu'à une trentaine d'années, elle a déjà suscité environ un millier de livres de qualité inégale, car très souvent plus près du témoignage que de l'histoire. Mentionnons les principaux : les premières synthèses furent réalisés dans les années 1960 par Ch.-R. Ageron<sup>4</sup> et par B. Étienne<sup>5</sup> sur les Européens d'Algérie. Puis, il faudra attendre une bonne dizaine d'années pour que,

---

<sup>4</sup> Ch.-R. AGERON, Histoire de l'Algérie contemporaine, Paris, P.U.F., 1<sup>ère</sup> éd. 1964, et Histoire de l'Algérie contemporaine, t.2, 1871-1954. Paris, P.U.F., 1979.

<sup>5</sup> Bruno ETIENNE, Les problèmes juridiques des minorités européennes au Maghreb, Paris, Les Éditions du C.N.R.S., 1968.

grâce à des historiens de langue anglaise, s'esquisse une véritable histoire du conflit algérien et de ses multiples implications.

Le nombre de recherches universitaires est cependant plus limité, et peu d'entre elles concernent la couverture de la presse. C'est particulièrement le cas de la recherche de langue anglaise. Les chercheurs des universités de langue anglaise se sont notamment intéressés à l'attitude des colons français pendant la guerre d'Algérie, dont la résistance fut qualifiée d'extrémiste dans les trois dernières années du conflit, extrémisme stimulé par le succès des coups de force<sup>6</sup>. Ils se sont intéressés aux mouvements de libération nationale dans une perspective comparative<sup>7</sup>, à l'opinion publique française<sup>8</sup>, à la censure<sup>9</sup>, à la torture<sup>10</sup> vue comme une conséquence de l'idéologie de la mission civilisatrice française et enfin à la question du colonialisme en relation avec la guerre froide<sup>11</sup>. Dans ce dernier cas, Bills conclut que les empires coloniaux étaient perçus par le gouvernement américain comme des sources d'instabilité lors de la guerre froide et que, par conséquent, les puissances coloniales étaient encouragées à décoloniser afin de garder les anciennes dépendances dans la sphère d'influence occidentale. Pour ce qui est des mouvements de libération nationale dans une perspective comparative, Schesch observa que ces mouvements réclamaient les mêmes buts, mais adoptaient des méthodes différentes et aboutissaient à des résultats différents.

---

<sup>6</sup> Stuart Hope Jr. VAN DYKE, French Settler Politics during the Algerian War, Ph.D., Chicago, The University of Chicago, 1980.

<sup>7</sup> Adam Bertram SCHESCH, Popular Mobilization during Revolutionary and Resistance Wars : Vietnam, China, Yugoslavia, Ireland and Algeria, Ph.D., The University of Wisconsin-Madison, 1994.

<sup>8</sup> Lee Cone, WHITFIELD, The French Public Confronts the Algeria War, 1954-1962, Ph.D., Brandeis University, 1997, 436 p.

<sup>9</sup> Cinthia E. MARKER, Defying the Censure: Resistance to the Algeria War in French Literature and Cinema, Ph.D., The University of Michigan, 1996.

<sup>10</sup> Rita R. MARAN, Torture during the French-Algerian War : The Role of the « Mission Civilisatrice », Ph.D., University of California, Santa Cruz, 1987.

<sup>11</sup> Scott L. BILLS, Cold War, Rimlands : The United States , NATO and the Politics of Colonialism, 1945-1949, Ph.D., Kent State University, 1981, et Robin S. GENDRON, A Question of North Atlantic Security, Canada's Reaction to the Independence Movement in Algeria, 1954-1962 (France), mémoire de maîtrise, University of Calgary, 1996.

De plus, dans une optique de relations internationales, Larwin conclut que les démocraties ont été plus agressives avec les éléments les plus faibles et qu'elles ont recouru à des mercenaires et à des collaborateurs coloniaux<sup>12</sup>. En Autriche, une thèse de doctorat a été écrite en allemand sur la presse et la guerre d'Algérie<sup>13</sup>.

Pour ce qui est de la France, il y a davantage de recherches sur la couverture du conflit algérien par la presse. Ces recherches s'intéressent surtout aux positions des journaux ou publications de la France et de l'Algérie. Mentionnons les travaux de Lebrazi<sup>14</sup>, d'El Korso Boulatros<sup>15</sup> et de Laidi<sup>16</sup>. Les deux dernières sont des thèses en histoire, la première en science politique. Boughrara a fait une analyse sociologique et de contenu comparative de l'événement du premier novembre 1954<sup>17</sup>. L'auteur arrive à la conclusion que la presse utilisait des techniques essentiellement symboliques en vue de passer sous silence ce que représentait l'insurrection du premier novembre 1954 pour le peuple algérien. Cette insurrection était, selon lui, un phénomène social inattendu. Helenice Rodriguez da Silva arriva à la conclusion que deux stratégies de lutte se mettaient en place dans les publications qu'elle étudie: l'une est chrétienne, l'autre progressiste<sup>18</sup>.

---

<sup>12</sup> Gregory Vincent LARWIN, Democracy and Imperialism : Mercenaries and Conscripts in the Making and Unmaking of Empire (Algeria, South Africa), Ph. D., University of California, 1994.

<sup>13</sup> H. ZANKL, Der AlgerienKrieg und die Presse, thèse de doctorat, Vienne, Université de Vienne, 1979.

<sup>14</sup> El Houssine LEBRAZI, L'Afrique du Nord à travers « le Monde ». Thématique et rhétorique d'un discours libéral en période coloniale : Algérie (1953-1962), Tunisie, Maroc (1953-1956), doctorat d'État, Rennes, Rennes 1, 1987.

<sup>15</sup> Malika El KORSO BOULATROS, La guerre d'Algérie à travers cinq journaux catholiques métropolitains, 1954-1958, doctorat de 3<sup>e</sup> cycle, Paris, EHESS, 1985.

<sup>16</sup> Mohammed LAIDI, La presse algérienne de langue française et arabe de 1943 à 1955, doctorat de 3<sup>e</sup> cycle, Paris, Paris 12, 1987.

<sup>17</sup> Djamel BOUGHRARA, Une mobilisation anti-coloniale vue par la presse, analyse de contenu comparative de l'événement du premier novembre 1954 en Algérie dans quelques titres de la presse coloniale et métropolitaine. Une socio-analyse de l'histoire algérienne, thèse de doctorat, Strasbourg, Strasbourg 2, , 1996.

<sup>18</sup> Helenice RODRIGUEZ DA SILVA, Le discours d'« Esprit » et des « Temps modernes » lors de la guerre d'Algérie, doctorat d'État, Paris, Université de Paris 10, 1996.



Pour ce qui est de la recherche au Canada, il y eut les thèses d'Amar Ouerdane<sup>19</sup> et de Gaston R. Adam<sup>20</sup>. Cette dernière s'intéressa aux problèmes rencontrés par l'Algérie après l'indépendance, plus précisément l'étude comparative de la réaction de nouveaux pays socialistes : Cuba et l'Algérie. Il y eut également un mémoire de maîtrise écrit par Gendron<sup>21</sup> sur le Canada et sa position au sujet de la guerre d'Algérie, position favorable à l'allié français à l'image des positions des gouvernements américain et britannique pendant la même période. Pour ce qui est de la couverture de la guerre d'Algérie par la presse écrite, il y eut plus récemment la thèse de Magali Deleuze<sup>22</sup>. Celle-ci soutenait que la guerre d'Algérie avait intéressé les médias québécois, que les francophones de cette province canadienne soutenaient la France et que cette guerre alimentait les débats entre intellectuels concernant les liens entre la décolonisation et le nationalisme.

Il y a très peu de recherches, à notre connaissance, qui se soient intéressées à la couverture de la presse anglophone de la guerre d'Algérie. Mentionnons cependant les travaux de Mohammed Manaa<sup>23</sup> et de Miloud Barkaoui<sup>24</sup> qui se penchèrent tous les deux sur la perspective du New York Times. Le premier considère que le quotidien new-yorkais liait constamment le conflit algérien aux enjeux de la guerre froide et que le journal partageait avec le gouvernement américain une perception ambiguë du conflit : priorité aux intérêts de défense nationale plutôt que la tradition anticolonialiste. Pour ce qui est de la thèse du second, il arrive à la conclusion que le New York Times avait adopté les positions officielles françaises dans les premières

---

<sup>19</sup> Amar OUERDANE, La question berbère en Algérie, 1949-1980, mémoire de maîtrise, Montréal, UQAM, 1987.

<sup>20</sup> Gaston R. ADAM, Deux formations sociales, deux tentatives de rupture : Cuba et l'Algérie, Ottawa, Université d'Ottawa, M.A., 1987.

<sup>21</sup> GENDRON, op. cit..

<sup>22</sup> Magali DELEUZE, Les médias au Québec et la guerre d'Algérie, 1954-1964, thèse de doctorat, Montréal, Université de Montréal, 1999.

<sup>23</sup> Mohammed MANAA, Instruments médiatiques et opinion publique occidentale dans les stratégies politiques des nationalistes algériens, le cas du New York Times, thèse de doctorat, Québec, Université Laval, 1992.

<sup>24</sup> Miloud BARKAOUI, The New York Times and the Algerian Revolution, 1956-1962 : An Analysis of a Major Newspaper's Reporting of Events, Ph. D., University of Keele, 1988.

années du conflit, mais qu'il fit une analyse plus objective par la suite alors que l'indépendance apparaissait de plus en plus imminente.

Il y a aussi le mémoire de F.F. Lalami <sup>25</sup> qui s'intéressa à la couverture du conflit algérien par un magazine américain. Il n'y a pas de recherches qui se soient penchées sur la comparaison de journaux anglophones de pays différents sur le conflit algérien. D'où l'intérêt de la présente étude qui, grâce à sa perspective comparative, pourra dégager les ressemblances et les différences entre le contenu d'un journal américain et celui de son vis-à-vis britannique et, si possible, établir des constantes dans leurs positions au sujet de la guerre d'Algérie.

Il est à noter que les débats historiographiques entourant la guerre d'Algérie ne font que commencer. L'ouverture au début des années 1990 des archives de l'armée française rendra plus complets les travaux des historiens. Il en sera de même pour les autres archives, tant algériennes que françaises.

### **3. Délimitation du sujet de la présente recherche**

Notre recherche s'intéresse à une exception notoire à la décolonisation généralement pacifique de l'Afrique, l'Algérie. En relation avec les quatre grandes questions qui orientent notre recherche, nous formulons certaines propositions qui nous aideront à arriver à des réponses. Tout d'abord, en ce qui concerne notre question centrale de recherche au sujet de la façon dont les deux journaux ont assuré la couverture de la guerre d'Algérie, il nous a semblé que le Times se montra plus favorable à la position française que ne l'a été le New York Times. Il faudra vérifier cette proposition.

Pour ce qui est de la seconde question, touchant les ressemblances et les différences entre les deux quotidiens, les deux journaux adoptèrent un ton respectueux à l'égard de la France, l'alliée de leur pays, mais le New York Times a été plus compréhensif que son vis-à-vis britannique à l'endroit des rebelles nationalistes algériens. Il faut se rappeler que la Grande-Bretagne avait à affronter un

---

<sup>25</sup> Fates Férielle LALAMI, Le problème algérien vu par le magazine Time, 1954-1962, mémoire de maîtrise, Alger, Institut de Droit, Université d'Alger, 1979.

problème d'insurrection nationaliste dans sa colonie du Kenya, où se trouvait une puissante minorité européenne. Un examen détaillé du contenu des deux quotidiens permettra de vérifier l'exactitude de cette interprétation.

Troisièmement, au sujet de l'évolution de la position de chacun des journaux tout au long de ce conflit, nous pensons qu'elle est restée stable, la presse ayant probablement évolué plus lentement que l'opinion publique. Notre étude aura pour objectif, entre autres, d'expliquer les raisons de la stabilité, si celle-ci se confirme. Enfin, nous émettons la proposition que le comportement des journaux étudiés a reflété la politique extérieure de leurs pays respectifs concernant la guerre d'Algérie, c'est-à-dire que leurs contenus étaient favorables à la France et que cela l'a été davantage dans le cas du Times, car la Grande-Bretagne a soutenu sans réserve les positions françaises tout au long de la guerre d'Algérie alors que les États-Unis se sont parfois abstenus de soutenir la France à l'O.N.U., même si dans l'ensemble ils l'ont appuyée.

Notre recherche concerne la seconde phase de la décolonisation puisqu'elle porte sur l'Afrique du Nord et plus particulièrement sur une crise survenue au cours de cette phase. C'est en Algérie que le processus de décolonisation dérape sérieusement dans la violence alors que quinze nouveaux États sont créés pacifiquement dans la seule année 1960. Cette accession à la souveraineté donna une voix à ces pays du Sud qu'on désignait sous le nom de pays du Tiers-Monde.

Nous nous intéressons à la perception d'un de ces conflits par deux journaux anglophones de pays différents. Ces deux pays sont des puissances coloniales même si l'un d'eux, les États-Unis, s'en défend. En effet, ce pays ne considérait pas Hawaï ou les Philippines comme des colonies. Quels regards vont jeter les journaux influents de ces deux puissances, amies et alliées de la France dans le cadre de l'OTAN, sur le cas le plus difficile de la décolonisation française, alors qu'elles-mêmes étaient engagées dans la voie de la décolonisation?

Nous avons choisi des journaux parce qu'ils sont des concentrés d'opinions, d'analyse et d'interprétations destinés à un grand public. De plus, il s'agit d'une perception articulée et bien documentée que les hommes politiques des pays

concernés ne pouvaient ignorer dans la détermination de leur politique extérieure en rapport avec la guerre d'Algérie.

L'approche britannique à la décolonisation se caractérisait par une place plus importante accordée à la notion d'autonomie des colonies, mais cette plus grande tolérance jouait davantage en faveur des colonies de peuplement blanc. La Grande-Bretagne fut, en effet, moins encline à jeter du lest dans le cas des colonies d'Afrique noire. Dans l'ensemble, elle réussit une décolonisation pacifique qui préservait certains liens avec ses anciennes colonies. Cependant, il y eut des cas de décolonisation difficile lorsque des sujets britanniques furent directement impliqués dans des colonies où ils constituaient une minorité significative, comme en Malaisie, en Rhodésie ou au Kenya.

Différents facteurs pesaient à la fois sur la France et la Grande-Bretagne, longtemps rivales dans la voie de l'expansion coloniale, pour qu'elles se hâtent à réaliser la décolonisation : les demandes des colonisés, la remise en cause des avantages de l'empire en métropole même et la pression de l'extérieur. La longue rivalité entre la France et la Grande-Bretagne qui avait stimulé leur expansion coloniale allait les rapprocher curieusement lors de la crise de Suez en 1956, laquelle consacra leur rang secondaire dans le système international. Ce rapprochement franco-britannique a peut-être eu des échos dans la presse britannique. Il convient de le vérifier.

La Grande-Bretagne et la France partageaient l'expérience de cas difficiles de décolonisation; d'où une empathie possible de la presse britannique. Tant la Grande-Bretagne que les États-Unis ont soutenu la France lors de la guerre d'Algérie, exception faite de la mission de médiation anglo-américaine à la fin de la IV<sup>e</sup> République qui joua les médiateurs entre les parties impliquées. Est-ce que les journaux étudiés ont endossé cette prise de position de leur pays? Ont-ils eu en conséquence tous les deux un penchant favorable à la France? En raison d'un soutien britannique plus explicite et maintes fois réaffirmé à la France, on peut s'attendre à ce que le Times soutienne plus clairement les thèses françaises que le New York Times, dont le gouvernement brilla par son ambiguïté.

Ce mémoire porte en effet sur la perception qu'a la presse de langue anglaise de la guerre d'Algérie, plus précisément sur les attitudes d'un quotidien américain, le New York Times, et sur celles d'un quotidien britannique, le Times, tout au long de ce conflit. On peut s'interroger en effet au sujet des regards jetés sur la difficile décolonisation française par la Grande-Bretagne, qui réussit une décolonisation relativement harmonieuse, et par les États-Unis, pays né d'une lutte contre une puissance coloniale, mais soucieux de préserver ses intérêts stratégiques sur la scène mondiale. Il faut préciser que ce mouvement de libération coloniale américain émanait de colons européens, à la différence des mouvements qui allaient se développer ultérieurement en Asie et Afrique.

Pour cerner la position des journaux américain et britannique mentionnés plus haut, nous nous poserons trois questions, puis nous tenterons d'expliquer les motivations du comportement des journaux étudiés. En premier lieu, il s'agira de préciser comment ces journaux étrangers ont assuré la couverture de la guerre. Deuxièmement, il y aura lieu de dégager les différences de perception entre le journal américain et son confrère britannique. Troisièmement, il conviendra de mettre en lumière l'évolution, si évolution il y a, des perceptions de chaque quotidien au cours du conflit.

En dernier lieu, nous nous interrogerons sur les motivations des comportements des journaux étudiés. Nous estimons qu'ils ont soutenu la position officielle de leurs gouvernements respectifs au sujet de la guerre d'Algérie, et que cette position comportait une orientation favorable à la France, leur alliée de l'OTAN.

Nous tâcherons de répondre à ces questions en examinant les articles de ces journaux, principalement les éditoriaux et les articles de fond, dans une moindre mesure les articles publiés à la une, afin d'y trouver des commentaires et des manières de présenter les faits susceptibles de nous révéler les biais perceptuels et les positions des journaux concernés sur la guerre d'Algérie. Nous portons notre attention sur des articles qui évoquent le contexte des événements plutôt que ceux qui se limitent à relater des faits. Notre mode d'analyse est politique puisque nous

expliquons le changement historique, comme l'évolution de la position des journaux concernés, en mettant l'accent sur les facteurs politiques.

Renouvin évoque les « forces profondes spirituelles »<sup>26</sup> au sujet des mouvements d'idées et des tendances de la psychologie collective, forces qui orientent les relations entre les peuples. Il n'est cependant pas question ici d'étudier les racines de ces forces profondes spirituelles, mais davantage leurs manifestations.

Notre recherche est une étude analytique portant sur l'opinion de la presse par rapport à une réalité, celle de la guerre d'Algérie. Nous n'avons pas la prétention de décrire la guerre d'Algérie. Nous entendons ici faire un portrait de l'opinion d'un journal américain et d'un journal britannique. Nous recourons à une démarche comparative pour répertorier les ressemblances et les différences entre les perceptions des deux journaux au sujet de cette même réalité, celle de la guerre d'Algérie.

On s'intéressera ici à un cas particulier d'un processus plus général, celui de la décolonisation. C'est le regard jeté par la presse d'expression anglaise sur une relation centre-périphérie qui retient notre attention. De part et d'autre de l'Atlantique, c'est-à-dire entre les États-Unis et leur ancienne métropole, y a-t-il une variation sensible de cette perception de la guerre d'Algérie, dernière grande étape de la décolonisation française?

La presse est une source importante d'information pour l'historien du contemporain. Nous nous en servons pour répondre à cette interrogation. Nous avons choisi un quotidien très influent de chacun des deux pays anglophones, en l'occurrence le Times et le New York Times, puisqu'ils ont un impact plus important sur les décisions politiques de leur pays, et nous avons opté pour ces deux pays, la Grande-Bretagne et les États-Unis, parce qu'ils sont les plus importants pays anglophones du monde. À noter que la presse n'est pas forcément le reflet de l'opinion publique; elle peut même être une influence qui s'exerce sur elle. Nous entendons analyser la perception des deux journaux en question au cours de la guerre d'Algérie. Nous optons pour une démarche qualitative et chronologique. Une approche quantitative axée sur la comptabilisation des mêmes mots nous a semblé

---

<sup>26</sup> Pierre RENOUVIN, La crise européenne et la Première Guerre mondiale, Paris, Alcan, 1re éd., 1934, p. 131.

peu éclairante pour notre propos. Nous mettons l'accent sur les idées plutôt que sur la fréquence des mots, comme le fait l'analyse de contenu.

L'utilisation de la presse, comme de toute source historique, requiert le respect de deux principes, selon Soulet :

1) Une bonne connaissance de la matière médiatique, depuis les consignes du rédacteur en chef jusqu'à la mise en page finale de l'article; 2) le recoupement des informations par le recours à d'autres journaux et à d'autres sources<sup>27</sup>.

Dans le cadre de la première, on peut se demander comment est élaboré l'éditorial d'un quotidien. Il y a la tradition européenne et la façon de faire américaine. Dans la première, seul l'éditeur ou à la rigueur, le rédacteur en chef peut signer l'éditorial<sup>28</sup>, alors que la presse américaine a introduit la notion d'équipe éditoriale, engagée pour alimenter la réflexion de l'éditeur. Ces articles ne sont pas signés en général puisqu'ils représentent le point de vue de l'éditeur, mais il arrive que des individus aient une certaine autonomie dans la pratique, de sorte que leurs points de vue ne correspondent pas nécessairement à celui de l'éditeur.

Dans le cas du Times, les editoriaux sont rarement signés, mais à l'occasion un article de fond est signé par un correspondant du journal et placé à la page consacrée aux editoriaux. On retrouve la même situation dans le New York Times. C'est à croire que l'un des deux journaux s'est inspiré de l'autre. Les articles de fond sont en général signés dans les deux journaux, mais régulièrement les deux journaux mentionnent que l'article à la une ou l'article de fond est dû à un correspondant du journal. On peut se demander si la couverture journalistique de la guerre d'Algérie a été identique au niveau des faits dans les deux quotidiens. Nous croiserons les différents témoignages afin de synthétiser les versions et les opinions véhiculées par les quotidiens étudiés.

---

<sup>27</sup> Jean-François SOULET, L'histoire immédiate, Paris, P.U.F., 1994, p. 53.

<sup>28</sup> Pierre SORMANY, Le métier de journaliste, Montréal, Boréal, 1990, p. 119.

Soulet rappelle un autre avantage du recours à la presse : elle permet de mieux connaître les phénomènes d'opinion. En véhiculant sa perception de la réalité, la presse façonne l'opinion publique dans une certaine mesure :

En dépit de la concurrence de la télévision, la presse écrite compte parmi les principaux vecteurs d'opinion. Analyser les messages et les « images » qu'elle diffuse, leur nombre, leurs techniques comme leur contenu, en prenant (...) en compte les caractères particuliers du groupe qui les reçoit, conduit l'historien à formuler des solides hypothèses sur les représentations finales qui peuvent subsister chez les lecteurs <sup>29</sup>.

Il est vrai que notre objectif n'est pas de déterminer l'impact de la presse sur l'opinion publique et vice versa. C'est plutôt de déceler l'orientation du journal par rapport à la guerre d'Algérie. À cette fin, nous allons procéder à une description des articles (éditoriaux et articles de fond, principalement), pour y trouver des commentaires révélant la position des journaux au sujet d'un conflit étranger.

Nous allons donner la priorité à des sources premières, à savoir le Times et le New York Times, pour déterminer leur position au sujet de la guerre d'Algérie et vérifier nos propositions. Il faudra aussi tenir compte des monographies et des articles de périodiques qui pourraient nous être utiles pour mieux comprendre les divers éléments soulevés dans les articles et les interpréter dans leur contexte historique. Nous ne recourons qu'à des sources écrites.

Par ailleurs, il faut non seulement analyser ces sources, mais aussi en faire la critique. Il va être nécessaire, en effet, de procéder dans l'ordre à une critique interne et externe. Le but de cette démarche est « d'établir l'authenticité des documents », la véracité des faits qu'ils contiennent <sup>30</sup>. Dans le cas de journaux, cela peut se faire en recoupant des articles parus aux mêmes dates dans les différents quotidiens. Elle requiert également et idéalement (même si cela n'est pas toujours possible) que l'on connaisse les conditions de production du document pour en contrôler l'exactitude et que l'on s'interroge, entre autres, sur la sincérité de l'auteur, sur son intérêt personnel

---

<sup>29</sup> SOULET, op. cit., p. 54.

<sup>30</sup> Françoise HILDESHEIMER, Introduction à l'histoire, Paris, Hachette, 1994, p.117.



<sup>31</sup>. Il s'agit de déterminer l'authenticité de la source dans son ensemble. D'où l'information provient-elle? Est-elle complète? Partiale?

Cette étude se veut un bilan des ressemblances et des différences entre les perceptions des journaux américain et britannique au sujet de la guerre d'Algérie. La démarche comparative sera un outil pour décrire les éléments des articles susceptibles de nous révéler la position des quotidiens en question au sujet du conflit algérien. Nous nous intéressons plus particulièrement à discerner les points de vue des quotidiens en rapport avec les causes du conflit algérien, le nationalisme algérien, la politique algérienne de la France ( sa réponse à l'affirmation du nationalisme local) et l'évaluation de la politique de leurs pays respectifs au sujet de la guerre d'Algérie.

Cette étude adopte un plan en deux chapitres, une division logique dans le temps entre la IV<sup>e</sup> et la V<sup>e</sup> République puisque la guerre d'Algérie couvre une période de temps équivalente dans l'un et l'autre de ces régimes politiques. Nous divisons ainsi notre mémoire en deux chapitres, sachant qu'ils sont plus longs que la norme.

---

<sup>31</sup> Ibid., p. 117.

## Chapitre premier. LA GUERRE D'ALGÉRIE SOUS LA IV<sup>e</sup> RÉPUBLIQUE

En juillet 1954, la France sortait tout juste d'une longue guerre en Indochine pendant laquelle elle avait obtenu l'aide des Américains pour s'y maintenir. La France était battue par la guérilla d'un mouvement nationaliste et communiste; cela constituait un dangereux précédent pour le reste de l'Union française. En fait, la défaite de la France en 1940 et cette indépendance arrachée par la force et par la persévérance du mouvement nationaliste indochinois ne pouvaient que montrer la voie à d'autres mouvements nationalistes et convaincre les hésitants en prouvant que le maître européen n'était pas invincible. En effet, des demandes similaires affluèrent bientôt: d'abord dans les protectorats voisins de l'Algérie, soit la Tunisie et le Maroc, pour ensuite gagner l'Algérie considérée comme partie intégrante du territoire français depuis 1848. Le nationalisme nord-africain, en gestation depuis les années 1930, aboutit en novembre 1954 à une explosion de violence que la France eut peine à contenir.

À la différence de l'Indochine, le conflit algérien allait se dérouler dans un contexte bien différent, caractérisé par la présence d'une importante communauté européenne, même si la population autochtone dépassait de beaucoup la population européenne, laquelle comptait près d'un million d'individus et occupait une position privilégiée par rapport aux masses musulmanes. Ces clivages constituaient autant de sources de conflits entre les deux communautés de l'Algérie: « *La population européenne s'élevait en 1954 à 984 000 habitants, soit un peu plus du dixième de la population de l'Algérie. (...) Un fossé s'est creusé entre les deux communautés, qui entretenait de part et d'autre incompréhension, méfiance et rancœur*<sup>32</sup>. »

Par exemple, les secteurs les plus profitables de l'agriculture, la viticulture et les agrumes, étaient aux mains d'Européens à 90% dans le cas de la première et à 70% dans le cas de la seconde<sup>33</sup>. La petite minorité européenne détenait un quart des

---

<sup>32</sup> Bernard DROZ et Évelyne LEVER, Histoire de la guerre d'Algérie, Paris, Seuil, 1982, p. 40.

<sup>33</sup> John RUEDY, Modern Algeria, The Origins and Development of a Nation, BloomingtonIndianapolis, Indiana University Press, 1992, p. 116.

terres cultivées<sup>34</sup>, une part nettement supérieure à son poids réel dans la société algérienne, ce qui condamnait nombre de paysans algériens sans terre à s'exiler vers les villes ou à émigrer. L'Algérie était bien plus importante pour la France que la lointaine Indochine. En effet, l'Algérie représentait 2% de la population de la Métropole; elle était riche en pétrole (découvert en 1957) et donnait à la France une position dominante en Méditerranée occidentale<sup>35</sup>.

### Section 1. Le nationalisme algérien

Le nationalisme algérien est un thème récurrent dans les deux journaux. On peut se demander comment il a été perçu du début de l'insurrection à la fin de la guerre d'Algérie. Pour le moment, relevons les perceptions respectives du nationalisme algérien dans les deux quotidiens sous la IV<sup>e</sup> République et dégageons quelques différences, s'il y a lieu. Mentionnons au préalable que ce nationalisme né entre les deux guerres mondiales s'est radicalisé avec la faillite de l'assimilation politique qui, elle, aurait permis la suppression des inégalités sociales entre les communautés européenne et musulmane en Algérie. Avec l'éveil politique de la communauté musulmane et sa croissance démographique, il semblait peu probable que la communauté européenne d'Algérie ait pu maintenir le statut quo colonial qui lui assurait une position dominante dans la société algérienne.

Dès décembre 1954, le Times commentait la situation en Afrique du Nord et considérait que la violence qui y avait débuté soulevait certaines questions. L'Union française pouvait-elle être compatible, comme le Commonwealth, avec l'éveil nationaliste dans les colonies? L'assimilation était-elle possible ou même souhaitable dans le cadre nord-africain, où la population autochtone augmentait bien plus rapidement que celle des colons européens? Quel pouvait être l'avenir de l'Algérie française alors que les protectorats voisins allaient bientôt obtenir leur indépendance?

---

<sup>34</sup> DROZ et LEVER, op. cit., p. 39.

<sup>35</sup> Tony SMITH, « Patterns in the Transfer of Power : A Comparative Study of French and British Decolonization » dans A.D. LOW, W.M. Roger Louis et al. The Transfer of Power in Africa, Decolonization, 1940-1960, New Haven et Londres, Yale University Press, 1982, p. 114.

Enfin, l'éditorialiste émettait le commentaire suivant sur la complexité de la situation en Afrique du Nord et critiquait la vision réductrice de certains pays : « *The issues involved are much more subtle and complex than is realized by most United Nations delegates, who are now once again debating Morocco in terms of black and white « colonialism » and « imperialism »* »<sup>36</sup>. » Des doutes sur l'avenir de l'Algérie au sein de l'Union française étaient ainsi évoqués. Nous reviendrons plus loin sur les Nations Unies et leurs relations avec la guerre d'Algérie.

Est-ce que le Times reconnaissait des mérites au nationalisme algérien? Il n'y a pas de réponse précise à ce sujet, du moins sous la IVe République. Dans un éditorial du 2 février 1956, le nationalisme était perçu non comme un mouvement, mais comme un sentiment : « *Algerian nationalism is at present more a sentiment than a movement, and neither an amnesty nor a new electoral system is going to make it more articulate* »<sup>37</sup>. » Cependant, à la veille de l'effondrement de la IVe République, soit en mars 1958, le quotidien britannique considérait qu'il s'agissait d'une force incontournable : « *Nationalism, for good or evil, is the force that has to be reckoned with* »<sup>38</sup>. » Le journal semblait reconnaître par cette affirmation que le nationalisme pouvait être potentiellement mauvais, mais qu'il ne l'était pas de façon inhérente. Quoi qu'il en soit, il est reconnu comme un facteur dorénavant capital.

Dans cette optique, le passage du temps jouait contre les Français, selon le quotidien anglais : « *One has the uneasy feeling that the French are swimming, with a good deal more energy than skill, against the tide of history, and that if a reasonable solution exists the passage of time is not bringing it any closer* »<sup>39</sup>. » Ce passage indiquait que le Times considérait inévitable l'indépendance algérienne.

Par ailleurs, le journal britannique constatait que les nationalistes algériens ne constituaient pas un bloc homogène et qu'il y avait donc des rivalités entre eux. Les victimes de ces luttes intestines étaient souvent des femmes et des hommes méconnus. L'éditorialiste utilisa le terme vendetta, un terme assez péjoratif qui, en

<sup>36</sup> ANONYME, « French North Africa », Times, 11 décembre 1954, p. 7.

<sup>37</sup> ANONYME, « High Stakes » Times, 2 février 1956, p. 9.

<sup>38</sup> ANONYME, « Against the Tide », Times, 6 mars 1958, p. 11.

<sup>39</sup> ANONYME, « Muslim Opinions on France », Times, 5 mars 1958, p.11.

général, est plutôt réservé aux règlements de comptes. Il minimisait par ailleurs les différences entre ces groupes rivaux.

It has been estimated that already this year more than 2700 Algerians have been killed and wounded in France by other Algerians. (...) One of the main reasons behind this outbreak of murder is an old vendetta between two rival nationalist movements -The National Liberation Front (F.L.N.) and the Algerian National Movement (M.N.A.). In points of doctrine, it may be hard to find much difference between the two

<sup>40</sup>.

Dès le 20 avril 1955, l'ambassadeur britannique en France faisait connaître le soutien total de son pays à la France. Peu après, le Times endossa sans réserve et avec un certain enthousiasme la politique de son gouvernement sur la question algérienne, tout en affirmant qu'aucun autre pays n'était mieux placé que la Grande-Bretagne pour comprendre le dilemme auquel la France devait faire face puisqu'elle connaissait des difficultés semblables en Afrique centrale et de l'Est : « *Anything, therefore, which Britain could do to assist the French Government's North African endeavours should be done* <sup>41</sup>. » Cet article évoquait également l'influence du communisme en Afrique du Nord, ce qui est assez rare dans la couverture du Times.

De plus, il mettait beaucoup d'ardeur à apaiser les suspicions françaises au sujet de la politique britannique relativement aux dépendances coloniales de la France. Pour ce qui est du New York Times, il s'est prononcé plus ouvertement sur la légitimité du nationalisme algérien. Le journal qualifiait dans un éditorial de naturelles et louables les demandes des peuples colonisés : « *In general, it is clear that it becomes increasingly difficult to put a break on the natural and laudable demands of dependant and technically backward races for the benefits of Western civilization* <sup>42</sup>. » Le quotidien new-yorkais liait souvent cette notion de nationalisme à celle de la menace communiste, à savoir que les mouvements nationalistes

---

<sup>40</sup> ANONYME, « Rebellion by Gang Warfare », Times, 12 novembre 1957, p. 9.

<sup>41</sup> ANONYME, « Unjust Suspicion », Times, 5 août 1955, p. 9.

<sup>42</sup> ANONYME, « Colonialism in 1955 », New York Times, 30 décembre 1955, p. 18.

pouvaient être d'allégeance communiste et ainsi jouer le jeu des Soviétiques. Il ne faut pas oublier le contexte de la guerre froide des années 1950. L'anti-communisme, qui caractérisait la politique américaine d'alors<sup>43</sup>, semble avoir imprégné le New York Times bien plus que le Times, lequel n'y fit guère d'allusions, ce qui indiquerait une certaine indifférence quant à la question du progrès de cette idéologie et du bloc de l'Est.

Il y a de nombreux exemples de cette crainte du communisme dans les éditoriaux et articles du journal américain. Un de ses éditoriaux ne considérait pas le nationalisme comme mauvais en soi, mais il ne devait pas avoir pour source le communisme; il devait être du « nationalisme honnête » : « *The cause of nationalism must be met and met honestly. But it must be an honest nationalism, not a communist stalking-horse* <sup>44</sup>. »

De plus, cet éditorial estimait que chaque jour de violence qui passait jouait en faveur du Kremlin, et que l'Afrique du Nord et la France avaient tout à perdre et les Soviétiques tout à gagner. En somme, le nationalisme algérien était considéré comme légitime à condition de ne pas être d'essence communiste, ce qui ferait basculer l'Afrique du Nord, considérée comme stratégique pour la défense de l'O.T.A.N., dans le giron de l'U.R.S.S.

L'appréhension de voir le communisme utiliser le nationalisme nord-africain est omniprésente dans le quotidien new-yorkais, depuis le début de l'insurrection à la fin de 1954. La dimension géopolitique du conflit algérien a été très tôt soulignée. Dans un article de fond, on décrivait déjà le nationalisme comme un instrument du communisme.

The Soviet Union has done all it could to support the nationalist movements in North Africa. Locally, the Communists and the nationalists have separately but in unison worked for the eviction of the French. Arab nationalism in North Africa is

---

<sup>43</sup> Townsend HOOPEs, The Devil and John Foster Dulles, Boston, Atlantic Monthly, 1973, p. 204.

<sup>44</sup> ANONYME, « Progress in Morocco », New York Times, 1<sup>er</sup> novembre 1955, p. 34.

for the Soviet Union a ready-made weapon in the  
« Cold war »<sup>45</sup>.

L'éditorial du 13 novembre 1955 est un autre exemple de cette tendance du New York Times à voir le nationalisme arabe comme un instrument de l'U.R.S.S. :  
« *The Communists' efforts to capitalize on « nationalism » has been frustrated. The problem can be solved with patience and good faith, and the Moroccan settlement is a step in the right direction* »<sup>46</sup>.

En septembre 1955, le journal américain, toujours en éditorial, qualifiait le nationalisme algérien de problème de premier ordre et estimait que la situation se détériorait. Le nationalisme risquait d'échapper à tout contrôle et le recours à la force ne pouvait le résorber. Une solution politique s'imposait.

Meanwhile, the situation in Algeria has gone from bad to worse and there is now a nationalistic problem of the first order. The danger is that it may be getting unmanageable. (...) France can put down terrorism with force so long as enough force is used, but if there is any lesson that colonial powers have been learning since the war it is that force is not an answer to nationalism<sup>47</sup>.

Non seulement il y avait la crainte que le nationalisme algérien soit récupéré par les communistes, mais on redoutait aussi le chaos qui s'installerait suite au départ des Français. À tout prendre, l'ordre colonial existant était préférable. Par là, le New York Times exprimait certes le point de vue du gouvernement américain qui considérait ce qui restait des empires coloniaux comme des zones d'instabilité.

France is the only country which at present can hold North Africa for the free world. And, provided it keeps the doors open for progressive self-government, French over-all rule is still better than either a native feudal despotism or anarchy

---

<sup>45</sup> ANONYME, « French Reassert Might in Algeria », New York Times, 19 décembre 1954, p. 4.

<sup>46</sup> ANONYME, « New Hope in North Africa », New York Times, 13 novembre 1955, section IV, p. 8.

<sup>47</sup> ANONYME, « The Algerian Problem », New York Times, 28 septembre 1955, p. 34.

and civil war. That is why the latest French efforts deserve all the support they can get <sup>48</sup>.

Ainsi, tout comme le Times, le New York Times se rangea du côté du point de vue de son gouvernement. Malgré ce soutien américain, les Français se méfiaient des États-Unis soupçonnés d'avoir des visées sur l'Afrique du Nord. Pour leur part, les Américains craignaient une avance communiste dans la région advenant le départ des Français. Pour en revenir à la nature du nationalisme, en 1954, un éditorial du New York Times affirmait que le nationalisme contemporain était xénophobe, donc tourné contre les Européens, et qu'en Algérie le prix pour se débarrasser d'eux serait sûrement très élevé : « *However, contemporary nationalism is xenophobic: the aim is to get rid of the foreigners at all costs. Often, the cost is high and in the case of Algeria certainly would be for all concerned* <sup>49</sup>. »

Une autre prévision pessimiste était évoquée relativement au contexte démographique, social et économique de la rébellion en Algérie, plus précisément l'explosion démographique de la population musulmane qui sapait tout effort français de développement économique. Le nationalisme se trouvait exacerbé par une situation menant inévitablement à une crise violente, selon le quotidien.

Moreover, the population is Islamic and profoundly attached to a way a life far different from the French. There never was any social integration, even in Algeria, and the bulk of the Moslem population was backward in every sense—economically, educationally and politically. It so happened that there was what is called a population explosion. All France's efforts at economic development, and they have been great, would barely keep up with the rising population. Into this situation came all the ferments and poisons of contemporary nationalism stirred up by natural frustrations, by the rising intelligentsia and

---

<sup>48</sup> ANONYME. « France and North Africa », New York Times, 2 septembre 1955, p. 16.

<sup>49</sup> ANONYME, « Terror in Algeria », New York Times, 5 novembre 1954, p. 20.



the mischief done by Pan-Islamism through Egypt  
and the Arab League <sup>50</sup>.

Cet article décrivait une société en situation de désintégration sociale tant les clivages y étaient nombreux et importants, une société mûre pour exploser. L'éditorial en question concluait que la solution de l'assimilation ou de l'intégration n'était plus envisageable étant donné que l'évolution a abouti à la révolution. Mais, selon cet éditorial, la France ne pouvait abandonner l'Algérie, qui était très dépendante d'elle sur le plan économique. L'article reprenait des arguments relatifs au « consensus colonial » de la classe politique française selon lequel la rébellion algérienne était due davantage à des agents extérieurs, comme l'Égypte et la Ligue arabe, qui ne cachaient pas d'ailleurs leurs sympathies aux rebelles algériens <sup>51</sup>.

D'autre part, le nationalisme arabe en Afrique du Nord était perçu, dans un article de fond publié en 1957, comme un facteur de détérioration des relations entre les pays arabes et les États-Unis. Le nationalisme exacerbé était considéré comme une conséquence psychologique de la récente libération du colonialisme. Ces différentes caractéristiques rendaient vulnérables les pays arabes à l'influence soviétique.

Most of these people are Arabs-nearly 80 000 000 of them (...) United States relations with this people are made more difficult by this instability, their extreme hypersensibility, their extreme suspiciousness, and the frantic nationalism-all consequences of their recent emergence from Western colonial rule and of the impact of Western material civilization and political ideas on an area long suffering from economic neglect, social irresponsibility and cultural stagnation. Characteristics such as these make Arabs vulnerable to Soviet blandishments <sup>52</sup>.

---

<sup>50</sup> ANONYME, « The Problem of Algeria », New York Times, 3 janvier 1956, p. 30.

<sup>51</sup> Tony SMITH, The French Stake in Algeria, 1945-1962, Ithaca and London, Cornell University Press, 1978, p. 186.

<sup>52</sup> Diana A. SCHMIDT « U.S. Weighs Steps to Calm Restless Arab World », New York Times, 1<sup>er</sup> décembre 1957, section IV, p. 6.

L'intensité du nationalisme était jugée aussi par le Times comme une grave menace à la paix mondiale <sup>53</sup>. Pour sa part, le quotidien new-yorkais qualifiait d'irrésistible le nationalisme, sous-entendant, comme le Times, que l'indépendance algérienne était inévitable. Tenter de le freiner dans cette optique était un processus suicidaire comme l'expérience indochinoise l'avait démontré : « *The tide of nationalism in Africa and Asia has been irresistible since the war ended. France has tried to hold it back, or at least to slow it down, but, as Indo-China proved, that is a suicidal process. North Africa has been a problem of baffling complexity* <sup>54</sup>. » La complexité de la situation nord-africaine y était soulignée, notamment la présence d'une importante communauté de colons français. De plus, le quotidien américain, dans un autre article en mars 1956, qualifiait d'extrême le nationalisme arabe auquel faisaient face les Français en Afrique du Nord; le titre de l'article en question était éloquent<sup>55</sup>. L'article mentionnait que la dynamique de la situation en Algérie a favorisé l'éviction des nationalistes modérés.

Ce n'est pas le nationalisme comme tel qui est dénoncé par le New York Times, mais bien davantage le nationalisme extrémiste et la possibilité que le nationalisme arabe soit un instrument d'infiltration communiste dans le cas du quotidien américain. Le pan-arabisme est soupçonné de sympathies communistes.

C'est l'insistance sur la possibilité que la région de l'Afrique du Nord bascule dans la zone d'influence soviétique qui distingue la couverture du New York Times de celle de son homologue anglais. Par exemple, le New York Times émit l'hypothèse que les méthodes utilisées par le F.L.N. laissaient croire à une possible influence et infiltration communistes: « *But he [Krim Bel-Kacem] and his lieutenants are known to be keen students of the tactics employed by Mao Tse Tung in China and by Ho Chi Minh in Indochina* <sup>56</sup>. » Le Times considérait plutôt que le nationalisme était une force incontournable, bonne ou mauvaise. Il n'avait pas d'a priori à ce sujet même si, de temps à autre, il y avait quelques remarques laissant entendre que les

<sup>53</sup> ANONYME, « France's Affair », Times, 9 octobre 1955, p. 7.

<sup>54</sup> ANONYME, « Tunisia's Turn », New York Times, 20 mars 1956, p. 22

<sup>55</sup> Michael CLARK, « French are Challenged by Extreme Arab Nationalism » New York Times, 18 mars 1956, section IV, p. 6.

<sup>56</sup> New York Times, 26 décembre 1955, p. 2.

forces du communisme étaient à l'œuvre en Afrique du Nord pour évincer les Français. Le quotidien anglais dénonça cependant l'intensité du nationalisme arabe comme problématique pour la paix mondiale <sup>57</sup>.

Un point commun aux deux quotidiens est la reconnaissance que le nationalisme pouvait être potentiellement mauvais. Le journal américain allait plus loin que son confrère britannique lorsqu'il affirmait en éditorial qu'il était suicidaire de vouloir arrêter cette force. Le Times prenait, quant à lui, acte de sa réalité tout en déplorant son radicalisme en ce qui concernaient les Arabes et les Israéliens. Les deux quotidiens reconnaissaient avec réalisme le caractère inévitable de l'indépendance algérienne en raison de la vigueur cette force politique, le nationalisme.

## Section 2. Les débuts de la guerre d'Algérie : 1954-1956

La guerre d'Algérie commença à la Toussaint de 1954 par une trentaine d'attentats disséminés sur tout le territoire algérien. Les autorités politiques françaises en minimisèrent l'importance. Mais plus tard, avec la généralisation des actes terroristes au printemps 1955 grâce à la guérilla et au terrorisme, l'État d'urgence fut voté le 3 avril de la même année. Il étendit le pouvoir des autorités françaises; cette mesure en vigueur pour six mois renforça la répression de la rébellion. L'État d'urgence fut renouvelé par la suite sans toutefois enrayer la rébellion, même après l'adoption des « pouvoirs spéciaux » le 17 mars 1956. En août 1955, le F.L.N. se livra à de graves violences et tout cela dans un contexte bien différent de celui de l'Indochine puisque l'Algérie comptait une population européenne nombreuse, soit près d'un million d'âmes sur une population de dix millions <sup>58</sup>.

Cette situation particulière fut relevée bientôt avec une certaine sympathie par le Times dans un éditorial de l'automne 1955 : « *It is easy to condemn the dilatoriness of French policy dealing with territories where France has more settlers*

---

<sup>57</sup> ANONYME, « France's Affair », Times, 3 octobre 1955, p. 8.

<sup>58</sup> DROZ et LEVER, op. cit., p. 40.

*than Britain has ever had in India* <sup>59</sup>. » Le New York Times avait lui aussi constaté la complexité de la situation de l'Afrique du Nord, comme nous l'avons mentionné précédemment. De janvier 1956 à mai 1958, les divers gouvernements de la IV<sup>e</sup> République tâchaient, non sans peine, à définir une nouvelle politique algérienne intermédiaire entre l'intégration à la France et l'indépendance.

Mais on peut se demander au préalable quelles ont été les réactions du Times et du New York Times par rapport aux débuts de cette guerre d'Algérie : la sanglante Toussaint, le soulèvement de l'Aurès en novembre 1954, et l'adoption de l'état d'urgence en avril 1955 alors que la rébellion s'étendit à la Kabylie et au Constantinois. Prenait-on conscience du fossé grandissant entre la population européenne d'Algérie et la population métropolitaine depuis que le président du Conseil Guy Mollet avait été conspué par les « Pieds-Noirs » d'Alger le 6 février 1956?

En ce qui concerne la Toussaint et le soulèvement de l'Aurès, massif montagneux de l'Algérie, le Times considérait dans un article de fond écrit par un envoyé spécial du quotidien que le récent soulèvement n'était pas vraiment une surprise pour les autorités françaises.

The recent spread of the fellagha movement to Eastern Algeria was not entirely unexpected, for the French authorities have been long aware that they could not prevent isolated terrorist bands from crossing the long mountain frontier from Tunisia <sup>60</sup>.

Par ailleurs, au sujet de la violence qui surgit en Afrique du Nord dans les protectorats voisins de l'Algérie et en Algérie même, le Times considérait, comme le New York Times, dans un éditorial que l'histoire de l'Union française atteignait un nouveau stade plein de dangers : « *A critical stage in the evolution of the French Union has now been reached in North Africa. (...) This violence raises questions of*

---

<sup>59</sup> ANONYME, « Mr Faure's Future », Times, 4 octobre 1955, p. 9.

<sup>60</sup> ANONYME, « Rule and Riots in Algeria, French « Assimilation » Policy and its Enemies », Times, 10 novembre 1954, p. 7.

*fundamental importance*<sup>61</sup>. » Le même texte donnait en exemple le Commonwealth britannique considéré bien plus souple que l'Union française pour répondre au nationalisme colonial.

Un article de fond sur les événements de la Toussaint soulignait l'écart entre les communautés européenne et musulmane de l'Algérie. Il donnait aussi un début de réponse aux problèmes de cette dernière en qualifiant de dangereusement rigide la politique française qui n'était pas nécessairement adaptée aux colonies qui en faisaient l'objet.

There is a certain rigidity about present French policy in Algeria, a tendency perhaps to assume too readily that French institutions are of universal application which may lead to strains in the future<sup>62</sup>.

Quant au New York Times, il fit une lecture analogue à celle du Times expliquant les causes de la révolte par les difficultés socio-économiques de la population musulmane. Comme le Times, il émit des doutes sur la capacité et la souplesse des institutions françaises, telles que l'Union française, à faire face à la situation dans les colonies. Le journal américain estimait dans un éditorial assez alarmiste que le nationalisme violent atteint l'Algérie pour la première fois et que les événements de la Toussaint et ceux qui suivraient risquaient de donner bien des soucis à la France. Le quotidien vit tôt le péril qu'annonçaient les premiers troubles pour l'avenir de l'Algérie française .

The French are having hard luck in North Africa. The flames of nationalism have now reached into Algeria after spreading from Tunisia and Morocco. This is the first time that violent nationalism has reached Algeria and it can be serious business for the French<sup>63</sup>.

---

<sup>61</sup> ANONYME, « French North Africa », Times, 11 décembre 1954, p. 7.

<sup>62</sup> ANONYME, « Rule and Riot in Algeria, Narrowing the Gulf between Muslim and European », Times, 11 novembre 1954, p. 9.

<sup>63</sup> ANONYME, « Terror in Algeria » New York Times, 5 novembre 1954, p. 20.

Par ailleurs, et comme nous l'avons fait remarquer à la section précédente, de nombreux articles liaient le nationalisme dans les colonies à la menace communiste pour l'Afrique du Nord et faisaient de la guerre d'Algérie non pas un problème moral (la pertinence du colonialisme et la question du recours à la torture), mais bien davantage un problème stratégique de la guerre froide. En somme, ils en faisaient un enjeu de cette dernière, des relations entre le monde occidental capitaliste et le bloc des pays de l'Est sous l'égide de l'Union soviétique. L'accent est mis davantage sur cette dynamique Est-Ouest des relations internationales que sur l'évolution des relations entre l'Algérie et la France, du moins en ce qui concerne le quotidien américain.

Réagissant à la proclamation de l'état d'urgence en avril 1955 suite à la multiplication des actes terroristes, le Times émettait les commentaires suivants, dans l'ensemble plutôt empathiques à la tâche des autorités françaises pour contrer ces activités.

The impressive display of force, designed to cope with the activities of a few thousand terrorists in the mountainous department of Constantine, may seem disproportionate. But in operations of this sort, the law-breakers hold all the cards. The initiative is theirs; (...) The French troops are inevitably spread out over great distances, and many of them are tied up in the frustrating duties associated with a state of emergency—road checks, curfews and so on<sup>64</sup>.

Toujours selon le même article, l'armée française avait la double tâche d'assurer la protection des citoyens loyaux et de lutter contre les terroristes. Le Times arriva bientôt à conclure dans un éditorial que les seules mesures militaires ne suffiraient pas à venir à bout des rebelles puisque la superficie de l'Algérie et son relief rendaient la tâche de l'armée française bien difficile.

Geography is perhaps the biggest villain of the piece. The area is so huge that the bulk of security forces are tied down in garrison duties

---

<sup>64</sup> ANONYME, « France's Commitments », Times, 24 mai 1955, p. 11.

(...) The soldiers' main difficulty in getting at the rebels is again geographical. Mountainous areas like the Riff provide the rebels with hiding places which can hardly be detected even from the air and with plentiful opportunities for successful ambushes. (...) It is difficult to see how military measures alone can suffice <sup>65</sup>.

De son côté, le quotidien new-yorkais réagit sensiblement de la même manière que le Times, à savoir qu'il estima lui aussi que les seules mesures militaires ne régleraient pas la situation de l'Algérie. Certes, la restauration de l'ordre était une priorité mais, au bout du compte, les Français devaient faire un effort pour satisfaire les aspirations des Musulmans.

The situation in Algeria is also profoundly disturbed. The whole eastern zone of this territory, which is juridically a part of metropolitan France, is a prey to terrorism (...) and it is no doubt true that the restoration of order is the first necessity. Afterward, with Algeria as with Morocco, France must find a solution that gives more satisfaction to the aspirations of the Moslem peoples. It is heartening that the French Government seems determined to seek just such a solution <sup>66</sup>.

Un autre article du quotidien américain, publié le 20 mai 1955, c'est-à-dire peu après la proclamation de l'état d'urgence, considérait que l'effort français pour réprimer la rébellion algérienne était un effort « *total* » <sup>67</sup>. L'ampleur de cet effort était soulignée par cet article. Une certaine sympathie envers les initiatives françaises, combinant des aspects punitifs et incitatifs, se dégage notamment quant à son projet de fédération : « *combined policy of stick and carrot* » <sup>68</sup>. Le même texte critiquait le

---

<sup>65</sup> ANONYME, « Half the French Army », Times, 8 octobre 1955, p. 7.

<sup>66</sup> ANONYME, « French North Africa », New York Times, 22 juin 1955, p. 28.

<sup>67</sup> ANONYME, « French Increases Algerian Forces », New York Times, 20 mai 1955, p. 30.

<sup>68</sup> C.L. SULZBERGER, « Trouble Ahead With Paris : Helicopter Headaches », New York Times, 18 juin 1955, p. 16.

gouvernement américain pour sa lenteur à définir une politique claire concernant l'Afrique du Nord, capable à la fois de tenir compte des nationalistes algériens et de l'allié français.

Pour ce qui est du fossé grandissant entre Français de métropole et Français d'Algérie, révélé par le fait que Guy Mollet fut hué par la population européenne d'Alger qui appréhendait que son gouvernement négocie avec le F.L.N., le Times décrivait ainsi la visite du président en Conseil à Alger : « *A visit that will remain notorious for one of the most hostile receptions ever afforded a European prime minister by his own countrymen* <sup>69</sup>. »

Le quotidien britannique signalait aussi dans le même article que le principal problème de Mollet était de mettre un terme à la rébellion algérienne et que la situation algérienne était une situation familière, celle où l'extrémisme entraînait l'extrémisme. L'article mentionnait également que la société franco-musulmane en faveur de laquelle plaidait Mollet n'existait pas parce que de profondes différences dans les coutumes et la religion tenaient les deux communautés à part, ainsi que le mentionnait aussi le quotidien américain dans un éditorial du 3 janvier 1956 <sup>70</sup>.

Par ailleurs, dans un article de fond, le quotidien anglais qualifiait les manifestations des Européens d'Algérie d'impressionnantes, mais il estimait que cette victoire temporaire des colons leur coûterait probablement très cher en terme de terrorisme du F.L.N.. Somme toute, le problème algérien en était rendu plus insoluble encore : « *To-day's events have served only to make the Algerian problem even more insoluble, for the violent behaviour in Algiers is sure to be met by more terrorism in the country-side* <sup>71</sup>. » Ce premier succès des colons à imposer leurs vues au gouvernement de Paris, du moins lors de la guerre d'Algérie, allait stimuler leur mouvement d'opposition à toute politique de la Métropole contraire à leurs intérêts. Les colons ne voulaient pas visiblement à cette époque d'un gouvernement de compromis, comme celui de Guy Mollet, qui avait annoncé son intention de négocier avec le FLN.

---

<sup>69</sup> ANONYME, « M. Mollet Tasks after Algeria Visit », Times, 13 février 1956, p. 6.

<sup>70</sup> ANONYME, « The Problem of Algeria », New York Times, 3 janvier 1956, p. 30.

<sup>71</sup> ANONYME, « Riots Greet M. Mollet in Algeria », Times, 7 février 1956, p. 8.



En éditorial, le Times, toujours le 7 février 1956, qualifiait d'amère la réaction des Européens d'Alger face à leur Premier ministre. Suite à la démission du général Catroux comme ministre résident en Algérie, le dialogue entre les communautés française et musulmane était plus difficile encore qu'avant. Toutefois, il n'était pas fait mention du fossé entre les Français d'Algérie et ceux de la Métropole.

La perception du journal anglais, d'après un éditorial du 2 mars 1956, est que la situation algérienne s'est radicalement détériorée depuis un mois et que les choses allaient probablement empirer.

The situation in Algeria has deteriorated with alarming speed during the last month. (...) It may be true, as Mr Mollet said on his return from Algiers, that military measures alone will not be sufficient to defeat the rebellion, but by now it must be clear to all that, unless prompt and vigourous military action is taken, the rebels may extend their influence over all Algeria that is not town or desert <sup>72</sup>.

Le fait de qualifier de détérioration de la situation un progrès des nationalistes algériens laisse entendre que le quotidien anglais penche pour les positions françaises. À noter qu'avec l'allongement du service militaire à 27 mois et l'envoi du contingent, les forces françaises allaient atteindre le chiffre des 450 000 hommes en Algérie. Cela faisait de l'armée un acteur de premier plan dans la question algérienne. Une défaite serait sa défaite et une solution politique qui ne tiendrait pas compte de son but, la victoire, serait considérée comme un outrage. Pour sa part, le New York Times estimait dans un éditorial du 11 février 1956 que le cas de l'Algérie était critique et que les chances de Mollet d'y remédier semblaient pour le moins compromises, d'autant plus que son gouvernement, à l'image des gouvernements de la IV<sup>e</sup> République, était fragile. Cette instabilité est d'ailleurs pointée du doigt dans l'éditorial en question.

It seems clear now that the Algerian situation is very serious and the chances of Premier Mollet finding a solution are slim. The new French

---

<sup>72</sup> ANONYME, « France's Danger », Times, 2 mars 1956, p. 9.

Government had the « idea of equality of rights and duties » between Algeria and metropolitan France, but neither the 1,000,000 French residents nor the 8, 500, 000 Algerian Moslems now desire such a solution and the Paris government is so weak that it can not impose its policy. (...) The Algerian situation is a reflection of the general instability of French politics <sup>73</sup>.

Cet éditorial était véritablement accablant pour la France. Il soutenait également que le gouvernement français avait mal compris la situation. Faisant preuve de faiblesse, il risquait fort de perdre son emprise sur l'Algérie si le tir n'était pas corrigé. La seule note positive, selon le quotidien américain, était que le gouvernement de Guy Mollet essayait de résoudre la question algérienne avec ardeur.

L'article soulignait également l'affront fait au président du Conseil par la population d'Alger, le qualifiant d'« intolérable ». Cependant, tout comme le Times, le quotidien new-yorkais ne mettait pas en relief l'opposition croissante des colons aux politiques de la Métropole. Si les deux quotidiens soulignaient l'opposition des colons aux idées libérales et à leurs défenseurs, le New York Times s'est montré plus sévère à l'égard du gouvernement français et de l'instabilité politique de la IV<sup>e</sup> République. À ce chapitre, le Times condamna cependant assez clairement Paris pour son manque de contrôle, mais toujours en faisant preuve d'une certaine retenue et en soutenant qu'un renforcement des institutions politiques françaises serait opportun tant pour la France que pour ses alliés <sup>74</sup>.

### Section 3. La crise de Suez

La France ne tarda pas à s'inquiéter de l'aide qu'accordaient des pays voisins aux insurgés algériens. Cette inquiétude tourna rapidement à l'obsession et on compara le président égyptien, Nasser, en raison de son nationalisme, à rien de moins qu'Hitler. D'ailleurs, le nationalisme arabe se butait aux impérialismes français et

---

<sup>73</sup> ANONYME, « Danger in Algeria », New York Times, 11 février 1956, p. 16.

<sup>74</sup> ANONYME, « Six Months », Times, 2 juin 1958, p. 11.

anglais depuis 1918 ce qui avait pour conséquence de détourner les peuples arabes de la France et de la Grande-Bretagne, selon Pervillé <sup>75</sup>. La question du canal de Suez fut l'occasion pour la France de tenter de supprimer l'aide égyptienne, notamment en armes, à la rébellion algérienne. La France bénéficia par ailleurs du soutien britannique puisque la Grande-Bretagne tentait de défendre ses intérêts dans la zone du canal de Suez. Toutefois, comme l'indiquait un rapport du Foreign Office du 23 juillet 1956, le gouvernement britannique était soucieux de ne pas trop attirer l'attention sur son appui à la France au sujet de la guerre d'Algérie afin d'éviter de se rendre davantage impopulaire aux yeux des pays arabes.

Nous avons tout intérêt à suivre notre politique actuelle d'alignement sur les Français en tant que « puissance coloniale », mais à ne pas trop nous en vanter, et à paraître prêts à utiliser notre influence pour amener les Français à une « solution libérale » dès que possible. Dans tous les cas, il ne faut pas que l'on nous voit faire quoi que ce soit qui puisse laisser penser que nous soutenons la politique française en Algérie <sup>76</sup>.

Mais ce retour anachronique de la politique de la canonnière se termina par un fiasco diplomatique et consacra le déclin des puissances coloniales traditionnelles, la France et la Grande-Bretagne, au profit des deux superpuissances de l'après-guerre, les États-Unis et l'Union soviétique. Les puissances moyennes ont dû s'incliner devant la pression de la communauté internationale. Elles n'avaient plus d'autonomie réelles par rapport à leurs alliés. De plus, la crise de Suez réduisit à néant l'influence traditionnelle de la France et de la Grande-Bretagne au Proche-Orient en raison du discrédit qu'elle jeta sur elles alors que l'influence de l'URSS en sort grandie pour avoir menacé avec l'arme nucléaire ces deux nations européennes.

Voyons comment les deux quotidiens en question ont couvert la crise de Suez qui se déroula en 1956. Le Times affirmait en éditorial que les calculs français selon

---

<sup>75</sup> Guy PERVILLÉ, « Guerre étrangère et guerre civile en Algérie, 1954-1962 », Relations internationales, 1978, no 14, p. 176.

<sup>76</sup> FO 371, 124431, R.M. HADOW, minute du 23 July 1956 cité dans Anthony ADAMTHWAITHE, « La France pendant la crise de Suez vue par la Grande-Bretagne », Relations internationales, no 58, été 1989, p. 191.

lesquels la situation en Algérie s'améliorerait si l'Égypte cessait d'être le centre d'aide à la rébellion algérienne étaient trop optimistes. Cependant, l'échec de Suez ne constituait pas a posteriori un échec pour les Français : « *But just this calculation was probably optimistic, so there are signs that failure of the gamble may not prove as catastrophic as had been feared* <sup>77</sup>. »

Le journal britannique considérait par ailleurs que les relations entre la France et les voisins de l'Algérie, le Maroc et la Tunisie, étaient plus importantes pour l'évolution du conflit algérien que l'aide égyptienne <sup>78</sup>.

Dans un éditorial publié le 4 octobre 1956, le Times sembla donner son aval à l'intervention franco-anglaise, justifiée par les circonstances, dont les actes de Nasser.

In these circumstances, it became the duty of these Powers - not less a duty because it was also their interest, as it was the common interest of all maritime nations - to provide as best as they could for carrying out the terms of the Convention, whether by pressure upon the defaulting party to fulfil its obligations or by extemporizing some new organization, such as the users' association to fill the vacuum left by the prevention of the lawful company's work <sup>79</sup>.

Un article de fond publié dans le Times quelques semaines avant l'intervention franco-britannique des 5 et 6 novembre 1956 avait un titre qui en disait long sur les conséquences de la crise de Suez <sup>80</sup>. Le journaliste, un correspondant du Times, déplorait que les deux problèmes les plus importants, l'Algérie et Suez, n'allaient pas faire l'objet de débats sérieux à l'Assemblée nationale française avant la fin du mois.

Pour sa part, le New York Times concluait dans un article de fond que la crise de Suez était le résultat d'une politique extérieure hésitante : « *The Suez Canal crisis may be described as the result of the application of a hesitant foreign-aid policy to a*

---

<sup>77</sup> ANONYME « A Fresh Chance », Times, 13 décembre 1956, p. 11.

<sup>78</sup> Ibid., p. 11.

<sup>79</sup> ANONYME, « Suez and the Law », Times, 4 octobre 1956, p. 11.

<sup>80</sup> ANONYME, « Sedative Effects of Suez on French Politics », Times, 3 octobre 1956, p. 8.

*country in a politically post-colonial stage of development*<sup>81</sup>. » Le même article commentait des notions, telles que le colonialisme et le système colonial français, qualifiant le premier de vague et le second de rigide et centralisé, comparativement à son homologue britannique.

Le quotidien américain abordait la question de l'impact de la crise de Suez. Il estimait que cette crise mettait sous pression l'alliance entre les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France<sup>82</sup>. Le quotidien soulignait le fait que les métropoles européennes étaient défiées maintenant par leurs colonies, et que la guerre d'Algérie et la crise de Suez étaient les manifestations les plus tangibles de cette révolte contre le pouvoir de l'homme blanc.

The fighting in Algeria and the nationalization of the Suez Company are, however, only the most dramatic manifestations of a movement that would challenge all the resources of Western statesmanship, even if great men were at the helm. This is the revolt of the black, the brown and the yellow peoples against the rule by the white men

<sup>83</sup>.

C'est dans le cadre assez vaste de la lutte des races que le journal plaça volontiers les événements d'Algérie et de Suez. Mais il y avait aussi le thème du déclin de l'Europe qui était soulevé par la question de Suez, déclin trop apparent pour être ignoré et qui affectait la politique extérieure des États-Unis, selon un article de fond paru en septembre 1956 : « *To say that European civilization is quietly slipping away is obviously going much too far, but the decline of European power and influence is too gloomily apparent to be ignored*<sup>84</sup>. » Il n'était pas possible dans cette optique pour les Américains d'ignorer ce déclin de la vieille Europe puisque leur

---

<sup>81</sup> Harold CALLENDER, « The Suez Crisis », New York Times, 5 août 1956, section IV, p. 5.

<sup>82</sup> Dana Ana SCHMIDT, « Suez Causing Strain on Western Alliance », New York Times, 12 août 1956, section IV, p. 7.

<sup>83</sup> Thomas J. HAMILTON, « Anti-Colonialism Now a Vital World Force », New York Times, 19 août 1956, section IV, p. 3.

<sup>84</sup> Edwin L. DALE Jr, « Suez is a Symbol of Far Larger Problems », New York Times, 23 septembre 1956, section IV, p. 3

politique extérieure a été élaborée jusque-là en tenant compte d'une Europe exerçant une influence au-delà de ses frontières.

La France était blâmée par le quotidien américain pour ne pas prendre sa part du déclin de l'Europe en ayant adopté une demi-mesure, l'Union française, et non pas une véritable associations d'États libres comme le Commonwealth : « *Great Britain had the profound postwar sense to modify traditional imperial concepts (...) But France, overwhelmed by conquest and therefore touchily compelled to seek prestige, has never face the new realities* <sup>85</sup>. » Au contraire, la Grande-Bretagne était louangée pour son réalisme de l'après-guerre dans la gestion de sa relation avec ses dépendances pour leur avoir octroyé l'autonomie. Le quotidien new-yorkais ne prédisait pas les mêmes chances de réussite à la France dans l'établissement d'une nouvelle relation avec ses colonies.

Tout comme le Times, le New York Times présenta positivement le système colonial britannique par rapport à son homologue français ainsi que sa réponse au nationalisme dans ses dépendances. Il se fit toutefois plus incisif dans sa critique de la France en considérant qu'elle a manqué de réalisme en répondant par des demi-mesures (la répression et la création de l'Union française) à la montée du nationalisme dans ses dépendances. Autrement dit, la France de la IV<sup>e</sup> République est blâmée pour son inaptitude à constater que l'heure de la décolonisation avait sonné.

Le quotidien américain identifia un problème sous-jacent à la crise de Suez, à savoir comment l'Europe allait gérer un conflit avec des régions politiquement dépendantes ou en voie de ne plus l'être, mais qui seront encore dépendantes sur le plan économique <sup>86</sup>. Comme son homologue britannique, le New York Times sembla blâmer le président égyptien, Nasser, et estima qu'il serait ridicule de le laisser se présenter en victime devant les Nations Unies. En effet, le New York Times affirmait en éditorial <sup>87</sup> que Nasser était loin d'être une victime innocente, mais davantage un

---

<sup>85</sup> C.L. SULZBERGER, « France's Empire – To Have and Have Not », New York Times, 1<sup>er</sup> août 1955, p. 18.

<sup>86</sup> Harold CALLENDER, « Egypt Points Up a World Problem », New York Times, 5 août 1956, section IV, p. 5.

<sup>87</sup> ANONYME, « War in the Middle East », New York Times, 1<sup>er</sup> novembre 1956, p. 38.

agresseur en raison du soutien qu'il accordait à la rébellion algérienne et la saisie du canal de Suez au mépris de la convention concernant ce dernier. Comme le Times, le journal américain croyait que les craintes des Français au sujet des conséquences de l'échec de Suez sur l'issue de la guerre étaient exagérées.

So far as Algeria is concerned, it remains France's greatest problem at the moment, but despite the fears it has not become more difficult because of Suez (...) The worst effects of the Suez fiasco will be economic and they are not to be felt strongly before February <sup>88</sup>.

Cet article considérait donc que les principales conséquences de l'affaire de Suez étaient d'ordre économique et que cette intervention malheureuse pour les Français ne constituait pas, somme toute, une catastrophe irrémédiable en ce qui touchait le dénouement de la guerre d'Algérie. De plus, l'article semblait endosser la décision du gouvernement américain de désavouer l'expédition franco-britannique parce que contraire à la Charte des Nations Unies étant donné qu'elle condamnait le recours à la force pour régler les différends entre les pays européens et l'Égypte, et que, somme toute, ce n'était pas un moyen approprié pour régler les questions internationales. La crise de Suez fut un moment important de détérioration des rapports franco-américains <sup>89</sup>. Le quotidien new-yorkais a donné son aval à la politique de son gouvernement, tout comme le Times. Seul, le New York Times désavoua l'intervention franco-britannique de Suez. L'effet le plus immédiat de la crise de Suez fut l'élimination des influences française et anglaise du Proche-Orient. Mais la réconciliation anglo-américaine ne tarda pas et laissa la France isolée.

---

<sup>88</sup> ANONYME, « France Settles Down », New York Times, 22 décembre 1956, p. 18.

<sup>89</sup> BOZO, F. et P. MELANDRI, « La France devant l'opinion publique américaine : le retour de de Gaulle début 1958-printemps 1959 », Relations internationales, no 58, été 1989, p. 196.

#### Section 4. L' O.N.U. et la question algérienne

Selon les termes de la charte de création de l'ONU, cette organisation internationale ne devait pas jouer un grand rôle dans le futur des empires coloniaux et dans les discussions les concernant. Cependant, celles-ci seront le lieu où s'affronteront les partisans du colonialisme et ceux de la décolonisation. Les puissances coloniales européennes, particulièrement la France et la Grande-Bretagne, y figurèrent à titre d'inculpées. On compréna dès lors qu'elles aient été méfiantes vis-à-vis de cette organisation internationale, allant même jusqu' à boycotter ses travaux. Dans cet ordre d'idées, il est pertinent de nous demander si cette méfiance s'est transposée dans leur presse respective. Nous nous limiterons ici au cas du Times.

Les Français avaient fait de l'Algérie une partie intégrante de leur territoire national depuis 1848, au même titre que la Provence ou la Normandie. Aussi, ils n'admettaient pas que la rébellion algérienne soit débattue à l'O.N.U. puisque, selon eux, il s'agissait d'une question intérieure qui n'était donc pas du ressort de l'O.N.U.. Par ailleurs, ils refusaient l'internationalisation du conflit algérien et redoutaient la publicité que les Nations Unies apporteraient à la cause des nationalistes. Dès lors, on comprendra que ces derniers espéraient, au contraire, que la question algérienne soit inscrite à l'ordre du jour des Nations Unies. Cela représentait une victoire pour eux de voir les questions coloniales non plus considérées comme des affaires intérieures, mais comme des problèmes internationaux. Et parmi les cas de décolonisation, la question algérienne fut la plus longuement débattue à l'ONU.

Elle le fut pour la première fois en septembre 1955 au grand dam des Français. Le problème algérien allait par la suite revenir régulièrement à l'O.N.U. à chaque session de l'Assemblée générale et embarrasser les deux superpuissances : les États-Unis, anticolonialistes par principe et par intérêt (le détournement vers l'Algérie des forces militaires françaises aux dépens de l'OTAN), mais peu enclines à voir leur alliée subir une défaite; et l'Union soviétique, tout aussi anticolonialiste, mais soucieuse de ne pas ouvrir une nouvelle zone d'influence aux Américains suite au retrait éventuel des Français. Ceux-ci doivent manœuvrer pour ne pas être condamnés



par les résolutions amenées par le bloc de pays afro-asiatiques, d'ailleurs renforcé par l'accès à l'indépendance d'anciennes colonies.

La France pouvait compter toutefois sur le soutien d'autres puissances coloniales comme la Grande-Bretagne, naguère grande rivale dans la voie de l'expansion coloniale, qui avait eu une expérience négative de l'ONU en raison de la décolonisation de certaines de ses colonies. Une autre puissance coloniale européenne, la Belgique, fut ardente à défendre les thèses françaises, dont celles de l'incompétence de l'ONU et de l'assimilation de l'Algérie dans le territoire français<sup>90</sup>. La solidarité des puissances coloniales européennes s'est affirmée au moment de leur éclipse définitive. À quelques reprises, les États-Unis se sont abstenus plutôt que de voter en faveur de la France, ce qui confirmait l'ambivalence de leur attitude, laquelle tentait de ménager à la fois la France et les nationalistes algériens. Cette attitude ambiguë leur valut plutôt d'être soupçonnés par les uns d'avoir l'ambition d'étendre leur sphère d'influence et par les autres de vouloir maintenir le statu quo colonial.

On peut se demander comment a été vue par le Times et le New York Times la réaction de la France à cette « intrusion » de l'O.N.U. dans la question algérienne. Le Times regrettait en 1955 le boycott des Français suite à l'inscription de l'Algérie à l'ordre du jour de l'O.N.U. : « *Most serious of all in its implication is the French boycott of the General Assembly so long as the Algerian question is on its agenda*<sup>91</sup>. » Dans le même souffle, ce retrait de la délégation française était interprété, toujours d'après le quotidien britannique, comme le point culminant d'une longue série de protestations des puissances coloniales contre la tendance à interpréter la Charte des Nations Unies comme une condamnation du colonialisme<sup>92</sup>. Le même éditorial considérait que la question algérienne était une affaire intérieure française hors de la juridiction de l'ONU et que la situation nord-africaine en relation avec la

---

<sup>90</sup> Khalfa MAMERI, Les Nations Unies face à la question algérienne, 1954-1962, Alger, SNED, 1969, p. 35.

<sup>91</sup> ANONYME, « United Nations Weathering Stormy Seas », Times, 7 novembre 1955, p. 7.

<sup>92</sup> ANONYME, « France's Affair », Times, 3 octobre 1955, p. 8.

France est plus complexe que toute autre. Dans cet ordre d'idées, il ne fallait pas y voir une opposition réductrice entre le colonialisme et l'anti-colonialisme.

Par ailleurs, le correspondant du Times estimait que la plus grave menace pour la paix mondiale, c'était l'intensité des nationalismes arabe et israélien, problème non résolu par l'O.N.U.<sup>93</sup>. En 1957, lorsqu'une résolution afro-asiatique fut défaite en Assemblée générale de l'O.N.U., l'éditorial du Times manifesta de la sympathie à l'endroit du gouvernement français.

When the Afro-Asian resolution was defeated by the General Assembly the sigh of relief in France could be heard on this side of the Channel. (...) Now the defensive days are over, and the initiative is back where it belongs - with the French Government<sup>94</sup>.

Ces écrits attestent que la ligne éditoriale du journal se rapprochait du point de vue français selon lequel l'Algérie était une question intérieure et de ce fait, ne pouvait être l'objet de discussions à l'O.N.U.. Le Times estimait donc qu'il fallait tenir à distance l'organisation internationale de la question algérienne. La ligne éditoriale du quotidien britannique ne devait pas de la position du gouvernement britannique sur la question algérienne telle qu'exprimée aux Nations Unies. Le même article comportait aussi un brin de critique à l'endroit de ceux qui ne voyaient en Afrique du Nord qu'une opposition entre le colonialisme et l'anti-colonialisme. C'était une critique de cette vision dichotomique de la situation nord-africaine.

On peut se demander si le journal américain a eu la même attitude au sujet de la pertinence de débattre de la question algérienne aux Nations Unies et s'il s'inscrivait dans la tendance dominante de la presse américaine de l'époque, celle qui consistait à s'élever avec virulence contre le colonialisme tant britannique que français.

L'idéologie américaine s'est exprimée dès 1941 par la « Charte de l'Atlantique » dont l'article 3 affirme « le droit qu'a chaque peuple de choisir la

---

<sup>93</sup> loc. cit.

<sup>94</sup> ANONYME. « The Middle Sea » Times, 9 mars 1957, p. 7.

forme de Gouvernement sous laquelle il désire vivre ». Le monde des affaires américain, de son côté, veut faire sauter les barrières coloniales qui arrêtent son expansion. Idéologie et business s'allient pour prôner l'émancipation des colonies. Après la guerre, des campagnes de presse violentes sont lancées contre la politique britannique aux Indes, contre la politique française en Indochine et en Afrique du Nord, contre la politique hollandaise en Indonésie <sup>95</sup>.

Le New York Times faisait-il écho à cette virulence de la presse américaine à l'endroit des puissances coloniales européennes lors de l'après-guerre? Il est à noter que le point de vue officiel du gouvernement américain s'est modifié avec l'irruption de la guerre froide et la crainte de faire entrer des ex-colonies dans le giron soviétique. Mais nous nous limiterons ici au point de vue du New York Times. Mentionnons toutefois, pour ce qui est de la presse européenne, que la position française en Algérie ne fut guère prisee, entre autres, par la presse ouest-allemande pour des raisons idéologiques.

Pour sa part, le New York Times déplorait vivement l'ingérence de l'O.N.U. dans la question algérienne.

A certain number of countries are playing ducks and drakes with the United Nations and it's a dangerous game. The way the General Assembly votes on the Algerian and West New Guinea issues this week shows a recklessness that bodes ill for an international organization which is still in its infancy. The vote to debate the Algerian problem resulted in the withdrawal of France and, however much one must regret this move, it is hard to blame the French. The United Nations had no business interfering in what is only too clearly an internal affair of France's <sup>96</sup>.

Dans cette optique, l'article en question mettait en garde contre l'anticolonialisme extrémiste qui menait à la simplification suivante de la réalité :

---

<sup>95</sup> Hubert DESCHAMPS, La fin des empires coloniaux, Paris, P.U.F., coll. Que sais-je? No 409, 1969, p. 66.

<sup>96</sup> ANONYME, « Anti-Colonial Rampage », New York Times, 5 octobre 1955, p. 34

considérer que tout ce que les puissances coloniales faisaient était mauvais et que les colonies avaient toujours raison. Il fallait éviter cette simplification abusive et absurde, selon l'éditorial en question<sup>97</sup>. L'auteur conclut que les Nations Unies sortaient affaiblies de ces tensions.

Le New York Times réitéra à plusieurs reprises sa prise de position en faveur de la thèse française selon laquelle l'Algérie était une partie intégrante du territoire français et que l'O.N.U. n'avait pas la juridiction de se prononcer sur cette question d'ordre interne.

On this point, the French are on strong ground. Disturbance in Algeria is not an international threat to the peace. Algeria is legally part of Metropolitan France, and has been so for many years. The United Nations certainly does not have within its proper powers the revision of domestic political structures among its members (...) The French are right to protest but they must also act

<sup>98</sup>.

En novembre de la même année, le journal américain renouvela son appui à la position française par rapport à l'O.N.U., sans cette fois lui enjoindre de rechercher une solution libérale susceptible de satisfaire les aspirations de la majorité musulmane: « *The French argued, with reason, that Algeria was an internal affair and no business of the General Assembly's* <sup>99</sup>. » L'éditorialiste déplorait vivement l'absence prolongée de la France des travaux de l'O.N.U.

On peut se demander si le journal américain en question a maintenu sa position jusqu'à l'écroulement de la IV<sup>e</sup> République. Nous verrons qu'il la changera suite au bombardement de Sakhiet en février 1958. Tout bien considéré, le fait que l'O.N.U. ait mis l'Algérie à l'ordre du jour de son Assemblée générale a soulevé des questions relatives à la pertinence de l'intervention de cette instance et a mis à

---

<sup>97</sup> Ibid.

<sup>98</sup> ANONYME, « France and the U.N. », New York Times, 2 octobre 1956, section IV, p. 8.

<sup>99</sup> ANONYME, « France and the U.N. », New York Times, 24 novembre 1955, p. 28.

l'avant-plan des thèmes comme le colonialisme et le nationalisme tant dans le Times que dans le New York Times.

Selon le quotidien américain, le colonialisme que l'on condamnait tant était déjà pour une bonne part chose du passé alors que le mot même était devenu péjoratif. À l'opposé, le nationalisme était qualifié de puissante émotion. Même si le New York Times considérait que l'ère du colonialisme touchait à sa fin, elle devait se terminer pacifiquement. Il fallait éviter les simplifications abusives dépeignant les métropoles et les colons comme des explorateurs ainsi que le soutenaient les communistes.

The era of colonialism is no doubt ending, but it should end in peace, dignity and above all, justice to the colonial powers and their nationals, who are not the villains - nor are they « imperialist - capitalist exploiters,» as the Communists would like people to believe. The problem is grave and difficult, and it is involved in the whole emotional issue of nationalism that is playing so dangerous a role in contemporary events <sup>100</sup>.

L'éditorial en question déplorait le boycott de l'O.N.U. par les Français alors que de grands débats internationaux s'annonçaient. La France était un des pays fondateurs de l'organisation et disposait d'un droit de veto. Elle fut toutefois blâmée, à la différence de la Grande-Bretagne, par le quotidien new-yorkais pour son manque de pragmatisme, de réalisme dans la gestion de sa décolonisation pour ne pas avoir reconnu qu'elle était inévitable et pour ne pas avoir laissé d'autonomie à ses dépendances.

Dans l'ensemble, la Grande-Bretagne est mieux vue pour sa réponse au nationalisme dans ses colonies comme par exemple lorsque le Commonwealth est comparé positivement à l'Union française considéré comme un cadre à améliorer significativement, voire remplacer: « *The new French Union has shown itself by no means so revolutionary as Britain's Commonwealth (...) Commonwealth must*

---

<sup>100</sup> ANONYME, « The Return of France », New York Times, 26 novembre 1955, p. 18.

*replace the unreal shards of empire*<sup>101</sup>. » Le Times avait soulevé dès le début de la guerre d'Algérie des doutes similaires au sujet de l'Union française<sup>102</sup>. La recherche de prestige de la France suite à l'humiliation de la Seconde Guerre mondiale est pointée du doigt par le même texte du quotidien new-yorkais comme la source de la non-reconnaissance que sa position impériale était compromise.

En ce qui concerne le nationalisme, il était perçu comme une force irrésistible qu'il était bien difficile de freiner.

In general, it is clear, that it becomes increasingly difficult to put a brake on the natural and laudable demands of dependent and technically backward races for the benefits of Western civilization and for the political form (liberty; not totalitarianism) which is its true expression<sup>103</sup>.

Le même éditorial décrivait le nationalisme comme une émotion résultant d'une prise de conscience d'un retard quelconque chez une population donnée<sup>104</sup>. Il constatait que le colonialisme avait perdu du terrain en 1955 et croyait qu'il en perdrait encore davantage l'année suivante. Le journal américain se montrait pessimiste quant aux chances du colonialisme de se maintenir là où il était en place.

Plus généralement, le journal américain identifiait les enjeux entourant le retour du colonialisme à l'avant-plan de la scène internationale en les liant à ceux de la guerre froide : « *The future of the United Nations, the strength and prestige of the colonial powers, the fate of the dependencies. It is a major battlefield of the cold war*<sup>105</sup>. » Le même éditorial considérait que le nationalisme et l'anticolonialisme comptaient parmi les émotions les plus puissantes de l'époque.

---

<sup>101</sup> C.L. SULZBERGER, « France's Empire – To Have and Have Not », New York Times, 1<sup>er</sup> août 1955, p. 18

<sup>102</sup> ANONYME, « French North Africa », Times, 11 décembre 1954, p. 7.

<sup>103</sup> ANONYME, « Colonialism in 1955 », New York Times, 30 décembre 1955, p. 18.

<sup>104</sup> Ibid.

<sup>105</sup> ANONYME, « Colonialism at Bay », New York Times, 9 octobre 1955, section IV, p. 8.

Le New York Times pointait davantage du doigt l'U.R.S.S. quand il s'agissait de colonialisme : « *Ironically enough, it is not the Western Powers but only Russia that is failing to lead dependencies at a slower or faster pace toward freedom and independence* <sup>106</sup>. » L'Union soviétique était blâmée pour son habitude de se servir du colonialisme de l'Occident comme d'un instrument pour diviser les pays occidentaux, et éventuellement faire graviter dans son orbite les anciennes colonies.

But the Soviet bloc sees and uses the issue as a gift bludgeon with which to beat the Western Powers to divide and to make mischief in parts of the world most susceptible to the empty but fine-sounding pleas of the Soviet representatives to give « freedom to the exploited » <sup>107</sup>.

Enfin, en ce qui concerne le colonialisme, le journal américain estimait que c'était un thème débattu depuis la création de l'O.N.U. et qu'il soulevait les passions plus que tout autre. Le New York Times mettait en lumière la délicate position américaine au sujet du colonialisme des pays occidentaux puisque les États-Unis étaient les défenseurs du principe d'autodétermination des peuples, mais entendaient aussi ménager leurs alliés européens.

En somme, le sujet du colonialisme était un facteur de division entre les membres des Nations Unies, selon le New York Times : « *France withdrew its delegation in protest over an Assembly vote placing the Algerian issue on the agenda. The French action produced one of the severest crises in the history of the world organization* <sup>108</sup>. » L'intérêt de l'O.N.U. pour les questions coloniales a eu pour effet de rendre la tutelle plus facile à supporter (plus de liberté) pour les peuples colonisés puisqu'ils ont fait l'objet d'une surveillance particulière de l'organisation internationale, d'après le quotidien américain.

Though the British, French and Dutch all argued that the questions raised were outside the United

---

<sup>106</sup> Ibid.

<sup>107</sup> ANONYME, « Colonialism, a Continuing Issue » New York Times, 19 décembre 1954, section IV, p. 5.

<sup>108</sup> ANONYME, « Crisis in U.N. », New York Times, 2 octobre 1955, section IV, p. 5.

Nations jurisdiction, they have long ceased to hope that their colonial policies can be excluded from scrutiny in the world organization. This scrutiny has already had great effect in advancing freedom for colonial peoples. It is certain to have more as times goes on <sup>109</sup>.

Dès la fin de la guerre d'Indochine, le quotidien mettait en garde les puissances coloniales européennes en blâmant la France pour sa lenteur à octroyer l'indépendance à sa colonie. Il observait que l'expérience indochinoise était un avertissement rappelant qu'il était temps d'éliminer ce qui restait des empires coloniaux afin d'éviter une récupération des colonies par les communistes : « *But the Indochina story is a new warning to the West to act in time to eliminate or assuage the sore spots of the remaining colonial system* <sup>110</sup>. » Cet éditorial ajoutait que les enclaves françaises et portugaises n'avaient pas leur place dans l'Inde moderne; elles étaient des anachronismes au milieu du XXe siècle.

Cette crainte du New York Times que les colonies basculent vers le communisme était partagée par le gouvernement américain au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, comme le soulignait S. L. Bills <sup>111</sup>. Il estimait que le gouvernement américain percevait les empires coloniaux comme des zones d'instabilité et recommandait à ses alliés européens de mettre en œuvre des politiques libérales de décolonisation afin de maintenir les colonies dans la sphère d'influence occidentale, le tout, dans la perspective de la guerre froide. Cette même préoccupation d'endiguer le communisme et de soutenir un de ses alliés était présente lors de la guerre d'Algérie sous l'administration d'Eisenhower. Zoubir mentionnait que les États-Unis craignaient le vide que laisserait derrière elle la France. Ce vide qu'ils appréhendaient pouvait être mis à profit par les communistes, éventualité à éviter pour les Américains .

The United States' apprehension was that a termination of European control of the Maghreb -

---

<sup>109</sup> ANONYME, « Colonialism, a Continuing Issue » New York Times, section IV, p.5

<sup>110</sup> ANONYME, « Warning on Colonialism », New York Times, 29 juillet 1954, p. 22.

<sup>111</sup> BILLS, op. cit..



and for that matter, in other colonial areas - would create a power-vacuum, hence offering an opportunity for communist penetration. Although American policy-makers were conscious of the anti-colonial character of the American public, support for the European colonial powers was preferred as the best safeguard for American national interests<sup>112</sup>.

On comprendra dès lors les déclarations des officiels américains.

L'ambassadeur américain en France avait déclaré en 1956 que « *les États-Unis se tiennent fermement derrière la France dans sa recherche d'une solution libérale et équitable des problèmes algériens* »<sup>113</sup>. Cela n'empêcha pas les autorités politiques ni l'opinion publique française d'entretenir de la suspicion envers les desseins américains à l'égard du Maghreb<sup>114</sup>.

De son côté, le Times considérait que personne ne pouvait soutenir la thèse que les puissances coloniales étaient intransigeantes. En somme, le quotidien anglais prenait leur défense et critiquait les Nations Unies en laissant entendre sans équivoque qu'elles ne constituaient pas un bon endroit pour débattre du colonialisme sereinement et que ce terme était galvaudé.

This sudden gust is only part of the steady wind blowing through the United Nations for many years past. How can the United Nations serve as a forum to ventilate such loosely defined ideas as are grouped in the concept of « anti-colonialism »? No one can argue that the colonial Powers are intransigent in their refusal to seek the progress of dependent territories. The very votes that have been cast in New York testify to the ending of colonial rule. Colonialism can not be easily or so irresponsibly tossed in the turmoil of international debate. Nor can

<sup>112</sup> Yahia H. ZOUBIR, « The United States, the Soviet Union and Decolonisation of the Maghreb, 1945-62 », Middle Eastern Studies, XXXI, 1, janvier 1995, p. 61.

<sup>113</sup> Le Monde, 21 mars 1956 cité dans John RUEDY, « La réaction de la presse et de l'opinion publique américaines à la politique du gouvernement Eisenhower envers la révolution algérienne », Revue d'histoire maghrébine, 1986, 13e année, no 41-42, p. 117.

<sup>114</sup> Luella HALL, The United States and Morocco, 1776-1956, Metuchen, New-Jersey, The Scarecrow Press, 1971, p. 1034.

it be treated - as some wish to treat it - as a sub-plot of the cold war <sup>115</sup>.

Ainsi, comme son confrère américain, le journal anglais appuya la thèse française à l'effet que l'Algérie était une question intérieure. Cependant, la perception du New York Times va évoluer défavorablement pour la France suite au bombardement de Sakhiet-Sidi-Youssef en février 1958. À la différence du journal américain, le Times ne condamnait pas le colonialisme comme un système en sursis, près d'une fin prochaine. Pour le journal américain, le colonialisme occidental était tout de même préférable au colonialisme des pays de l'Est, le communisme. Il reconnaissait même des qualités au premier, endossant en somme l'idéologie de la mission civilisatrice française, justification à la conquête coloniale.

The West must not apologize for its colonial record. It brought light and civilization to many dark corners of the world, and when the time was ripe, it gave complete freedom and independence to 600, 000, 000 people at the same time that the Communists enslaved a like number <sup>116</sup>.

Sur le fond, il n'y avait pas de condamnation du colonialisme en tant que tel ni du nationalisme dans l'un et l'autre journal. Le journal anglais était plus discret sur la question du nationalisme et ne prétendait pas comme son vis-à-vis américain qu'il était suicidaire de tenter de freiner le nationalisme. Les deux quotidiens ont émis des doutes sur la capacité de l'Union française à être suffisamment flexible pour être une réponse au nationalisme de ses composantes à l'image du Commonwealth britannique présenté comme le modèle à suivre. Mais on ne peut pas dire que le New York Times participait à une campagne de presse violente contre le colonialisme, même si de temps à autre il a eu des réserves à son sujet dans différents articles : reproche d'anachronisme, de manque de réalisme et des critiques de la lenteur des puissances coloniales à octroyer l'indépendance.

---

<sup>115</sup> ANONYME, « France's Affair » Times, 3 octobre 1955, p. 8.

<sup>116</sup> ANONYME, « Warning on Colonialism », New York Times, 29 juillet 1954, p. 22

### Section 5. L'impact du bombardement de Sakhiet-Sidi-Youssef

Dans l'optique de stopper l'aide des pays voisins à la rébellion des nationalistes algériens, l'armée française allait bombarder un village tunisien, Sakhiet-Sidi-Youssef, le 8 février 1958, sans avoir préalablement avisé le gouvernement français, lequel ne désavoua pas par la suite l'acte des militaires. Ce bombardement eut pour fâcheuse conséquence pour les Français d'internationaliser irrémédiablement la guerre d'Algérie en plus d'envenimer les relations entre la France et la Tunisie, et les pays arabes en général. C'est le point tournant de la guerre d'Algérie puisqu'il va enclencher l'offre de médiation anglo-américaine (en vue de trouver une solution au problème algérien) et une crise du régime politique français aboutissant à l'avènement de la Ve République. Ce bombardement était l'occasion rêvée pour les Américains d'intervenir dans la question algérienne afin d'en hâter le règlement alors qu'elle affaiblissait l'OTAN et risquait de pousser le monde arabe vers l'influence communiste.

Selon Wall, l'offre de médiation anglo-américaine fut un déclencheur dans l'évolution de la politique française : *« dans l'enchaînement des événements, l'intervention anglo-américaine a été l'élément décisif et que c'est donc elle qui représente le développement le plus important dans le renversement de la politique française en Algérie <sup>117</sup> »*. Wall estimait par ailleurs que la Grande-Bretagne était l'interlocuteur privilégié entre la France et les États-Unis étant donné qu'elle avait été l'alliée de la France lors de la crise de Suez et qu'elle n'avait pas exprimé autant de réserves sur la guerre d'Algérie que les Américains.

Dans cet ordre d'idées, ce sont les Anglais, lors de la médiation anglo-américaine, qui mirent des bâtons dans les roues sur le texte du mémorandum de la « mission des bons offices » en vue de ménager la France. La Grande-Bretagne était soucieuse en effet de ne pas mécontenter les Français dans la perspective d'avoir accès au marché européen : des réductions tarifaires allaient entrer en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 1959 et il était primordial pour la Grande-Bretagne d'y être associée. D'autre part, les

---

<sup>117</sup> Irwin M. WALL, « Les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'affaire de Sakhiet-Sidi-Youssef », *Revue d'histoire diplomatique*, 1996, CX, p. 307.

Britanniques devaient s'efforcer de ne pas mécontenter les Arabes pour maintenir leur approvisionnement en pétrole. Comme les Américains, ils étaient dans la délicate et inconfortable situation de devoir éviter d'irriter autant les Français que les Algériens promis à une indépendance prochaine.

Comment le Times et le New York Times vont-ils assurer la couverture du bombardement de Sakhiet et quelle sera la ligne éditoriale respective de chacun des quotidiens au sujet de cet événement? Le journal britannique qualifiait le bombardement du village tunisien de point tournant tant pour l'Afrique du Nord que pour la France au sens où les problèmes de l'Afrique du Nord étaient devenus une question internationale comme les relations franco-tunisiennes. De plus, il estimait que la France payait très cher ce bombardement avec l'internationalisation de la guerre d'Algérie qu'elle avait pourtant voulu éviter.

But France has already paid a high price. She may still recoil at any idea that North Africa's problems should be « internationalized », but there is no escaping the fact that by now Franco-Tunisian relations have become almost everybody's concern. (...) Whatever happens in the next few weeks, the Sakhiet affair is likely to prove a turning point both in North Africa and in France itself (...) That is to say, it seems to have been an essentially political coup, which the Government in Paris did not initiate but found itself unable to disown <sup>118</sup>.

De plus, le même éditorial du Times émet un commentaire selon lequel le bombardement de Sakhiet soulevait des questions pour les Français, à savoir quels étaient les buts de la politique algérienne du gouvernement français et surtout qui décidait en cette matière : Paris ou Alger? Ou ni l'un ni l'autre? L'armée avait agi de son propre chef au mépris du gouvernement de Paris, lequel était très instable à l'époque.

Par ailleurs, l'éditorialiste soulignait qu'il y avait de nombreuses anomalies dans les relations franco-tunisiennes depuis la fin du protectorat français, telles

---

<sup>118</sup> ANONYME, « Tunisian Inquest », Times, 17 février 1958, p. 9.

l'évacuation des troupes françaises, le statut de Bizerte et la pénétration de rebelles algériens sur le territoire tunisien, vieux problèmes que Sakhiet rendait insolubles en apparence.

Dans un autre éditorial, un peu plus d'un mois après l'incident de Sakhiet, le Times attribuait la dispute entre la France et la Tunisie à l'attitude tunisienne au sujet de la guerre d'Algérie et ce, avant même le bombardement de Sakhiet, qui était une manifestation de cette tension entre les deux pays : « *in the sense that the Tunisian Government's attitude to the Algerien war has been the fundamental cause of dispute between France and Tunisia before as well as since the Sakiyet Sidi Yussef bombing it is logical that non-belligerency should be raised* <sup>119</sup> ».

Pour ce qui est du quotidien américain, comment commenta-t-il le bombardement de Sakhiet? Il considérait dans un éditorial, à l'instar de son homologue britannique, que le bombardement du village tunisien avait pour résultat d'internationaliser le conflit algérien.

The salient facts for the French to face are, first, that public opinion everywhere in the world was aghast at what they did and secondly, that Algeria will be lost to France and North Africa to the free world, if the situation is left as it stands today. One consequence of the bombing reprisal is that Algeria has become an international issue <sup>120</sup>.

La plus grande internationalisation de la guerre d'Algérie est soulignée à plusieurs reprises notamment dans un article de fond quelques jours après le bombardement avec des faits à l'appui : « *Within a week after the raid, the affair was on the agenda of both North Atlantic Treaty Organization and the United Nations Security Council* <sup>121</sup>. » Le lendemain, un éditorial déclarait :

Two profoundly important repercussions have emerged from the Sakhiet bombing. The Algerian civil war has now been « internationalized »

<sup>119</sup> ANONYME, « The Limits of Good Offices », Times, 24 mars 1958, p. 9.

<sup>120</sup> ANONYME, « Next Move in Tunisia », New York Times, 16 février 1958, p. 28.

<sup>121</sup> Robert C. DOTY, « French Shaken by Tunisian Crisis », New York Times, 16 février 1958, section IV, p. 5.

willy-nilly, despite French efforts to the contrary. And it has been plainly demonstrated that Paris cannot simultaneously seek to hold the friendship of Tunisia and Morocco while pursuing a policy of repression in the area between. These two factors are linked <sup>122</sup>.

L'éditorial en question se montra même vitriolique et rompit dans une certaine mesure avec la position antérieure du journal en affirmant que la fiction juridique selon laquelle l'Algérie était une province se dissipait : « *French diplomacy sought for years to pretend that no one else could express valid interest in the Algerian troubles because they involved a province of metropolitan France. This fiction is fading* » <sup>123</sup>. Le même article estimait que, pour l'OTAN, l'Algérie était devenue un cancer qui empoisonnait graduellement les relations entre l'Occident et le monde arabe. Dans cette optique, la France était devenue une alliée dangereuse, menant une guerre impopulaire qui dressait les pays arabes ou récemment colonisés contre l'alliance occidentale et que par conséquent cela constituait une menace pour cette même alliance, qui, en outre, était privée de l'apport des troupes françaises en Europe tant que la guerre d'Algérie durerait.

C'était là une critique politique adressée à la France qui agissait de la sorte pour gagner la guerre d'Algérie sans égard aux intérêts occidentaux qui considéraient que la Tunisie était un pays ami. Aussi, on comprendra aisément dans ces conditions que le raid de Sakhiet ait déclenché une montée de l'anticolonialisme et une nouvelle crise des rapports franco-américains encore marqués négativement par celle de Suez : « *L'affaire de Sakhiet s'ajoutait à une sédimentation longue de plusieurs années, consacrait l'image d'une France « puissance colonialiste du dix-neuvième siècle » qu'Hervé Alphand espérait, en arrivant à Washington au moment de Suez, pouvoir dissiper* <sup>124</sup>. »

Finalement, l'éditorial en question considérait que deux constats émergeaient de cette internationalisation : premièrement, la guerre d'Algérie ne pouvait pas durer

---

<sup>122</sup> C.L. SULZBERGER, « North Africa-and Arab Federation », New York Times, 17 février 1958, p. 22.

<sup>123</sup> Ibid., p. 22.

<sup>124</sup> BOZO et MELANDRI, op. cit., p. 197.

indéfiniment; deuxièmement, le nationalisme gagnait l'Afrique du Nord. L'éditorialiste concluait en espérant que la France saurait comment établir de nouveaux liens avec les pays arabes.

Contrairement au quotidien britannique, le New York Times condamna le bombardement de Sakhiet. En effet, un éditorial du quotidien new-yorkais n'était pas tendre à l'endroit des Français et de leur raid aérien sur le village tunisien : «*There was no logic in the horrible slaughter at Sakiet-Sidi-Youssef. (...) It was at best a mistake and a piece of folly for which France is paying a heavy price* <sup>125</sup>. » C'était là une critique à la fois politique et morale de cette intervention française. La pertinence de ses fins est en effet sérieusement remise en question. Et la France se retrouve en quelque sorte au banc des accusés, surtout que l'opinion américaine se familiarisait à la même période avec une réalité de la guerre d'Algérie : la torture, pratiquée par les deux camps, il est vrai.

L'article en question soulevait le dilemme auquel les États-Unis et la Grande-Bretagne étaient confrontés suite au raid aérien, à savoir l'attitude à adopter face à la volonté de la France que le conflit avec la Tunisie soit réglé bilatéralement avec l'éventualité d'une intervention américaine, car la paix était un enjeu important pour la sécurité des pays de l'O.T.A.N.

Un autre éditorial identifia les intérêts respectifs et contradictoires de la France et de la Tunisie, ainsi que les forces sous-jacentes au conflit entre les deux pays.

France wants to remain a power in North Africa and keep Algeria within the French union. Tunisia wants to see Algeria become independent. Both are using Tunisia as a base of operations. Still deeper below the surface is the profound nationalistic urge of the post-war period and the global struggle of East against West <sup>126</sup>.

Cependant, un éditorial accusa la Tunisie de jeter de l'huile sur le feu avec l'ultimatum de son président, Bourguiba, aux États-Unis et à la Grande-Bretagne.

---

<sup>125</sup> ANONYME, « France and Africa », New York Times, 1<sup>er</sup> mars 1958, p. 16.

<sup>126</sup> ANONYME, « Good Offices in Tunisia », New York Times, 5 avril 1958, p. 14.

Toutefois, l'éditorial ne manqua pas l'occasion d'égratigner au passage le raid aérien français sur Sakhiet.

This latest dispute, long simmering and brought to a boilover by the ill-conceived French air raid on a Tunisian village is spreading rapidly beyond its original framework. It is becoming part of the whole struggle over North Africa that has culminated in the Algerian revolt and threatens to ruin both France and North Africa. Yet little progress has been made in reconciling the rival points of view, and the situation has not improved by president Bourguiba's ill-advised ultimatum to the United States and Britain <sup>127</sup>.

Un article de fond, toujours du quotidien américain, considérait que le bombardement tunisien, en plus d'internationaliser la lutte de la France en Afrique du Nord, a forcé les Français à remettre en question leur politique nord-africaine et que, somme toute, les mesures économiques françaises contre la Tunisie ne faisaient que la rapprocher des rebelles algériens .

In France, it re-opened for debate all aspects of country's North African policy (...) French economic squeezing and French refusal to give arms to Tunisia have had their effect, but instead of producing the result the French sought - strict Tunisian neutrality in the Algerian struggle - these measures have had the contrary effect <sup>128</sup>.

Finalement, un éditorial du New York Times estima que le bombardement de Sakhiet servait les intérêts de l'Union soviétique.

However, Premier Gaillard has stood by his military leaders and has defended the bombing raid on Sakiet-Sidi-Youssef. (...) One thing is certain, the democratic West has suffered a severe

---

<sup>127</sup> ANONYME « Tunisia's « Ultimatum », New York Times, 15 mars 1958, p. 16

<sup>128</sup> R.C. DOTY, « French Shaken by Tunisian Crisis », New York Times, 16 février 1958, section IV, p. 5.



jolt and by the same token its enemies, and especially Soviet Union, have gained a victory <sup>129</sup>.

Ainsi, encore une fois, comme dans le cas du nationalisme algérien, le journal américain émit des craintes quant à la menace communiste et à la possibilité que Moscou puisse tirer profit de la situation en Afrique du Nord pour faire basculer la région dans son orbite. Le raid sur le village tunisien internationalisa davantage la guerre d'Algérie, source de tensions dans les relations internationales entre, d'une part, les pays occidentaux et les États sortis récemment du colonialisme et, d'autre part, entre pays occidentaux et pays de l'Est en faisant des ex-colonies un enjeu entre les pays communistes et ces mêmes pays occidentaux. Sur le plan régional, le bombardement du village tunisien contribua grandement à accroître les tensions entre la France et les voisins arabes de l'Algérie. Le même éditorial blâma sévèrement la France pour le bombardement de Sakhiet : « *Either this brutal reprisal (...) was an uncontrolled, frigid military decision made in Algeria or the French government and people have temporarily lost their judgment and their customary sense of civilization* <sup>130</sup>. »

Le journal américain condamna le bombardement de Sakhiet, contrairement à son homologue britannique. Le New York Times signalait toujours en éditorial que ce bombardement plaçait les alliés de la France, dont les États-Unis et la Grande-Bretagne, devant un dilemme difficile: soit ménager l'allié français ou au contraire intervenir directement en Afrique du Nord dans l'intérêt de cette même alliance occidentale.

France argues that the Algerian struggle is an internal affair and that the conflict with Tunisia must in the ultimate analysis be settled bilaterally. Yet the fate of North Africa affects us, NATO and the Middle East in the gravest manner. If events continue along the present lines Washington may be forced to say that it considers peace in North Africa to be a vital concern of the United States <sup>131</sup>.

<sup>129</sup> ANONYME, « The Tunisian Incident », New York Times, 12 février 1958, p. 28.

<sup>130</sup> Ibid., p. 28.

<sup>131</sup> ANONYME, « France and North Africa », New York Times, 1<sup>er</sup> mars 1958, p. 16.

Autrement dit, la situation nord-africaine était perçue comme une source potentielle de dissensions entre alliés occidentaux, comme une pomme de discorde. Pour sa part, le Times accusa même la Tunisie d'être responsable de son conflit avec la France puisqu'elle apportait son aide aux rebelles algériens. L'incident de Sakhiet n'était, dans cette perspective, qu'une manifestation de la tension entre les deux pays.

Les deux quotidiens reconnaissaient que l'internationalisation grandissante et irrémédiable de la guerre d'Algérie était une conséquence directe du bombardement de Sakhiet, mais le quotidien américain critiqua la décision française en des termes très durs, à la différence du Times qui adopta un vocabulaire plus neutre et distant pour faire état du bombardement en question et tint même la Tunisie pour responsable de sa dispute avec la France en raison de son soutien officieux à la rébellion algérienne.

Comme la crise de Suez, le bombardement de Sakhiet fut un moment de dégradation des rapports franco-américains. Selon Wall, à la fin de la IV<sup>e</sup> République, il y avait un écart important entre les positions française et américaine au point que cela annonçait la chute du régime politique français d'alors : « *Ce fut là sinon le facteur essentiel, du moins l'un de ceux qui amenèrent à terme la fin du régime* <sup>132</sup>. » La Grande-Bretagne, quant à elle, avait fait équipe avec la France lors de la crise de Suez, ne la critiqua pas pour ce qui est du bombardement de Sakhiet, bien qu'il ait soulevé un tollé sur la scène internationale. Elle ne pouvait pas en effet se payer le luxe de relations tendues avec la France puisqu'elle espérait être associée au Marché commun en Europe. L'attitude des deux journaux étudiés refléta celle de leurs gouvernements respectifs sur la question de Sakhiet.

#### Section 6. Le Front de libération nationale (F.L.N)

Longtemps hétéroclite et ponctué de schismes, le mouvement nationaliste algérien entra dans la phase de la lutte armée en 1954 avec le Front de libération nationale (F.L.N.), anciennement le Comité Révolutionnaire pour l'Unité et l'Action.

---

<sup>132</sup> Irwin M. WALL, « Les relations franco-américaines et la guerre d'Algérie, 1956-1960, Revue d'histoire diplomatique, 1996, vol. 110, p. 65.

Mais les partisans de l'action révolutionnaire n'étaient pas les seuls porte-étendards ou vecteurs du nationalisme algérien. Il y avait, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, quatre mouvements nationalistes : l'association des Oulémas (théologiens de l'Islam), le Parti populaire algérien (P.P.A.) de Messali Hadj, le Parti communiste algérien (P.C.A.) et le Mouvement pour le triomphe total des libertés démocratiques (M.T.L.D.), dont le F.L.N. se sépara en 1954.

Toutefois, le F.L.N. dut affronter le mouvement national algérien (M.N.A.) fondé par Messali Hadj, pour le contrôle de la rébellion. Le M.N.A., dont le programme politique était moins radical, se posa en interlocuteur valable pour dialoguer avec les Français. Cependant, les Français ne l'entendaient pas de cette oreille. « *The M.N.A. having lost their effective control over the rebellion, have for some time been posing as the « valid interlocutor » who the French maintain does not exist*<sup>133</sup>. »

Les nationalistes modérés comme Ferhat Abbas allaient cependant bientôt grossir les rangs du F.L.N. au début de 1956<sup>134</sup>. Comment allaient être perçus les nationalistes qui, du Caire, le premier novembre 1954, donnèrent l'ordre d'insurrection et appelèrent à la disparition de l'ordre colonial existant? Il faut mentionner au préalable que le F.L.N., conscient de l'inégalité du rapport de forces avec la France, accompagna la lutte armée de la préoccupation constante d'une recherche d'appuis extérieurs. L'ONU était perçue comme un terrain important de cette bataille diplomatique.

La lutte armée du F.L.N. se double donc d'une action politique et diplomatique. L'objectif est de sensibiliser l'opinion publique mondiale à la cause indépendantiste algérienne, intéresser les gouvernements étrangers, mobiliser les instances internationales telles que l'O.N.U. ou la Croix rouge. Cette internationalisation du conflit voulue par le F.L.N., permettra de trouver un appui matériel (...) et un soutien moral (les pressions

---

<sup>133</sup> ANONYME, « Nationalists go to Extremes », Times, 3 mars 1958, p. 11.

<sup>134</sup> Ibid.

internationales sur la France à propos de sa politique algérienne)<sup>135</sup>.

C'est dans cette optique de sensibilisation de l'opinion publique internationale à sa cause que le F.L.N. fit publier notamment une lettre dans le New York Times affirmant que la minorité européenne vivait une existence privilégiée en Algérie et que la répression de la majorité était faite au nom de cette minorité: « *However, we cannot follow Mr Soustelle's reasoning which justifies a policy of repression and war against a people claiming their right of self-determination and independence, by the existence of a minority and in a defense of the privileges of this minority*<sup>136</sup>. » Toujours dans cet ordre d'idées, dès que le Gouvernement provisoire de la République algérienne (G.P.R.A) fut créé à l'automne 1958, il tenta de gagner à sa cause des gouvernements étrangers. Nous reparlerons plus loin de l'action de ce gouvernement provisoire en exil créé au début de la Ve République.

Le Times observa dès 1954 que la politique assimilationniste ne faisait aucunement place au sentiment national autochtone et n'intéressait pas les nationalistes.

The assimilationist policy, needless to say, makes no appeal to nationalist sentiment. Nationalist spokesmen retort by a violent propaganda against French rule and in favour of « emancipation » against European domination. (...) In pursuing their policy the French are up against a far more serious obstacle in the present algerian birth rate

<sup>137</sup>.

L'agressivité du discours des nationalistes algériens était donc relevée par le quotidien britannique, qui jugea leurs méthodes brutales et peu représentatives de la population algérienne : « *The F.L.N. themselves are far from united or representative, for their increasingly brutal methods, in France and in Algeria, towards Muslims*

---

<sup>135</sup> Benjamin STORA, Histoire de la guerre d'Algérie, Paris, La Découverte, 1993, p. 45.

<sup>136</sup> ANONYME, « Ruling Algeria », New York Times, 26 octobre 1957, p. 20.

<sup>137</sup> ANONYME, « Rule and Riot in Algeria », Times, 10 novembre 1954, p. 7.

*who will not play their game (...) The M.N.A. appear to be relatively more amenable but even less representative* <sup>138</sup>. » Le même article n'hésitait pas à critiquer le F.L.N. pour son manque de sens politique, notamment pour son refus de l'offre de cessez-le-feu des Français, suivi d'élections, bref, pour son refus de la possibilité de changer le système de l'intérieur plutôt que de l'extérieur.

Le Times se moquait même des tactiques du F.L.N. en les qualifiant d'« éléphantines » <sup>139</sup> et relevait que si le mouvement était d'inspiration communiste, il était bien mal organisé puisqu'il ne prévoyait même pas une réforme agraire. Dans un éditorial, le quotidien anglais qualifiait la guerre d'Algérie de guerre de subversion : « *The techniques of subversion practiced in Algeria show how easily the few can terrorize the many* <sup>140</sup>. » Dans un territoire aussi grand que l'Algérie se produisit, selon cet article, un contraste entre les rebelles tout-puissants et les troupes françaises qui avaient du mal à trouver les terroristes.

Quant au terrorisme du F.L.N. en France, le Times estimait dans un éditorial que le F.L.N. portait son attention sur la France, car les choses allaient mal pour lui en Algérie avec l'arrivée au pouvoir de de Gaulle et la mise en place d'une barrière électrifiée entre l'Algérie et la Tunisie qui rendait l'aide à la rébellion plus difficile. Cet éditorial soulignait les progrès français dans la lutte au terrorisme des rebelles, mais considérait au bout du compte qu'une solution politique au conflit serait préférable à une solution militaire.

With the success of this measure, and the improvement in the Army's morale since GENERAL DE GAULLE came to power, the tide in Algeria is running more in France's favour. (...) If the army is to keep the initiative it will probably have to take the risk; but an attempt to get a political settlement would surely be a wiser alternative <sup>141</sup>.

---

<sup>138</sup> ANONYME, « Nationalists go to Extremes » Times, 3 mars 1958, p. 11.

<sup>139</sup> Ibid.

<sup>140</sup> ANONYME, « War by Subversion », Times, 27 mars 1956, p. 11.

<sup>141</sup> ANONYME, « The Fence », Times, 17 septembre 1958, p. 11.

Pour ce qui est du New York Times, il affirmait dans un éditorial que si le nationalisme était un phénomène acceptable, tel n'était pas le cas du banditisme et du terrorisme; les méthodes du F.L.N. nuisaient à sa cause.

Nationalism is one thing. Banditry and terrorism are another. We are naturally inclined to sympathize with those who seek a wider field of self-determination and of personal and political liberties. But that does not mean that every outbreak against constituted authority is justified. Still less does it mean that there can be any excuse for throwing aside all consideration of human decency, of compassion, of responsible behaviour under the banner of « nationalism ». (...) When this is in the forefront transitions can be orderly and nationalism can be fruitful and constructive. These transitions cannot be made to advantage, on the other hand, in an atmosphere of essential lawlessness. An outbreak, such as the most recent one, is not just a protest against an alien sovereign power. It is a defiance of moral law and of basic humanity <sup>142</sup>.

En somme, cet éditorial est une véritable charge, un réquisitoire, non pas contre le nationalisme algérien, mais contre les méthodes du F.L.N., considérées comme inhumaines et constituant de bien mauvaises assises pour construire une nouvelle souveraineté. L'éditorial concluait que la France avait été patiente dans le cas de l'Algérie, mais que les massacres perpétrés par le F.L.N. mettaient sa patience à l'épreuve. Il préconisait l'évolution pacifique vers l'indépendance des peuples colonisés comme c'était le cas pour la majorité des colonies et territoires dépendants : « *In the majority of the cases the change from a dependent status to an independent status has been worked out in progress in processes of agreement and without violence. That is as it should be* <sup>143</sup>. »

Ainsi, le nationalisme était vu comme une force constructive, mais seulement tant qu'il évoluait dans le cadre de la légalité. La brutalité des actes du F.L.N. était sans cesse condamnée tant dans les articles de fond que dans les éditoriaux du

---

<sup>142</sup> ANONYME, « Massacre in Algeria », New York Times, 2 juin 1957, section IV, p. 10.

<sup>143</sup> Ibid.

quotidien new-yorkais. Un article publié à la une qualifiait de « sauvages »<sup>144</sup> les méthodes du F.L.N, méthodes n'épargnant ni les femmes ni les enfants. Dans un éditorial sur la stratégie de terreur du F.L.N., le journaliste qualifia d' « hideux », le massacre de Melouza<sup>145</sup>. Il était bien difficile, selon cet éditorial, pour une nation civilisée comme la France de rivaliser en terreur avec le F.L.N..

Les deux quotidiens étudiés, et particulièrement le New York Times, critiquèrent vivement la brutalité des méthodes du F.L.N., mais le Times alla jusqu'à douter du sens politique de ce mouvement nationaliste et de ses finalités (en raison de l'absence d'un projet de réforme agraire). Pour le quotidien américain, le nationalisme était perçu favorablement dans la mesure où il ne quittait pas le cadre légal, ce qui n'était pas le cas en Algérie. Autant que le Times, le New York Times mit sérieusement en doute la représentativité du F.L.N., considéré comme un groupuscule de révolutionnaires non mandaté par la population musulmane, dont l'élément modéré était tout autant combattu que les Français:

And it would seem to be contrary to the Charter [de l'ONU] to proclaim the ultra-militant National Liberation Front as the sole legitimate authority in Algeria and to pledge all 'practical' aid to it when it has no mandate from the Algerian people and is in fact fighting not only the French but also the more moderate Algerian elements which might constitute a majority<sup>146</sup>.

En résumé, le Times s'est montré assez réservé dans ses commentaires sur la guerre d'Algérie tout au long de la IVe République. Il endossa volontiers les arguments des Français, à savoir que le conflit algérien était une question intérieure qui n'était pas du ressort de l'O.N.U.. De plus, le journal britannique refusa de condamner le bombardement de Sakhiet et accusa plutôt la Tunisie d'en être responsable, contrairement au New York Times qui le critiqua sans réserve tout comme le gouvernement américain. Les deux quotidiens font une lecture similaire

---

<sup>144</sup> ANONYME, « French in Algeria Try New Tactics », New York Times, 3 mars 1956, p. 1.

<sup>145</sup> ANONYME, « The Nationalists' Strategy of Terror in Algeria », New York Times, 5 juin 1957, p. 34.

<sup>146</sup> ANONYME, « The Voice of Africa », New York Times, 23 avril 1958, p. 32.

des causes du conflit algérien en l'attribuant à l'écart criant entre les conditions de vie des communautés européenne et musulmane en Algérie. Toutefois, le Times souligna la pesanteur de la politique française, une tendance à présumer que les institutions politiques françaises sont d'application universelle. Dans cette optique, les deux quotidiens émirent des doutes sur la capacité et la flexibilité de l'Union française comme réponse au nationalisme dans les dépendances de la France alors qu'ils louangeaient la formule du Commonwealth britannique. La France de la IV<sup>e</sup> République est blâmée par le New York Times pour son manque de réalisme dans sa réponse au nationalisme dans ses dépendances. Selon Manaa, le quotidien américain suite au bombardement du village tunisien, abandonna son soutien sans limite à la France pour adopter une ligne éditoriale marquée d'une plus grande objectivité dans l'analyse de la situation algérienne<sup>147</sup>.

En ce qui concerne l'intervention franco-britannique de Suez, tant le Times que le New York Times se montrèrent très nuancés dans l'analyse de cette crise internationale, adoptant des positions presque identiques, blâmant Nasser, le président égyptien et minimisant l'impact de cette crise sur l'issue de la guerre d'Algérie. Toutefois, le quotidien new-yorkais aborda des thèmes comme le colonialisme et le déclin de l'Europe, ce que ne fit pas le quotidien anglais. Ce dernier appuya l'intervention franco-britannique alors que le quotidien new-yorkais déplorait son impact sur l'Alliance atlantique.

Au sujet du colonialisme, seul le New York Times le tint pour un phénomène en déclin, voué à une fin prochaine et certaine, même s'il le trouvait moins répréhensible que le colonialisme de l'Est, le communisme, la vraie menace. Le journal américain abandonna, suite au bombardement de Sakhiet, sa position initiale selon laquelle l'Algérie était une question intérieure française. Il y a là une évolution de l'opinion du quotidien américain par rapport à ses prises de position du début de la guerre d'Algérie. Pour sa part, le Times estima que la question algérienne était devenue une question internationale.

Le New York Times se montra très critique des institutions politiques françaises de la IV<sup>e</sup> République, surtout de l'Union française qualifiée tantôt de

---

<sup>147</sup> MANAA op. cit., p. 448.



« rigide »<sup>148</sup>, tantôt d' « empire déguisé »<sup>149</sup> ou bien d'inefficace : « *The great weakness lies in the parliamentary and constitutional system, including that unworkable organization known as the French Union* »<sup>150</sup>. » Le Times fit lui aussi des remarques sur l'instabilité politique de la France, à savoir qu'elle manquait de gouvernement<sup>151</sup>, mais ne blâma pas particulièrement l'Union française. Il mit en doute sa flexibilité, comme nous l'avons mentionné plus haut, mais en des termes moins agressifs que le journal américain : « *Will the French Union - and North Africans - prove sufficiently flexible to work the sort of compromises and illogicalities which exist inside the British Commonwealth* »<sup>152</sup>? » Les deux quotidiens critiquèrent les méthodes du F.L.N. et mirent en doute son caractère représentatif de la population algérienne, c'est-à-dire sa légitimité.

En somme, le New York Times montra tout au long de la IV<sup>e</sup> République un soutien constant à la France ponctué seulement de deux grandes crises, Suez et surtout Sakhiet, qui érodèrent ce soutien. C'est ce quotidien qui adressa le reproche le plus grave à la France en soutenant qu'elle manquait de réalisme dans la gestion de son empire colonial de l'après-guerre. Le Times appuya la France avec une grande constance tout au long de la même période mais, après Sakhiet, il considérait, lui aussi, que la question algérienne était devenue une question internationale. Les deux quotidiens attribuèrent sensiblement aux mêmes causes le conflit algérien. Le New York Times se montra plus ouvert au nationalisme algérien et à ses institutions. Il se fit nettement plus critique des initiatives françaises pour résoudre la question algérienne à certains moments (expédition de Suez et bombardement de Sakhiet).

On peut noter ici une certaine ambivalence du quotidien new-yorkais au sens qu'en général il endossa les prétentions françaises et de temps à autre les fustigea. Il y a là un certain tiraillement dans la définition de la position du journal entre l'appui à la France, pays allié des États-Unis et la reconnaissance des revendications des

<sup>148</sup> ANONYME, « Terror in North Africa », New York Times, 22 août 1955, p. 20.

<sup>149</sup> C.L. SULZBERGER, « Clouds Shaped like Camels and Portents of Storm », New York Times, 22 février 1958, p. 16.

<sup>150</sup> ANONYME, « Politics in France », New York Times, 19 octobre 1955, p. 32.

<sup>151</sup> ANONYME, « What Kind of Unity? », Times, 6 mai 1958, p. 11.

<sup>152</sup> ANONYME, « French North Africa » Times, 11 décembre 1954, p.7.

nationalistes algériens qui leur semblaient louables. Mais dans l'ensemble, tout comme le quotidien britannique, il seconda la politique de son gouvernement au sujet de la guerre d'Algérie.

Peu après ce même incident de Sakhiet, un bruit courut que l'Algérie allait être abandonnée par la France. Les colons français manifestèrent pour l'Algérie française et provoquèrent la chute de la IV<sup>e</sup> République. Le retour au pouvoir de de Gaulle ranima pour quelque temps encore les espoirs des colons. La guerre qui semblait sur le point de se terminer en 1958 se prolongea. Comment allait être perçue cette victoire provisoire des Français d'Algérie et les dernières années de la guerre d'Algérie, alors que plus le temps passait plus les jours de l'Algérie française paraissaient comptés aux esprits les plus éclairés?

## Chapitre 2. LA GUERRE D'ALGÉRIE SOUS LA Ve RÉPUBLIQUE

Selon Pervillé, la guerre d'Algérie fut la cause directe de la chute de la IVe République : « *Celle-ci fut victime des contradictions séculaires de la politique algérienne de la France : elle avait fait de l'Algérie française un dogme sans se donner les moyens selon d'en faire une réalité* <sup>153</sup>. » La France fut lente à prendre conscience du problème algérien et les divers gouvernements de la IVe République de 1956 à 1958 tentèrent d'élaborer une politique algérienne intermédiaire entre l'intégration et l'indépendance, politique qui recueillit l'appui de la population métropolitaine. Ces tentatives libérales de solution provoquèrent des réactions plus conservatrices des Français d'Algérie et contribuèrent à l'écroulement de la IVe République.

La perspective de pourparlers entre le gouvernement de Pierre Pflimlin et le FLN (voire de l'abandon de l'Algérie par la France), et l'internationalisation de la guerre d'Algérie à la fin de la IVe République, avec le bombardement de Sakhiet et l'offre de médiation anglo-américaine, menèrent à sa perte la IVe République. Cette dernière ne bénéficia plus d'ailleurs du soutien gouvernemental américain, car sa politique algérienne semblait conduire les pays du Maghreb dans le giron de Nasser ou de l'URSS.

Le redressement militaire français était fragile. La dépendance économique et stratégique de la France envers les États-Unis l'exposait à des pressions. Le FLN sut en jouer : il faillit obtenir une victoire politique malgré de nouvelles défaites militaires. Mais l'internationalisation du conflit déclencha la crise finale de la IVe République <sup>154</sup>.

Sous le gouvernement Gaillard, les rapports franco-américains s'étaient tendus au point où ce gouvernement fut contraint d'accepter la médiation anglo-américaine suite à la plainte à l'ONU de la Tunisie peu après le bombardement de

---

<sup>153</sup> Guy PERVILLÉ, De l'Empire français à la décolonisation, Paris, Hachette, 1993, p. 158.

<sup>154</sup> Ibid., p. 180

Sakhiet. Les Français d'Algérie pouvaient craindre qu'un règlement du conflit soit proche, ce qui déboucha sur la crise du treize mai 1958.

### Section 1. La crise de mai 1958

Avant d'aborder les perceptions respectives des deux quotidiens de la guerre d'Algérie, rappelons brièvement la crise qui secoua la France et l'Algérie au printemps de 1958. Mentionnons que peu après le bombardement de Sakhiet, le gouvernement de Félix Gaillard à Paris se résignait publiquement à négocier avec le F.L.N. alors qu'entre-temps la Tunisie avait porté plainte à l'O.N.U.. Le gouvernement Gaillard accepta alors l'offre de médiation anglo-américaine, dont les porteurs étaient Harold Beeley et Robert Murphy. On pouvait espérer une fin prochaine du conflit algérien.

C'était sans compter avec la réaction des Français d'Algérie qui allait relancer le conflit. Ils manifestèrent en effet le 13 mai dans les rues d'Alger pour exiger un gouvernement décidé à poursuivre la lutte. Un « comité de salut public » fut créé à cette fin. Ce mouvement aboutit à l'accession de de Gaulle à la présidence du Conseil et à l'abrogation de la constitution de 1946. Les Européens d'Algérie estimaient que de Gaulle optait en juin 1958 pour l'Algérie française et que lui seul pouvait encore la sauver. Mais de Gaulle tarda à élaborer une politique algérienne claire.

Quelles réactions provoqua la crise du 13 mai à l'étranger, et plus particulièrement dans le Times et le New York Times? L'arrivée d'un gouvernement fort en France exauça les vœux du gouvernement britannique qui était irrité par l'instabilité politique de la IV<sup>e</sup> République. Malgré le mécontentement des États-Unis au sujet des décisions des divers gouvernements de la IV<sup>e</sup> République, ils virent tout de même d'un mauvais oeil l'arrivée du gouvernement de de Gaulle, perçu comme une menace pour l'avenir de l'OTAN. Quant à lui, de Gaulle se méfiait de l'OTAN parce qu'elle était dominée par les Américains. Le souvenir du débarquement américain en Afrique du Nord en 1942 était présent à l'esprit du gouvernement français de même que les contacts entre représentants marocains et américains, de sorte que Paris en vint à suspecter Washington de vouloir l'évincer de l'Afrique du

Nord <sup>155</sup>. Cette crainte au sujet des visées américaines s'était ravivée depuis la découverte de pétrole dans le Sahara en 1957. Les événements de mai-juin 1958 qui vont ramener de Gaulle au pouvoir laissent croire que l'Algérie et les empires coloniaux avaient influencé, voire colonisé, leur métropole:

Three sets of links have been investigated, three dynamics, indirect and direct, by which colonial empires could influence the politics of Britain and France have been investigated (...) Two sorts of direct avenues can be discerned in the pattern of linkage politics during decolonization : transmission of the attitudes of firms and the programs of colonial populations into the metropolitan arena, through interest groups and parliamentary channels, and the reaction of the state itself to change in the colonial empires. (...) The indirect hold that the empires exercised through the political parties in both countries raised the potential political costs during disengagement. In the French case, parties fragmented, preventing the formation of coherent governing majorities (as in the final ministries of the Fourth Republic) or sought to preserve their unity by withdrawing support from decolonizing ministries <sup>156</sup>.

Commençons par la couverture du Times des événements qui allaient entraîner la chute de la IV<sup>e</sup> République. La première réaction du journal au sujet de la crise de mai était assez alarmiste, comme le montrait un éditorial : « *It is bad enough that a part of the French Army in Algeria has revolted against the authority indeed, against the character and existence of the Government in Paris. The more dangerous crisis threatens the democratic régime in Paris* <sup>157</sup>. »

---

<sup>155</sup> DDF, 1957, I, 415, M. Gorse, ambassadeur de France à Tunis à Edgar Faure, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, chargé des affaires marocaines et tunisiennes, 18 mai 1957, p. 815 cité dans Irwin M. WALL, « Les relations franco-américaines et la guerre d'Algérie », Revue d'histoire diplomatique, CX, 1996, p. 71.

<sup>156</sup> Miles KAHLER, Decolonization in Britain & France, the Domestic Consequences of International Relations, Princeton, Princeton University Press, 1984, pp. 354, 359 et 361.

<sup>157</sup> ANONYME, « Moment of Truth », Times, 15 mai 1958, p.13.

Ainsi, cet éditorial estimait que la crise de mai pouvait compromettre la nature démocratique de l'État français. D'autre part, le même texte considérait que la prolongation de la guerre d'Algérie, qualifiée au passage de « tragédie »<sup>158</sup>, et son règlement de plus en plus lointain aggravaient les problèmes de la France et mettaient le pays en danger : « *Every problem, in fact, has been worse. An end to the Algerian problem, has in fact, been made worse. An end to the Algerian war is farther off than ever. Every danger to France has increased* »<sup>159</sup>. Un autre éditorial constatait avec dépit que le retour de de Gaulle résultait d'une demande d'une opinion publique bien peu représentative de l'opinion publique française, celle des colons et de l'armée<sup>160</sup>. Cela laissait entendre qu'il pouvait être potentiellement influencé par ces forces auxquelles il devait son retour au pouvoir.

Lorsque de Gaulle fut invité à retourner au pouvoir par les insurgés d'Algérie et qu'il se prononça en faveur de ce retour, un nouvel éditorial du Times s'inquiéta de l'impact diviseur que ses propos allaient soulever sur les allégeances et conclut que la crise, loin de se résorber, s'aggravait davantage : « *The first effects of General de Gaulle's declaration yesterday must be to deepen the crisis of the régime in France and widen the rift between the Pflimlin Government and the usurping authorities in Algiers* »<sup>161</sup>. »

Le général de Gaulle bien installé à la présidence du Conseil le 29 mai, un éditorial du Times donna son aval au nouveau régime français qu'il considérait maintenant comme proche de celui des États-Unis .

The crisis which has torn and shaken France had made the climax inevitable (...) As soon as the Pflimlin Government threw in its hands, faced with the Algerian and Corsican rising and menaced by military intervention, the impotence of any likely parliamentary coalition was finally exposed and from that time it was clear that only GENERAL DE GAULLE could save France from civil war instigated by Algiers (...) It would be a régime nearer to the American system, one in which the

---

<sup>158</sup> Ibid.

<sup>159</sup> Ibid.

<sup>160</sup> ANONYME, « De Gaulle's Answer », Times, 16 mai 1958, p. 11.

<sup>161</sup> ANONYME, « The Challenge », Times, 20 mai 1958, p. 11.

executive powers of the Government and the legislative powers of parliament would be separated. The head of the Government and the Government itself would be strengthened <sup>162</sup>.

Le Times estima donc que le changement constitutionnel envisagé, à savoir une plus nette séparation des pouvoirs exécutif et législatif de l'État, était positif pour la France et mettait fin à l'instabilité politique qui caractérisait la IV<sup>e</sup> République. Par cet article, le quotidien anglais reconnaissait que l'origine du changement était en Algérie et non en France, que la colonie et les troubles qui y étaient survenus avaient influencé l'évolution constitutionnelle de la Métropole.

On peut se demander dès lors comment furent perçus les insurgés européens d'Alger par le Times. Il les a considérés comme des révolutionnaires, eux et leur comité de salut public. Le journal leur suggéra plutôt de se confiner à des activités de propagande pour unifier le pays au lieu de se poser en arbitre de ses problèmes.

Almost immediately the all-Algeria committee of public safety has cast aside his limited charter, and has shown that it continues to think of itself as the real arbiter in Algeria. (...) The revolution - and nothing less - to which they are dedicated aims at the abolition of parties and the extension of public safety committee system to the whole of France <sup>163</sup>.

Le même texte concluait qu'une question demeurait ouverte: Paris dirigeait-il Alger ou était-il dirigé par lui? Qui gouvernait, le centre ou la périphérie? La question laissait entendre que l'initiative avait été perdue par la Métropole; un peu comme lors du bombardement de Sakhiet. Le lien entre le centre et l'Algérie, le rapport de forces entre les deux n'était pas clair. Le Times scrutait une fois de plus ce lien et concluait que la question n'était pas nouvelle.

Pour ce qui est du quotidien américain, perçut-il la crise du treize mai de façon différente et comment y réagit-il? Au lendemain de la crise, il s'indignait des méthodes des insurgés et des conséquences possibles pour les démocraties

---

<sup>162</sup> ANONYME, « Six Months », Times, 2 juin 1958, p. 11.

<sup>163</sup> ANONYME, « Deliberate Defiance », Times, 11 juin 1958, p. 11.

occidentales si les coups de force prévalaient sur les moyens constitutionnels de prendre le pouvoir.

On this statement and the reaction to it by the French government and people may depend whether France will master its present crisis by legal and constitutional means or whether it must go through new revolutionary upheavals involving a coup d'État and possibly a civil war, with grave consequences for the free world <sup>164</sup>.

D'autre part, le même article accordait une importance décisive à l'armée, à son soutien aux insurgés européens d'Algérie. La crise de mai se résumait au fait que les autorités légitimes de Paris aient été défiées par les manifestants européens et les militaires en Algérie, les comités de salut public étant l'incarnation d'un régime séparé de celui de Paris. Tout d'abord, un éditorial attribuait des causes à la crise du treize mai, en l'occurrence l'instabilité politique, la divergence idéologique dans le pays et l'inaptitude de la France à trouver une solution réaliste au nationalisme dans ses colonies, à la différence de la Grande-Bretagne.

Unlike Britain, which succeeded in converting most of its former colonial empire into a Commonwealth of free nations under the British crown, France has sought to solve the problem by legalistic construction which did not withstand reality and led to the loss of one part of the empire after another. Algeria is a case in point, and it is one of the many ironies of the situation that it is from Algeria that the dissident element attempt to dictate to France <sup>165</sup>.

Ce mouvement révolutionnaire a été plutôt mal vu par le quotidien américain qui y décelait une menace au caractère démocratique et constitutionnel des pays occidentaux. Cette première réaction est similaire à celle du Times, mais le New York Times se montra plus cinglant à l'endroit des « Comités de salut public » allant,

<sup>164</sup> ANONYME, « France at the Crossroad », New York Times, 19 mai 1958, p. 24.

<sup>165</sup> ANONYME, « The Issues in France », New York Times, 25 mai 1958, section IV, p. 10.



dans un éditorial, jusqu'à qualifier leur attitude d'effrontée : « *Inasmuch as all the public safety committees are without legal basis and were told only by General de Gaulle to give up their pretensions to power, the effrontery of this manifesto from Algiers is clear* <sup>166</sup>. »

Dès lors, on peut se demander si, avec le retour du général de Gaulle au pouvoir et la promulgation d'une nouvelle constitution pour la France, le journal va changer sa perception de la situation, s'il va entériner ou non le fait accompli comme l'a fait le Times qui estimait que le pouvoir exécutif de l'État français en sortait renforcé. Il faut répondre par l'affirmative à cette question puisque, dès l'accès de de Gaulle à la présidence du Conseil à la fin de mai 1958, le quotidien américain lui donna pour ainsi dire sa bénédiction dans un éditorial, car sa présence épargnait à la France les affres d'une guerre civile.

The French National Assembly's grant of power to general de Gaulle to govern by decree for the next six months gives him the opportunity to pull his country out of the slough of despond and away from the brink of civil war. The gravity of the situation was only underlined by the hesitations of the Assembly yesterday <sup>167</sup>.

Dans le même esprit, un autre éditorial du New York Times estimait que l'accent avait été trop mis sur les causes négatives du retour au pouvoir de de Gaulle et pas suffisamment sur ses retombées positives, entre autres, le fait que la France triomphait d'une de ses plus graves crises : « *There has been altogether too much stress on the negative causes for the return of general de Gaulle and too little on the positive results* <sup>168</sup>. » De Gaulle fut vite considéré par le New York Times et par le Times comme le représentant d'une solution libérale du problème algérien suite à son discours sur l'autodétermination du 16 septembre 1959. Son action fut suivie dès lors avec davantage de bienveillance par les deux quotidiens.

<sup>166</sup> ANONYME, « Full Steam Ahead », New York Times, 11 juin 1958, p. 34.

<sup>167</sup> ANONYME, « Six Months to Go », New York Times, 3 juin 1958, p. 30.

<sup>168</sup> ANONYME, « The Democracy of France », New York Times, 8 juin 1958, section IV, p. 10.

## Section 2 . Le plan de Constantine

Le général de Gaulle tarda à préciser sa politique algérienne. Ce n'est que le 3 octobre 1958, à l'occasion d'un voyage en Algérie, qu'il le fit en présentant un plan de renouveau économique et social pour l'Algérie, le plan de Constantine qui se voulait une amorce d' « intégration » de l'Algérie à la France, bien que de Gaulle se gardait d'employer cette expression chère aux colons européens et à leurs partisans en France.

En quoi consistait ce plan de Constantine? Il s'agissait de redistribution de terres agricoles, de création d'industries sidérurgiques et chimiques, et d'investissements de l'État dans des hôpitaux, des écoles et des logements sociaux. Tous ces investissements, visant particulièrement une plus grande industrialisation, s'inscrivaient dans la perspective que l'Algérie resterait française. Cet effort ne saurait être compris sans le rattacher à son contexte, c'est-à-dire en le liant à l'importance de l'Algérie pour la France, car elle représentait 2% de la population nationale, était riche en pétrole, absorbait 15 % des exportations de la France<sup>169</sup> et donnait à la France une position de premier plan en Méditerranée occidentale.

Il faut cependant préciser que l'économie de l'Algérie était à l'époque une « économie assistée », largement encore agricole, d'une part pour ne concurrencer les industriels français et d'autre part pour satisfaire les grands colons en Algérie même. La possession de cette dépendance n'était donc pas véritablement un « élément vital » de la puissance française<sup>170</sup>, même si la découverte du pétrole en 1956 pouvait faire espérer des lendemains meilleurs à plus long terme. La croissance rapide de la population musulmane, soit 2,5% d'augmentation par an<sup>171</sup>, compromettait les efforts envisagés par les Français.

Comment fut accueilli ce plan de Constantine, qui constituait justement un effort de redressement économique et social de l'Algérie, par le Times et le New York Times? Le sous-titre d'un article du Times laissait entendre que cela constituait

---

<sup>169</sup> SMITH, loc. cit., p. 114.

<sup>170</sup> Jacques MARSEILLE, « L'Algérie dans l'économie française », Relations internationales, no 58, été 1989, p. 169.

<sup>171</sup> Ibid., p. 173.

un progrès vers l'égalité entre Européens et Musulmans : « *Steps to equality* »<sup>172</sup>. L'article en question mettait l'accent sur le rattrapage des salaires des travailleurs algériens par rapport à ceux de la France. Cette mesure était qualifiée d'importante. Mais le même article soulignait que, dans l'ensemble, le discours de de Gaulle à Constantine était plutôt vague sur l'avenir politique de l'Algérie : « *He threw little light on the political future of Algeria, save to say that its destiny would be based both on its own « personality », and on a close solidarity with metropolitan France* »<sup>173</sup>. »

Un autre article de fond du Times estimait que de Gaulle avait accru son contrôle sur la situation algérienne à la suite de sa visite et de son discours de Constantine : « *The army is more solidly behind him, and confidence in him is growing among the Muslims and Europeans* »<sup>174</sup>. » Autrement dit, le quotidien soulignait l'apport positif de la visite de de Gaulle et du plan de Constantine sur la maîtrise qu'avait la France de la situation en Algérie. Le sous-titre de l'article en question illustrait cette perception : « *Firmer control of the situation* ». Cet article a été écrit par un correspondant du Times à Alger.

Quelles ont été les réactions du New York Times au plan de Constantine? Ce programme de transformation économique, politique, culturelle et sociale laissait le journal dubitatif, ainsi que l'indiquait un éditorial : « *It remains to be seen whether and to what extent this program will satisfy the divergent elements in North Africa and in France itself* »<sup>175</sup>. » Cet élément de transformation économique et social était perçu comme un fait saillant de la politique de de Gaulle : « *The economic and industrial transformation of under-developed Algeria is a key feature of Premier de Gaulle's policy* »<sup>176</sup>. »

---

<sup>172</sup> ANONYME, « General de Gaulle's 5-Year Plan for Algeria », Times, 4 octobre 1958, p. 6.

<sup>173</sup> Ibid.

<sup>174</sup> ANONYME, « Confidence Grows in Algeria », Times, 6 octobre 1958, p. 7.

<sup>175</sup> ANONYME, « De Gaulle's Plan for Algeria » New York Times, 4 octobre 1958, p. 20.

<sup>176</sup> Henry TANNER, « De Gaulle Paying 5th Algeria Visit », New York Times, 4 décembre 1958, p. 3.

Le point de vue des colons était évoqué dans un article de fond qui considérait que ce plan allait bien au-delà de leurs demandes. Le terme utilisé par de Gaulle pour parler de l'Algérie, la personnalité algérienne, heurtait par ailleurs les colons français les plus radicaux : « *Recognition of a specifically « Algerian personality » has no place in the plans of the extremists* <sup>177</sup>. »

D'ailleurs, les colons étaient souvent qualifiés de conservateurs et d'« ultras » : « *Some of the older European « diehards » in Algeria appear to have been dismayed by de Gaulle's action* <sup>178</sup>. » La présence de colons français était jugée comme un facteur de complication de la question algérienne : « *It is approximately 1 200 000 Europeans in Algeria who form the greatest single obstacle to a settlement on federal principles on the basis of independence within interdependence* <sup>179</sup>. »

Cela est vrai aussi dans le cas du Times, qui, dès 1955, affirmait dans un éditorial que le nombre élevé de colons français en Algérie rendait bien difficile aux autorités politiques françaises la tâche d'élaborer une politique gouvernementale: « *It is easy to condemn the dilatoriness of French policy in dealing with territories where France has more settlers than Britain has ever had in India* <sup>180</sup>. »

Ce commentaire laisse percer une certaine empathie pour la France qui avait la circonstance atténuante d'être grevée d'un problème spécial en Algérie, à savoir un nombre très considérable de colons. Ceux-ci étaient favorables majoritairement au maintien du statu quo. La Métropole se trouvait dans la situation délicate d'arbitre entre les intérêts de cette minorité et la nécessité d'améliorer le sort de la majorité musulmane. C'est cette « relation triangulaire » qui a donné à la guerre d'Algérie son côté dramatique, selon Grimal <sup>181</sup>. Nous reviendrons plus loin sur la question des colons algériens en Algérie, sur leurs réactions, sur leur exode massif à la fin de la

---

<sup>177</sup> Robert C. DOTY, « The Algerian Solution » New York Times, 25 octobre 1958, p. 20.

<sup>178</sup> ANONYME, « De Gaulle Moves Again » New York Times, 25 octobre 1958, p.3.

<sup>179</sup> Harold CALLENDER, « French Empire's Woes », New York Times, 9 avril 1956, p. 4.

<sup>180</sup> ANONYME, « Mr. Faure's Future », The Times, 4 octobre 1955, p. 9.

<sup>181</sup> Henri GRIMAL, La décolonisation, de 1919 à nos jours, Bruxelles, Éditions Complexe, 1985, p. 312.

guerre et, bien entendu, sur la manière dont tout a été perçu par les deux quotidiens faisant l'objet de la présente étude.

### Section III. La politique de de Gaulle

C'est seulement quinze mois après son retour au pouvoir que de Gaulle a défini clairement par son discours du 16 septembre 1959 une nouvelle politique algérienne, bien que le plan de Constantine se soit inscrit dans sa stratégie. Par cette politique, de Gaulle reconnaissait le droit à l'autodétermination de l'Algérie avec la possibilité pour elle de choisir entre la sécession (l'indépendance totale), l'intégration à la Métropole et l'autonomie dans l'association avec la France. Cette dernière solution a semblé avoir la préférence du dirigeant français, le choix de la modération entre deux solutions extrêmes : l'indépendance de l'Algérie et celle de son intégration à la France. De Gaulle était soucieux d'éviter une nouvelle défaite coloniale à la France et entendait aussi débarrasser son pays du boulet que l'Algérie représentait sur la scène internationale.

Quelles furent les réactions du Times et du New York Times à l'annonce de cette politique qui rompait avec la tradition d'un empire centralisé, renforcé par le fait que l'Algérie avait une place à part parmi les possessions françaises?

Le quotidien anglais réagit très favorablement à l'annonce de la politique d'autodétermination via un éditorial : « *General de Gaulle last night chose a bold but simple way of breaking through the Algerian impasse (...) It is a noble conception* <sup>182</sup>. » Le même texte rendait aussi un hommage à l'œuvre coloniale de la France en Afrique du Nord en rapport avec une possible partition de l'Algérie pour préserver les intérêts des colons : « *And it has to be remembered that modern Africa is a French creation* <sup>183</sup>. » Cette affirmation faisait écho aux positions des défenseurs de l'Algérie française et endossait en quelque sorte l'idéologie de la mission civilisatrice de la France en cette terre, comme l'avait fait le New York Times. Les deux quotidiens ont donc secondé l'idéologie de la mission civilisatrice de la France.

---

<sup>182</sup> ANONYME, « Courage and Logic », The Times, 17 septembre 1959, p. 11.

<sup>183</sup> Ibid., p. 11.

L'ambassadeur américain à Paris, Mr. Dillon, tenait des propos similaires : « *France can and should be proud of her efforts in North Africa* <sup>184</sup>. »

D'autre part, le journal anglais faisait sienne l'opinion de de Gaulle au sujet de la sécession de l'Algérie, la considérant comme une catastrophe à éviter. On voit que, dans l'ensemble, le journal anglais se montra très favorable à la position française.

Le Times, dans un article de fond du même jour sur la politique d'autodétermination de de Gaulle, estimait que l'aspect le plus frappant de cette politique était l'admission de la possibilité de la sécession de l'Algérie, donc de l'indépendance de cette dernière : « *Even more striking is the inclusion of secession among the choices which the Algerians will be called upon to make* <sup>185</sup>. » Plus tard en 1960, le Times qualifiait de changement radical la politique d'autodétermination : « *Of course it is true that the offer of self-determination, which radically changed the situation when it was first made, is still open* <sup>186</sup>. »

Cette politique d'autodétermination était perçue par le quotidien britannique comme un changement majeur de la politique algérienne de la France, mais il ne critiqua pas les politiques françaises de la IV<sup>e</sup> République. Il se montra même un ardent défenseur des initiatives françaises, notamment de la politique algérienne du gouvernement de Guy Mollet <sup>187</sup> et de sa loi-cadre de 1957, comprise comme un pas vers l'autonomie locale puisqu'elle créait une fédération algérienne (loi non adoptée suite à la chute du gouvernement Mollet le 21 mai 1957, mais reprise par ses successeurs) <sup>188</sup>.

D'autre part, on peut se demander comment le quotidien britannique a perçu la réponse des nationalistes algériens à cette politique d'autodétermination de de Gaulle. Notons que la réponse des leaders de la rébellion nationaliste algérienne a été négative. Le journal britannique se fit assez critique de la réaction du F.L.N. et des

---

<sup>184</sup> ANONYME, « Text of the Address by Ambassador Dillon on North Africa », New York Times, 21 mars 1956, p. 4.

<sup>185</sup> ANONYME, « Algeria to Decide her Own Future », Times, 17 septembre 1959, p. 10.

<sup>186</sup> ANONYME, « Frustration over Algeria », Times, 5 octobre 1960, p. 13.

<sup>187</sup> ANONYME, « High Stakes », Times, 2 février 1956, p. 9.

<sup>188</sup> ANONYME, « France Moves Forward », Times, 29 janvier 1957, p. 9.

conditions qu'il posa pour l'organisation d'un vote sur l'autodétermination de l'Algérie.

But some of the conditions the F.L.N. imposed yesterday make it hard to see much hope for peace. First, they denounce any idea of partition (...) Secondly, they reject any vote for self-determination in the presence of what they call « an army of occupation of a million men. » This extravagant statement could be simply a way of saying that the elections should be free <sup>189</sup>.

Ce même éditorial concluait que la guerre se poursuivrait puisque les négociations directes étaient impossibles. D'autre part, l'influence de l'opinion publique internationale allait compter de plus en plus et cela favoriserait l'avènement de la paix en Algérie. La Grande-Bretagne fit connaître son appui à la politique d'autodétermination tout comme les autres capitales européennes. Le président américain accueillit favorablement la nouvelle politique algérienne de la France alors que les pays afro-asiatiques furent divisés. Seule, l'Union soviétique ne se prononça pas.

Un autre article du Times, un article de fond cette fois, évoquait l'opposition des colons à la politique d'autodétermination de de Gaulle, opposition qui avait des partisans en France même : « *The Algiers Committee of Public safety, one of the most violent groups behind last year's insurrection, is even more outspoken in a statement which describes the General's Plan as « crazy »* <sup>190</sup>. » Le journal ne se prononça pas sur la validité de cette opposition.

Pour ce qui est du New York Times, lui aussi accueillit favorablement la politique d'autodétermination de de Gaulle et considéra que l'effort du dirigeant français allait plus loin que ceux de ses prédécesseurs de la IV<sup>e</sup> République : « *President de Gaulle has gone further than any French Government leader ever has on the subject of Algeria, and he has gone in the right direction. (...) He offers*

---

<sup>189</sup> ANONYME, « Guarded Answer », Times, 29 septembre 1959, p. 11.

<sup>190</sup> ANONYME, « French Critics of Algerian Policy, Times, 21 septembre 1959, p. 8.

*secession, « complete Frenchification » or autonomy*<sup>191</sup>. » Une question demeurait sans réponse, selon cet éditorial, à savoir si cette politique d'autodétermination allait résoudre le conflit et y apporter une solution libérale, au sens où les États-Unis l'entendaient, et satisfaisant les deux parties intéressées.

Dans l'ensemble, le New York Times voyait la politique de Gaulle comme une politique de décolonisation rompant avec l'immobilisme de la IVe République (bien que certaines initiatives libérales favorisant l'autonomie de l'Algérie aient été encouragées sous le gouvernement de Guy Mollet<sup>192</sup>) et susceptible de résoudre la question algérienne. Il s'agit là d'une évolution certaine de la perception du journal de la guerre d'Algérie par rapport à celle qu'il avait de la politique de la IVe République. Le Times abondait dans le même sens: la politique d'autodétermination était un changement radical de la politique algérienne de la France.

Peu après, un éditorial du journal américain donna son aval au soutien du gouvernement américain à la nouvelle politique de de Gaulle et salua les mérites de ce dernier dans son élaboration.

The high praise that President Eisenhower gave to President de Gaulle's Algerian offer in his press conference yesterday was merited. One of the most hopeful signs is that the Algerian rebel government is waiting until Monday to announce an official stand (...) This would seem to mean, at least, that the offer by President de Gaulle is taken seriously. It should be, because it presents Algerians with a future to be determined by themselves and a program of social and economic reforms that should bring prosperity to the country as a whole<sup>193</sup>.

Le même éditorial considérait que la politique d'autodétermination plaçait l'Algérie dans un processus graduel d'évolution préservant certains liens avec la France et reconnaissait le caractère inéluctable de l'indépendance algérienne,

---

<sup>191</sup> ANONYME, « De Gaulle on Algeria », New York Times, 17 septembre 1959, p. 38.

<sup>192</sup> ANONYME, « Europe and Africa », New York Times, 6 février 1957, p. 24.

<sup>193</sup> ANONYME. « More Thoughts on Algeria », New York Times, 18 septembre 1959, p. 30.



notamment à cause des racines profondes du mouvement nationaliste. On pouvait s'attendre, selon l'éditorial, à la résistance des colons à cet objectif politique. Nous reparlerons plus loin des colons européens d'Algérie.

Dans un article de fond, le quotidien new-yorkais annonçait que le principe d'autodétermination avait été accepté par les nationalistes algériens, même s'ils rejetaient les prétentions de la France sur le Sahara et toute idée d'une éventuelle partition du territoire dans le cas où l'Algérie choisirait la sécession: « *He [Ferhat Abbas] rejected President de Gaulle's intention to hold on to the Sahara's natural resources in any event* <sup>194</sup>. »

Le New York Times estimait dans un éditorial qu'il y avait une certaine amélioration de la situation en Algérie avec l'annonce de la politique d'autodétermination du 16 septembre 1959.

On that date there was an improvement in the Algerian situation when President de Gaulle issued his famous offer to the Algerians of three choices: first, to continue within the French Community; second, to have autonomy within the French Republic; third to be given independence<sup>195</sup>.

Dès lors, on ne sera pas étonné de la réaction déçue du journal, toujours en éditorial, face à la réponse des leaders de la rébellion algérienne à l'offre d'autodétermination de de Gaulle: « *The response of the Algerian rebel leaders to general de Gaulle's latest effort to end the murderous Algerian war is disappointing* » <sup>196</sup>.

D'autre part, dans un autre éditorial, le New York Times soutint la position de de Gaulle au sujet de la guerre que les rebelles algériens persistaient à poursuivre, à savoir que c'était une guerre inutile: « *In this appeal to the leaders of the rebellion de Gaulle rightly says: « The war you conduct, the somber war, no longer has a real*

---

<sup>194</sup> Henry GINIGER, « Algeria Solution Still Faces High Hurdles », New York Times, 18 octobre 1959, section 1V, p. 7.

<sup>195</sup> ANONYME, « The Question of Algeria », New York Times, 1<sup>er</sup> décembre 1959, p. 38.

<sup>196</sup> ANONYME, « Rebel Reply », New York Times, 21 novembre 1959, p. 22.

*reason* »<sup>197</sup>. Le même éditorial blâmait aussi les colons européens qui s'agitaient pour une « cause perdue », celle de l'intégration à la France.

Dans un article de fond sur la politique d'autodétermination, le New York Times reconnaissait que tout accord entre les autorités françaises et les leaders de la rébellion algérienne serait bien difficile à faire accepter aux colons et que des violences étaient à envisager à cause de cette opposition appréhendée.

If and when Paris succeeds in coming to terms with Algerian nationalists, there will be the problem of selling settlement to the extremists French and the European settlers in Algeria. Although the French have backed up de Gaulle, there is the growing danger of a campaign of violence against the Government and those who support it<sup>198</sup>.

D'autre part, le gouvernement américain considérait que l'extrémisme rendait une solution plus difficile au conflit algérien, mais que le gouvernement de de Gaulle s'en approchait avec sa politique d'autodétermination. L'Algérie allait se diriger vers une très grande autonomie sinon à l'indépendance: « *Yet the manifestations are ugly and they contribute to the ferment that is making a solution of the Algerian conflict so difficult to achieve* »<sup>199</sup>. » Le même texte croyait que la recherche d'un accord continuait en dépit des extrémistes des deux camps, dont les « *French ultras* »<sup>200</sup>, alors qu'on se livrait à du terrorisme de part et d'autre.

Par ailleurs, le même article mentionnait que les nationalistes algériens avaient une belle occasion de concrétiser la plupart de leurs objectifs. Bientôt, en effet, l'opposition à la politique de de Gaulle allait prendre de l'ampleur, notamment avec le phénomène des « barricades ».

En somme, tant le quotidien britannique que son vis-à-vis américain accueillirent très favorablement la politique d'autodétermination de de Gaulle à l'image de leurs gouvernements respectifs, la qualifiant de changement radical de la

---

<sup>197</sup> ANONYME, « A Needless War », New York Times, 13 novembre 1959, p. 28.

<sup>198</sup> ANONYME, « Backing for de Gaulle », New York Times, 18 octobre 1959, section IV, p. 2.

<sup>199</sup> ANONYME, « Extremism on Algeria », New York Times, 21 octobre 1959, p. 42.

<sup>200</sup> Ibid.

politique française, et se montrèrent aussi déçus l'un que l'autre de la réponse des nationalistes algériens à cette nouvelle politique, bien différente de celle des divers gouvernements français de la IV<sup>e</sup> République qui avaient cherché des solutions entre l'intégration et l'indépendance de l'Algérie. Il appartenait désormais aux Algériens de choisir leur destinée, avec ou sans la France.

#### Section 4. Le G.P.R.A. (Gouvernement provisoire de la République algérienne)

Peu après le retour au pouvoir de de Gaulle et les premiers attentats terroristes en France même, le F.L.N. via son C.C.E., le Comité de coordination et d'exécution, (l'organe exécutif de l'insurrection) mit sur pied le 19 septembre 1958 un gouvernement en exil à Tunis sous la présidence de Ferhat Abbas, un nationaliste algérien modéré. Le F.L.N. voulait montrer à tous sa résolution de poursuivre la lutte jusqu'à l'avènement d'une république algérienne indépendante en dépit de l'appel de de Gaulle à la réconciliation. Comment fut perçue par les deux quotidiens étudiés l'apparition de ce gouvernement en exil qui, on s'en doute, déplut souverainement aux Français? Ce gouvernement a-t-il été reconnu comme légitime et surtout comme représentatif des Musulmans d'Algérie dont il estimait être précisément le porte-parole?

Le Times consacra quelques articles au G.P.R.A. d'abord lors de sa création en 1958 et de temps à autre jusqu'à ce qu'il y eut des pourparlers de paix au début des années 1960. Nous mettrons l'accent sur les premiers, car notre intérêt porte sur la perception qu'a la presse de ce gouvernement en exil. Le quotidien britannique consacra deux longs articles à la création du G.P.R.A. dès le 20 septembre 1958.

Le premier estimait que la formation de ce « gouvernement provisoire » provoquait la consternation à Paris et que les nationalistes algériens recherchaient une reconnaissance des Nations Unies. Le sous-titre de l'article était éloquent à ce sujet: « *U.N. recognition to be sought* »<sup>201</sup>. C'est effectivement l'objectif de tous les gouvernements issus d'un soulèvement que d'être reconnus sur la scène

---

<sup>201</sup> ANONYME, « Proclamation of « Free Algerian Government », Times, 20 septembre 1958, p. 6.

internationale et le G.P.R.A. n'échappait pas à cette tendance. Ferhat Abbas, président du G.P.R.A., écrivit, entre autres, aux dirigeants politiques chinois dans cette optique de recherche d'appuis extérieurs, d'une aide matérielle après avoir obtenu une reconnaissance formelle<sup>202</sup>. Ce premier article du Times soulignait que le F.L.N. en disait bien peu sur la façon dont il comptait gérer une Algérie indépendante: « *The F.L.N. has hitherto said comparatively little about the lines on which they would run an independent Algeria*<sup>203</sup>. »

Le second article du Times publié aussi le 20 septembre 1958 considérait que les Français s'affligeaient de la création du G.P.R.A. et que c'était au plan international que l'apparition du gouvernement en exil avait le plus de conséquences. Pour les anciens protectorats du Maroc et de la Tunisie, une éventuelle reconnaissance du G.P.R.A. ne manqueraient pas de compliquer leurs relations avec la France.

It is in the international field, however, that the move is most serious. The Istiqlal in Morocco and the neo-Destour in Tunisia pledged themselves in April to support the establishment of a « free » Algerian Government, but there is evidence that since then King Mohammed, President Bourguiba, and other moderate leaders have been using their influence to prevent its establishment because of the difficulties it would create in their relations with France. But the FLN leaders, no doubt with the backing of the United Arab Republic, decided to wait no longer<sup>204</sup>.

Cet article classait Ferhat Abbas, leader et Premier ministre du G.P.R.A., comme un modéré. Dans le Times, la question de la légitimité du G.P.R.A. et de sa représentativité auprès des Algériens musulmans n'était pas soulevée directement ni dans les articles de fond ni dans les éditoriaux, mais il y a tout de même un recours à

---

<sup>202</sup> Front de libération nationale, Les archives de la révolution algérienne, compilées et commentées par Mohammed HARBI, Paris, Éditions Jeune Afrique, 1981, Lettre du GPRA à Chou En Lai, 24 octobre 1960, (document no 114).

<sup>203</sup> Loc. cit.

<sup>204</sup> ANONYME, « Paris Fears for Situation in North Africa », Times, 20 septembre 1958, p. 20.

un vocabulaire péjoratif qui laisse percer à un certain mépris pour le gouvernement en exil.

Members of the so-called «Algerian Provisional Government », all gathered at Tunis, (...) have so far given no sign of their attitude, and it is generally thought they are awaiting international, and particularly American reactions <sup>205</sup>.

On peut déceler encore une certaine ironie et de la condescendance à l'égard du gouvernement provisoire en exil dans un article du Times publié le 20 juin 1960 :

At the moment, it is clear that the « tough » elements in the FLN are very much under the influence of the recent visit to Peking of « three of the « Ministers » in the so-called provisional Algerian Government, which has the official recognition of the Chinese <sup>206</sup>.

De son côté, le New York Times ne s'est pas montré plus accueillant à l'égard de la création du G.P.R.A., bien qu'il n'utilisa pas un vocabulaire aussi péjoratif que le quotidien anglais pour parler du gouvernement en exil. Le quotidien américain semblait considérer dans un éditorial du 20 septembre 1958 que la création de ce gouvernement, loin d'améliorer les relations entre les rebelles nationalistes algériens et les Français, creusait plutôt le gouffre, pourtant déjà important, entre les parties.

A move of this nature blows up any bridges that might still have been used between the Algerians seeking freedom and France. The F.L.N., to be sure, has always taken the intransigent position of immediate independence<sup>207</sup>.

Ainsi, le radicalisme du F.L.N. lui est reproché par le quotidien new-yorkais. D'autre part, le même article considérait que l'avènement du gouvernement en exil ne manquerait pas de créer des complications internationales entre la France et les pays qui choisiraient de reconnaître ledit gouvernement. L'éditorial admettait que les pays

---

<sup>205</sup> ANONYME, « Welcome in France for Algeria Proposals », Times, 18 septembre 1959, p.8.

<sup>206</sup> ANONYME, « Tension Rising Again in Algerian Crisis », Times, 20 juin 1960, p. 10

<sup>207</sup> ANONYME, « The Algerian Government », New York Times, 20 septembre 1958 p. 18.

occidentaux ne reconnaîtraient probablement pas le G.P.R.A. : « *The United States, Britain and the Western Powers will certainly not grant recognition* <sup>208</sup>. »

L'article critiquait vertement Nasser, le président égyptien, pour son empressement à reconnaître le G.P.R.A.. Il affirmait que le F.L.N. jouait gros et risquait de perdre à ce jeu. Dans l'ensemble, cet éditorial administrait un blâme au F.L.N. jugé comme intransigeant, la création du gouvernement en exil n'étant qu'une manifestation de cette attitude.

Le moment de la proclamation du G.P.R.A. a été choisi par le F.L.N. tout juste avant le référendum du 28 septembre sur la nouvelle constitution française et le débat de la question algérienne à la session de l'O.N.U..

De plus, un article publié tout de suite après la création du G.P.R.A. mentionnait que la création dudit gouvernement ne manquerait pas de diviser le monde en deux camps aux Nations Unies au sujet de l'Algérie, ce qui pourrait compliquer la situation internationale dans le cas où la France se trouverait opposée à un de ses alliés.

Official circles acknowledge that diplomatic difficulties may be created. The rebels' action will oblige world opinion to cristallise into two camps at a moment when the United Nations Assembly is meeting. The situation would be particularly grave if the camp « unfriendly » to France was found to include some of her allies in the North Atlantic Treaty Organization <sup>209</sup>.

L'article voyait donc davantage l'irruption du G.P.R.A. et plus globalement, la guerre d'Algérie comme un problème stratégique lié aux impératifs de défense des pays de l'OTAN, comme cela est apparu à de nombreuses reprises dans le New York Times. Le même texte mentionnait aussi que pendant que le gouvernement français niait toute légitimité au gouvernement rebelle, il en recherchait lui-même pour asseoir le nouveau pouvoir à Paris, lequel était contesté par ceux qui estimaient que de Gaulle

---

<sup>208</sup> Ibid.

<sup>209</sup> Henry GINIGER, « Algerian Regime Derided by Paris », New York Times, 20 septembre 1958, p. 4.

devait ce pouvoir à un mouvement insurrectionnel venu d'Alger et non pas aux règles démocratiques. L'article considérait par ailleurs que la création du G.P.R.A., opposé notamment au référendum du 28 septembre sur la nouvelle constitution française, offrait un nouveau pôle d'attraction pour les masses musulmanes.

Tout compte fait, les deux quotidiens étudiés virent d'un mauvais œil la création du G.P.R.A., visiblement considéré comme un irritant supplémentaire entre Français et Musulmans et un facteur de tension potentiel dans les relations internationales, particulièrement entre la France et les pays qui choisiraient de reconnaître ce gouvernement en exil, création du F.L.N. Cependant, d'emblée, une quinzaine de pays afro-asiatiques le reconnurent en dépit de possibles réactions négatives de la France. Le quotidien anglais se montra plus condescendant que son confrère américain au sujet du G.P.R.A. et recourut à un vocabulaire plus péjoratif pour qualifier ledit gouvernement provisoire. Il ne lui accordait ni crédibilité ni légitimité.

#### Section 5. La résistance des Européens à la politique de de Gaulle

Avec la création du G.P.R.A., le F.L.N. montrait qu'il était résolu à poursuivre la lutte jusqu'à son objectif ultime, l'indépendance de l'Algérie. Alors que les Français d'Algérie se distancèrent rapidement de la politique d'autodétermination de de Gaulle, ils se montrèrent tout aussi résolus que le F.L.N. dans l'atteinte de leur objectif, à savoir le maintien des liens avec la France, quitte à utiliser tous les moyens pour combattre une politique de la Métropole contraire à leurs intérêts. En Algérie comme ailleurs, là où il y avait d'importantes minorités européennes, cela a eu pour effet de retarder l'accès à l'indépendance des colonies en raison de l'opposition de ces minorités. Le cas algérien se distingue par la capacité de sa minorité européenne d'influencer la politique de sa Métropole. Entendons par là la capacité des colons européens à influencer les événements. Le général de Gaulle leur doit son retour au pouvoir.

Le discours du 16 septembre 1959 de de Gaulle (sur sa politique d'autodétermination de l'Algérie) a été vu par les Européens d'Algérie et par une

bonne partie des cadres de l'armée française comme une trahison. Il y a donc dès lors une rupture entre de Gaulle et les partisans de l'Algérie française. La résistance à la politique de de Gaulle prit différentes formes: du mouvement des barricades à l'O.A.S., son expression la plus extrême, en passant par le putsch manqué des généraux d'avril 1961. Ces initiatives ont eu pour origine tantôt la population civile, tantôt certains éléments de l'armée. En s'adjoignant des militaires, le mouvement des colons s'est militarisé. L'intégration chère aux colons étant écartée par de Gaulle pour des raisons pratiques (maintien difficile de l'ordre et coût pour la Métropole), les Français d'Algérie ne croyaient pas aux autres alternatives que la France leur proposait, soit la fédération ou même la partition. À partir de 1960, la guerre d'Algérie se compliqua davantage du fait de la multiplication des acteurs antagonistes.

On peut se demander comment cette résistance opiniâtre à la politique de de Gaulle fut perçue par les deux quotidiens étudiés. Mentionnons, par ailleurs, que le G.P.R.A. était tout aussi opposé à la politique de de Gaulle parce qu'elle fixait comme précondition le rétablissement de la paix et qu'elle prétendait que le Sahara n'était pas une partie intégrante de l'Algérie alors qu'on y avait découvert du pétrole en 1956. Le Sahara devenait certes un enjeu économique pour les parties en présence qui voulaient faire leur ses richesses. Pour sa part, le Times endossait la politique de de Gaulle après avoir analysé sereinement les motifs des insurgés d'Alger et les enjeux du conflit.

The stake in the struggle between Gaullists and extremists is the allegiance of the rest of the French settlers and of the army. As far as can be judged, the army, with a few exceptions, is not prepared to put itself in an attitude of revolt and the bulk of the settlers have not joined in an act of spontaneous protest as they did twenty months ago. Though the situation is still full of dangers, the logic of the extremists may prove to be their undoing<sup>210</sup>.

---

<sup>210</sup> ANONYME, « Flare Up », Times, 26 janvier 1960, p. 11.



Selon l'éditorial en question, l'insurrection des Européens avait trois objectifs en l'occurrence, montrer que la politique de de Gaulle était inacceptable, obtenir l'appui de l'armée et finalement forcer le général de Gaulle à quitter le pouvoir. L'éditorial en question concluait que seul le premier d'entre eux était susceptible d'être atteint et que le succès de la politique de de Gaulle dépendait de l'appui des Français. De l'avis du journal, ces derniers se devaient de le lui donner.

The policy is made more difficult to fulfill and in the long run success depends on General de Gaulle himself. He has already once resigned in bitterness at the failure of Frenchmen to support him for their own good. They must now do so more than ever <sup>211</sup>.

L'éditorial évoquait même la partition de l'Algérie comme solution à la guerre d'Algérie. Pour ce qui est du putsch des généraux d'avril 1961, le Times estimait dans un éditorial du 24 avril 1961 que les militaires concernés n'avaient pas la moindre chance d'atteindre leur objectif de garder l'Algérie française et qu'en fait ils travaillaient davantage à servir les intérêts du F.L.N. bien malgré eux.

The generals who are leading this new uprising of Frenchmen against France - the fourth in less than three years - cannot succeed in their declared aim of keeping Algeria French. All the iron logic of events is against them. (...) By their insurgence, General Challe and the others are, in fact, bringing nearer the very events which they are out to resist - either an outright victory for the FLN or a temporary partition of the country <sup>212</sup>.

De plus, le quotidien britannique considérait dans un autre éditorial que cette nouvelle insurrection amenait encore une fois la perspective d'une guerre civile, mais que toute rébellion des Européens d'Algérie devait trouver un écho en France pour avoir des chances de succès : « *No insurrection in Algeria can succeed unless it forces a parallel change of direction in Paris* <sup>213</sup>. » Le Times par cet éditorial affirmait à nouveau que l'insurrection desservait les buts qu'elle recherchait.

---

<sup>211</sup> Ibid.

<sup>212</sup> ANONYME, « France's Grave Hour », Times, 24 avril 1961, p. 15.

<sup>213</sup> ANONYME, « Objective Paris », Times, 25 avril 1961, p. 15,

L'échec rapide de la révolte des généraux est dû au manque de soutien de l'armée, laquelle n'a pas suffisamment suivi le mouvement. Le Times avait prévu son échec pour cette raison et félicitait même le président de Gaulle d'avoir survécu à cette nouvelle insurrection. Il considérait que les périls n'étaient pas pour la seule France, sans donner de précisions, et que l'échec de la révolte des généraux était certainement le dernier coup porté à la cause de l'Algérie française.

The revolt faltered as soon as it was evident that the rest of the Army, in much closer touch with France, would not follow. (...) The net effect of the revolt is to strike the latest and heaviest blow at the cause - Algérie française - which the rebels proclaimed as their first aim <sup>214</sup>.

L'échec du putsch des généraux fut ressenti avec une grande amertume par la communauté européenne d'Algérie : « *Europeans in Algiers today gave the first public indication of their bitterness over the failure of last week's insurrection by making a symbolic protest in many Catholic churches* <sup>215</sup>. »

Cette amertume était mêlée de désespoir, ce qui donna vie à l'O.A.S. (l'Organisation de l'Armée Secrète), la forme la plus extrême de refus de la politique de de Gaulle. L'O.A.S., composée de civils et de militaires, dont certains putschistes comme Saland et Jouhaud, naquit en janvier 1961 et entreprit une sorte de guerre privée contre le F.L.N. et les Européens libéraux et ce jusqu'en juin 1962, date à laquelle elle a été dissoute. Le Times n'apprécia guère l'apparition de l'O.A.S. comme l'indique un éditorial : « *The extremist settler movement, the « Organization of the Secret Army » (O.A.S.), gives encouragement to lawlessness* <sup>216</sup>. »

Dans un autre éditorial, le journal anglais considérait comme des plus néfastes la propagation des activités de l'O.A.S. sur le sol français même lors de l'année en cours : « *The most sinister development in France during the past year has been the*

<sup>214</sup> ANONYME, « Collapse », Times, 27 avril 1961, p. 15.

<sup>215</sup> ANONYME, « Europeans Leave Churches in Algiers Demonstration », Times, 1<sup>er</sup> mai 1961, p. 10.

<sup>216</sup> ANONYME, « Competition in Violence », Times, 20 octobre 1961, p. 13.

*spread of the O.A.S. activities from Algeria to France*<sup>217</sup>. » Le même article soulignait que pour la première fois, l'opposition à de Gaulle était unifiée et bien organisée en une seule instance. L'article faisait ce constat sans commentaire.

For the first time, the militant opposition to de Gaulle's policies is now coordinated in a single, disciplined body. The O.A.S. is generously financed, well armed, and with military leadership<sup>218</sup>.

Un article de fond du journal britannique considérait que l'organisation extrémiste puisait sa force en Algérie même et pas en France puisqu'elle faisait appel aux intérêts et à l'émotivité de la population européenne locale. Cette force s'amplifiait à la fin de 1961.

Admittedly the OAS, with all its appeal to Europeans emotions and vested interests, is a far more a potent force in Algeria than in metropolitan France where its tentacles seem to have been no great problem for the French security police. (...) That cry has now been taken up by the OAS, which is certainly becoming more powerful in Algeria and, by bringing a new element of discipline and purpose to the drifting mass of Europeans, might well make a more concerted attempt to seize control of the country<sup>219</sup>.

Mais cette force de l'O.A.S. sera perçue comme déclinante dès mars 1962 alors qu'il y avait un cessez-le-feu entre l'armée française et le F.L.N. : « *The OAS striking power is relatively weakened*<sup>220</sup>. » L'O.A.S. dont le but était de maintenir la suprématie des Européens représentait, selon le journal anglais, un plus grand obstacle à une solution de la crise algérienne que le F.L.N. : « *The most evident danger to the agreement is the O.A.S.*<sup>221</sup>. »

<sup>217</sup> ANONYME, « Algerian Incubus », Times, 18 novembre 1961, p. 9.

<sup>218</sup> Ibid.

<sup>219</sup> ANONYME, « Fear of New Trouble in Algeria », Times, 23 septembre 1961, p. 8.

<sup>220</sup> ANONYME, « At Long Last », Times, 19 mars 1962, p. 13.

<sup>221</sup> ANONYME, « After Seven Years », Times, 20 février 1962, p. 11.

Pour sa part, le New York Times s'attarda longuement sur la résistance des Européens aux politiques des concessions aux musulmans, sans doute en raison de l'influence déterminante de leur opposition pour l'avenir des réformes envisagées. Le mouvement des barricades d'Alger est initialement perçu dans un éditorial comme une tentative de conserver l'ordre colonial existant, alors que la décolonisation battait son plein partout en Afrique, notamment au Congo belge et en Asie sous des formes pacifiques ou violentes.

The tides that swirl through Africa in an upheaval comparable to that of awakened Asia are vividly demonstrated by events in two neighboring countries [la Tunisie et l'Algérie] In Algeria, on the other hand, die-hard European colons are embattled in a revolt, with bloodshed and barricades, to prevent such development from spreading to their country; they wish to keep things just as they are <sup>222</sup>.

Le vocabulaire utilisé pour qualifier les insurgés européens est plutôt péjoratif. Ils étaient en effet considérés comme des « réactionnaires endurcis » qui entendaient bloquer toute forme de changement par rapport au statu quo. Le même texte constatait par ailleurs que le mouvement des barricades ouvrait un nouveau front de la guerre d'Algérie pour de Gaulle et son gouvernement, dont le gouvernement pouvait être en danger si la guerre se prolongeait encore longtemps. Une certaine inquiétude quant à la stabilité de la France est perceptible.

This is the solution he proposes for Algeria (by legal fiction a part of metropolitan France), where he [ President de Gaulle] now faces a conflict on two fronts - against the Algerian Moslems and against the European colons <sup>223</sup>.

Une vingtaine d'articles du New York Times ont été consacrés au mouvement des barricades. Cette résistance des Européens à la politique de de Gaulle, bien que de courte durée (une semaine), a semblé soulever l'intérêt du

---

<sup>222</sup> ANONYME, « Storm Over Africa », New York Times, 26 janvier 1960, p. 32.

<sup>223</sup> Ibid.

quotidien qui en fit une couverture abondante. Mentionnons-en les grandes lignes. Un éditorial du 27 janvier estimait que la nation française était en lutte contre elle-même.

For there seems no longer any choice between authority in Paris and mob rule in Algiers. Again this nation is torn between multiple schizophrenia. There is the tug between liberalism and reaction, between nineteenth century dream and twentieth century reality <sup>224</sup>.

L'éditorial mentionnait aussi un danger pour le gouvernement de de Gaulle: il était possible que l'armée ait affirmé officiellement son allégeance à l'État tout en appuyant les insurgés dans les faits. Le danger que l'armée prenne le pouvoir en Algérie était perçu comme le plus grave de tous par le quotidien américain, car il y aurait alors deux gouvernements français : l'un à Paris et l'autre à Alger : « *But this would be a shame : two French states, governed from Algiers and from Paris (...)* Nevertheless, France faces its gravest danger since the German occupation <sup>225</sup>. » La stabilité de la France était importante pour l'OTAN et elle était menacée par sa turbulente dépendance algérienne.

Un article de fond de ce quotidien soutenait que l'enjeu véritable consistait à déterminer quelle était la véritable capitale de la France <sup>226</sup>. Son sous-titre était éloquent à cet égard : « *Conflict is a test of whether that city [Alger] or Paris is capital of France*<sup>227</sup>. » L'article de fond estimait que la politique de la France était dominée par Alger au sens où les soulèvements des Européens d'Algérie ou leurs pressions politiques ont influencé la politique de la Métropole devenue en quelque sorte tributaire de sa dépendance.

Toutefois, l'article considérait que cette capacité d'influencer la politique métropolitaine avait atteint son point culminant en mai 1958 et touchait à sa fin en

---

<sup>224</sup> ANONYME, « The General, the French Army and the Mob », New York Times, 27 janvier 1960, p. 32.

<sup>225</sup> Ibid.

<sup>226</sup> ANONYME, « The Real Algiers Issue », New York Times, 27 janvier 1960, p. 3.

<sup>227</sup> Ibid.

raison, d'une part, des pouvoirs et du soutien populaire accordés à de Gaulle, et, d'autre part, du fait que les rebelles algériens avaient des alliés en France même.

Le journal américain donnait son appui via son éditorial du 28 janvier 1960 à la politique d'autodétermination de de Gaulle et critiquait les rebelles algériens qui la rejetaient. La solution devait être politique et, au bout du compte, Paris s'imposerait un jour ou l'autre aux dissidents européens.

Sooner or later Algeria will be autonomous.  
Sooner or later Paris will exert its authority over  
the dissidents in Algiers. Sooner or later  
democracy will triumph in Algeria as in France  
<sup>228</sup>

En ce qui concerne la crise des barricades proprement dite, le quotidien considérait que de Gaulle ne pouvait pas céder aux insurgés, qualifiés de réactionnaires: « *He could not yield to the rebellious settlers, to the troops who sympathize or to the reactionary elements in France who are seeking to create a species of fascism* <sup>229</sup>. » Il y avait lieu de se réjouir de la victoire des forces démocratiques, tant pour la France que pour le monde occidental <sup>230</sup>. À l'instar du quotidien anglais, le New York Times appuya la politique d'autodétermination de de Gaulle, mais blâma plus sévèrement les insurgés européens, qualifiés de réactionnaires, voire de fascistes.

Mais la rébellion des Européens était vaincue pour un temps seulement même si l'échec du mouvement des barricades démontrait un essoufflement de la capacité des colons européens à influencer la politique de la Métropole. D'autres tentatives de résistance allaient suivre, dont celle de certains éléments conservateurs de l'armée. Que pensa le New York Times du putsch des généraux d'avril 1961, l'incarnation de cet esprit de résistance de ces éléments? Dans un éditorial au titre éloquent, le journal américain décriait cette tentative des « ultras » comme un effort pour revenir à un passé idéalisé, évocateur du mouvement des barricades l'année précédente.

---

<sup>228</sup> ANONYME, « General de Gaulle Speaks », New York Times, 30 janvier 1960, p. 20.

<sup>229</sup> Ibid.

<sup>230</sup> ANONYME, « Victory in Algeria », New York Times, 2 février 1960, p. 34.

Once again the « Ultras », that close association of Right Wing extremists in army and civilian life, have shown that they understand nothing about the modern world, have learned nothing from the terrible experience of Indo-China and elsewhere and will stop at nothing in their determined effort to turn back the clock and ignore the future. Their action of yesterday is all the more infamous because it comes on the eve of official peace talks<sup>231</sup>.

Puis, dans un éditorial, le quotidien new-yorkais exprima, dans cette optique, sa satisfaction de voir les modérés se rallier à la cause de de Gaulle et condamner l'extrémisme des putschistes de l'armée, assimilés à des nostalgiques d'un temps révolu : « *Living in a far-outdated past, they have been inviting a civil war which they could never hope to win*<sup>232</sup>. » Ainsi la perspective d'une guerre civile a été évoquée et l'éditorialiste surenchérisait en qualifiant de trahison la révolte des généraux: « *This treason to the French Republic is treason for all of us*<sup>233</sup>. »

Un autre éditorial du New York Times n'était pas tendre non plus envers les putschistes et leur radicalisme: « *With dramatic suddenness the mutiny of a reactionary army clique that has plunged France into its gravest crisis since the war has collapsed*<sup>234</sup>. »

Le quotidien identifia dans un article de fond les conséquences de l'échec de la révolte des généraux tant pour les colons européens que pour de Gaulle.

The colons amazed and elated when the revolt broke out (...) seem stunned and demoralized by its swift collapse (...) The net result of the week's events appeared to be to strengthen President de Gaulle's position in France and that of the moderates who support a negotiated settlement in Algeria<sup>235</sup>.

---

<sup>231</sup> ANONYME, « Betrayal in Algiers », New York Times, 23 avril 1961, section IV, p. 12.

<sup>232</sup> ANONYME, « The Treachery of Algiers », New York Times, 25 avril 1961, p. 34.

<sup>233</sup> Ibid.

<sup>234</sup> ANONYME, « France Triumphs over Crisis », New York Times, 26 avril 1961, p. 38.

<sup>235</sup> ANONYME, « Still de Gaulle, the Revolt Crushed », New York Times, 30 avril 1961, section IV, p. 2.

Comme le Times, le New York Times condamna la révolte des généraux, mais encore une fois en recourant à un vocabulaire plus dur à l'endroit des insurgés, les qualifiant, entre autres, de « clique réactionnaire », pendant que le Times, se limitant à analyser la situation sans vilipender l'une ou l'autre des parties impliquées, considérait tout de même que la révolte des généraux desservait leur propre cause, celle de l'Algérie française. Les deux journaux reconnaissaient que cette révolte avaient suscité des espoirs chez les colons européens puis leur amère déception, comme lors du mouvement des barricades.

Finalement, pour ce qui est de l'O.A.S., la dernière forme de résistance des Européens à la politique de de Gaulle, le quotidien américain la condamna très sévèrement aux niveaux tant de ses objectifs que de ses procédés. L'année de création de l'armée secrète, le quotidien qualifiait de « dangereux et de réactionnaire »<sup>236</sup> le mouvement des dissidents en question. Son but était jugé irréaliste dans un éditorial.

No longer is it possible to maintain the mastery of a country of 10, 000, 000 people by a minority of about 1, 250, 000. Yet this is what the European extremists in Algeria are so desperately fighting for<sup>237</sup>.

Dans cet ordre d'idées, un autre éditorial considérait que la création de l'O.A.S. allait à contre-courant des « marées de l'histoire »<sup>238</sup>. De plus, de nombreux éditoriaux critiquèrent sévèrement les méthodes de l'O.A.S., qualifiant même l'organisation de « beast »<sup>239</sup> et ses méthodes de sauvages : « *The savagery of the*

---

<sup>236</sup> ANONYME, « The Algerian Anniversary », New York Times, 1<sup>er</sup> novembre 1961, p. 38.

<sup>237</sup> ANONYME, « Algeria's Dark Hours », New York Times, 22 janvier 1962, p. 22.

<sup>238</sup> C.L. SULZBERGER, « Done with Intelligence : Up with Death », New York Times, 10 février 1962, p. 30.

<sup>239</sup> Paul HOFMANN, « After the Algerian Truce: Present Conflicts and Future Hopes », New York Times, 25 mars 1962, section IV, p. 3.



*French Secret Army Organization terrorists certainly dooms them and their efforts to defeat*<sup>240</sup>. »

Dès lors, on ne sera pas surpris de la réaction satisfaite du quotidien lors de la désintégration de l'organisation extrémiste en juin 1962, organisation considérée comme une menace pour la paix et qui, en désespoir de cause, pratiqua la politique de la terre brûlée : « *The Secret Army has virtually acknowledged defeat in its struggle to keep Algeria under French sovereignty*<sup>241</sup>. » Comme le Times, le New York Times ne se montra pas tendre envers l'O.A.S.. Les opposants à la politique de de Gaulle sont jugés sévèrement comme de dangereux réactionnaires par les deux quotidiens. Le New York Times eut recours à un vocabulaire plus dur au sujet de l'OAS, cette dernière forme de résistance de la communauté européenne à la politique de de Gaulle. Mais tous ces efforts des Européens d'Algérie en vue de préserver les liens avec la France furent vains et n'arrivèrent à éviter l'inévitable, l'indépendance algérienne.

#### Section 6. L'O.N.U. et la guerre d'Algérie

Sous la Ve République, la pression extérieure compta beaucoup plus pour de Gaulle que pour les dirigeants de la IVe République parce qu'il avait l'ambition de donner à la France un rôle international de premier plan et la soustraire aux critiques que lui valait sa politique algérienne. De son côté, le GPRA trouva des appuis en U.R.S.S. et en Chine qui le reconnurent officiellement. Mais c'est à l'ONU que se joua la partie la plus difficile, notamment à la session de novembre-décembre 1959 lors de laquelle une motion africaine condamnant la France a été présentée. Elle ne fut toutefois pas adoptée, n'ayant pas obtenu la majorité requise des deux tiers. Il y eut une ombre au tableau pour la France : les États-Unis se sont abstenus plutôt que de voter contre.

Quels regards jetèrent les deux quotidiens sur l'intervention des Nations Unies dans la question de la guerre d'Algérie, une question intérieure française devenue au

<sup>240</sup> ANONYME. « Terror in Algiers », New York Times, 17 mars 1962, p. 24.

<sup>241</sup> Robert C. DOTY, « Secret Army Mobilizes for Strike in Mainland », New York Times, 17 juin 1962, section IV, p. 4

fil des événements une question internationale? La France maintenait que l'Algérie ne pouvait pas être comparée à d'autres territoires auxquels elle avait accordé l'indépendance à cause de son importante population européenne; elle rejetait toute ingérence de l'O.N.U..

Le Times, pour sa part, considérait que la récente politique d'autodétermination de de Gaulle pouvait fort bien éviter à la France une résolution de l'O.N.U. reconnaissant l'indépendance de l'Algérie, résolution qui avait presque été adoptée l'année précédente à un vote près.

This year according to all reasonable calculations such a resolution would be carried if France, by the de Gaulle pronouncement, were not judged to have shown a genuine determination to find a liberal solution to the problem. Will General de Gaulle's pronouncement be sufficient to prevent such a resolution? In any case, it will have thrown France's critics into disarray<sup>242</sup>.

D'autre part, le même éditorial affirmait que le thème du colonialisme, tel que débattu aux Nations Unies dans sa forme traditionnelle, avait atteint sa limite alors que le colonialisme soviétique était, lui, en plein essor, notamment en Hongrie. Le même texte mentionnait également la croissance du nombre des pays d'Afrique et d'Asie nouvellement indépendants à l'O.N.U..

Cet éditorial se voulait un appui à la politique de de Gaulle considérée comme un effort sincère de trouver une solution libérale à la question algérienne, mais il restait discret sur l'opportunité de débattre la question algérienne à l'ONU. L'article concluait que peut-être dès l'année suivante la France aurait trouvé une solution au problème algérien comme la Grande-Bretagne l'avait fait antérieurement pour Chypre.

En 1961, lors de l'échec des négociations de paix d'Évian et de la crise de Bizerte avec la Tunisie, les Français ont craint la tenue d'une session spéciale de l'Assemblée de l'O.N.U., comme le fit remarquer un article de fond du quotidien anglais.

---

<sup>242</sup> ANONYME, « A Growing Block », Times, 18 septembre 1959, p. 11.

The breakdown of the Algerian peace talks, within eight days of their resumption near Evian, has brought the Bizerta and Algerian conflicts into focus as directly related problems-and there is such French concern that they would be regarded as such at a special assembly of the United Nations (...) General de Gaulle's disdain of the United Nations does not blind the Government to the likelihood that a special session would be highly embarrassing for France <sup>243</sup>.

Quant au New York Times, qui avait soutenu avant l'écroulement de la IVe République que la fiction juridique selon laquelle l'Algérie était une partie intégrante de la France s'affadissait et que le problème algérien était devenu une question internationale, comment vit-il par la suite l'« intrusion » de l'ONU dans cette question intérieure française?

Le quotidien américain, poursuivant dans la même veine, concluait au caractère international de la guerre d'Algérie parce que la plupart des pays africains la reconnaissaient comme telle et qu'elle envenimait les relations entre les pays occidentaux et les anciennes colonies. Par là, le quotidien new-yorkais admettait que la guerre d'Algérie était une source de tensions dans les relations internationales, car la résistance de la France à l'indépendance algérienne discréditait les pays occidentaux et poussait les peuples colonisés à rechercher un soutien auprès des pays du bloc de l'Est.

It is international because virtually every African state regards it as such and because and it is doing more to exacerbate the relations of the Western world with the newly independent countries of Africa than any other current issue <sup>244</sup>.

Le même texte dénonçait l'utilisation du problème algérien par l'Union soviétique comme d'une arme dans la guerre froide. Encore une fois, cela montre la tendance du quotidien américain à envisager la guerre d'Algérie comme un problème stratégique dans le cadre plus global de la guerre froide. Les réactions françaises à la

---

<sup>243</sup> ANONYME, « Refugees from Tunisia Reach France », Times, 1<sup>er</sup> août 1961, p. 9.

<sup>244</sup> ANONYME, « The Algeria Dilemma », New York Times, 6 octobre 1960, p. 40.

pression de l'opinion publique internationale eurent une couverture non négligeable. Dans cet ordre d'idées, le boycott par les Français de tout débat à l'O.N.U. sur la question algérienne, notamment en décembre 1960, eut droit à un article à la une du quotidien new-yorkais<sup>245</sup>. Le journal y attachait donc une certaine importance.

Tout comme le Times, le quotidien américain soulignait l'influence grandissante à l'ONU des pays nouvellement indépendants<sup>246</sup>. L'article en question affirmait que les États-Unis se trouveraient perdants à la longue dans leurs rapports avec les pays afro-asiatiques à force de soutenir leur allié français par leur vote contre les résolutions de l'ONU prônant l'indépendance de l'Algérie.

Au bout du compte, le quotidien new-yorkais donna son appui à de Gaulle et à sa politique d'autodétermination. Il estima qu'il fallait lui laisser la chance de la mener à terme sans interférence de l'extérieur, même s'il ne s'agissait que de faire superviser par l'ONU le référendum sur l'autodétermination de l'Algérie.

The most that Mr Slim and his supporters seem to ask is an « U.N. presence » to make sure that when a referendum is held on the subject of Algeria's future the votes will be honestly counted. This is hardly a proposition that will appeal to the de Gaulle Government, which has already this year set free fourteen members of the French Community (...) A realistic solution would be to terminate the present debate after everybody has had his say to give General de Gaulle a chance to carry out his courageous proposals to settle the Algerian question at the ballot box<sup>247</sup>.

Cependant, le New York Times reconnaissait dans un éditorial que le débat à l'Assemblée générale de l'ONU sur la question algérienne était utile pour aider au rapprochement entre le gouvernement français et les rebelles algériens. La position

---

<sup>245</sup> Cathleen TELTSCH, « France Boycotts Debate as U.N. Takes Up Algeria », New York Times, 6 décembre 1960, p.1-20.

<sup>246</sup> Thomas J. HAMILTON, « Colonialism at U.N. », New York Times, 18 décembre 1960, section IV, p. 9

<sup>247</sup> ANONYME, « The Question of Algeria », New York Times, 6 décembre 1960, p. 40.

du New York Times est assez ambiguë quant à la pertinence d'une intervention extérieure dans la question algérienne.

Can the Paris Government and the Algerian rebels be brought together? And can the European settlers be induced or forced to accept independence? So far as the first question is concerned the General Assembly debate proved helpful <sup>248</sup>.

L'éditorial en question n'oubliait pas de souligner combien était significatif le soutien des anciennes colonies africaines à de Gaulle. La politique d'autodétermination de de Gaulle a eu un impact positif sur l'attitude gouvernementale américaine au sujet de la question algérienne, selon un article de fond : « *The United States feels less inhibited about expressing sympathy with its ally, France, on Algeria than was the case a year ago* » <sup>249</sup>. En somme, la politique de de Gaulle a favorisé un soutien officiel américain plus explicite à la France en Algérie.

Globalement, la position du New York Times, consiste à louer les efforts de de Gaulle pour trouver une solution libérale à la très complexe question algérienne, mais cela n'implique pas qu'il partageait son refus de voir cette question inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée des Nations Unies : « *We are with de Gaulle on his intelligently liberal approach to Algeria; but that does not mean we must endorse his view* <sup>250</sup>. »

L'attitude du journal américain n'est pas différente de celle du gouvernement américain, lequel appuya l'approche libérale de de Gaulle plutôt que celle d'éléments plus conservateurs. L'attitude du gouvernement américain est évoquée dans un éditorial qui faisait remarquer qu'après la politique d'autodétermination annoncée le 16 septembre 1959 <sup>251</sup>, il était plus facile d'endosser la politique de de Gaulle depuis

---

<sup>248</sup> ANONYME, « The U.N. and Algeria », New York Times, 21 décembre 1960, p. 30.

<sup>249</sup> C.L. SULZBERGER, « How the Algerian Problem has Changed », New York Times, 2 décembre 1959, p. 42.

<sup>250</sup> ANONYME, « Algeria and France », New York Times, 16 décembre 1959, p. 40.

<sup>251</sup> ANONYME, « De Gaulle Visits Algeria », New York Times, 29 août 1959, p. 40.

qu'il n'était plus soupçonné de favoriser l'intégration, solution préconisée par les colons européens à qui il devait son retour au pouvoir.

Tout come le Times, le New York Times approuva la politique d'autodétermination de de Gaulle, mais, à la différence du quotidien anglais, il n'hésita pas à parler de la légitimité de l'intervention de l'O.N.U. dans cette épineuse et tortueuse question algérienne. Pourtant, le Times défendait explicitement la thèse française à l'époque de la IV<sup>e</sup> République, thèse selon laquelle l'Algérie était une question intérieure française.

### Section 7. Vers l'indépendance de l'Algérie

Avec l'échec du putsch des généraux et l'arrestation des chefs de l'O.A.S., la négociation pouvait s'amorcer entre le gouvernement français et le F.L.N.. Toutefois, depuis les premiers pourparlers de paix de Melun en juin 1961 jusqu'à la seconde conférence d'Évian en mars 1962, ils furent semés d'embûches et de ruptures. Il n'y eut déblocage que quand de Gaulle renonça à ses trois conditions préalables à toute négociation : suspension des hostilités, reconnaissance de la souveraineté française sur le Sahara et attribution aux Français d'Algérie de la double citoyenneté française et algérienne.

Le Times émettait en éditorial l'opinion que l'échec des négociations d'Évian en juin 1961 était dû à l'écart trop grand entre les parties (notamment sur la question du Sahara) et à leurs faiblesses.

The breakdown of the talks at Evian has made it clearer than ever just how far apart the two sides are, and how essentially weak. Neither derives its authority from a Government with the full confidence of its people. This severely limits the scope for manoeuvre (...) This also complicates the problem of the Sahara, which was one of the causes of the breakdown of the talks <sup>252</sup>.

Ainsi, la souveraineté sur le Sahara était reconnue par le quotidien comme un enjeu susceptible de faire échouer les pourparlers de paix. D'autre part, le quotidien

---

<sup>252</sup> ANONYME, « Breakdown at Evian », Times, 15 juin 1961, p. 15.

britannique rejetait, dans un éditorial de l'été 1961, l'idée de la partition de l'Algérie comme solution de la question algérienne; l'article considérait cette alternative comme irréaliste : « *This seems quite impracticable. A broken country may take generations to reunite. Chaos is not resolved by dividing it into three* <sup>253</sup>. »

La réaction du Times à l'annonce de l'accord du cessez-le-feu en mars 1962 laissait entendre que l'indépendance algérienne, ou du moins la résolution du problème algérien, constituait un avantage pour la France sur la scène internationale: « *For France herself the cease-fire brings the hope of playing a fuller part-and it may be hoped, a less touchy and anxious part-in Europe and the world* <sup>254</sup>. »

Peu après l'indépendance algérienne, le quotidien britannique admettait que la reconstruction du pays nécessiterait l'aide de la France : « *Algeria cannot quickly recover without France and Frenchmen* <sup>255</sup>. » Les luttes intestines entre leaders algériens et le manque d'autorité effective provoqueraient un nouvel exode des Français d'Algérie, bien que la moitié d'entre eux avaient déjà quitté les lieux sans penser y retourner un jour.

Pour ce qui est du quotidien américain, il conclut rapidement dans un éditorial que le fait que les Français avaient débuté des négociations de paix avec le gouvernement provisoire (le G.P.R.A.) constituait un aveu que la guerre d'Algérie était perdue ainsi qu'une reconnaissance de fait de ce gouvernement: « *For, in guerilla conflicts, if you do not win you lose; there is no such thing as a stalemate* <sup>256</sup>. » La grande interrogation qui demeurait maintenant, selon cet article, c'était de savoir si la générosité de de Gaulle allait être partagée par les leaders nationalistes algériens au point de permettre à la communauté européenne de rester en Algérie alors que son attachement à ce que de Gaulle appelait l'Algérie de « Papa » lui avait attiré la haine de la population musulmane.

On peut se demander quels étaient les enjeux de ces négociations et comment le journal réagit à leur caractère difficile, notamment lors de la rupture des

---

<sup>253</sup> ANONYME, « Solution of Despair », Times, 7 juillet 1961, p. 13.

<sup>254</sup> ANONYME, « At Long Last », Times, 19 mars 1962, p. 13.

<sup>255</sup> ANONYME, « Algeria Truce? », Times, 3 août 1962, p. 11.

<sup>256</sup> C.L SULZBERGER, « The Choice for Algeria and France », New York Times, 20 mai 1961, p. 22.

négociations d'Évian le 17 juin 1961. En avril 1961, un éditorial considérait que les obstacles aux négociations de paix étaient formidables en dépit d'un consensus sur le droit à l'autodétermination de l'Algérie <sup>257</sup>. Un article de fond expliqua les enjeux et les intérêts en présence, notamment la question des ressources pétrolières du Sahara récemment découvertes en 1956.

The first issue is clear and the Algerians are apparently determined not to yield : France must recognize the sovereignty of the new state over the Sahara with its mineral wealth, or there will be no peace. (...) What will be the future status of the Europeans of Algeria? What is General de Gaulle's alternative of « association » which is something between « francization » of Algeria and « rupture » between Algeria and France <sup>258</sup>.

L'article n'oubliait pas de mentionner le climat de méfiance entre les parties lors des négociations. Aussi, on ne saurait être surpris de leur rupture quelques semaines plus tard en juin. Le quotidien new-yorkais était d'avis que les parties en présence ne pouvaient pas se permettre un échec des négociations: « *The stakes are too high - involving the future of France and the Mediterranean - to allow either side to break off the talks altogether* <sup>259</sup>. » L'écart entre les deux parties sur la plupart des sujets de discussion était souligné: le statut des Européens, la présence militaire française, la forme d'association entre la France et l'Algérie, et enfin la souveraineté sur le Sahara.

Un autre éditorial faisait état de l'opinion publique américaine, considérée comme sympathique aux rebelles algériens depuis le début du conflit. Ce soutien s'amenuisait avec l'extension du terrorisme en France même, situation qui laissait planer des doutes sur le degré de contrôle du F.L.N. sur le mouvement de rébellion. Cet éditorial était en fait un blâme adressé au F.L.N.: « *During the discussions,*

<sup>257</sup> ANONYME, « Peace Snags in Algeria », New York Times, 7 avril 1961, p. 30.

<sup>258</sup> ANONYME, « The Search at Evian », New York Times, 28 mai 1961, section IV, p. 5.

<sup>259</sup> ANONYME, « Shadows over Evian », New York Times, 15 juin 1961, p. 42.



*terrorism continued unabated in Algeria, and increased in Paris. (...) However to step up terrorism in Paris simply hardens French opinion*<sup>260</sup>. »

D'autre part, les colons européens et les nationalistes radicaux en France n'étaient plus considérés comme une menace sérieuse aux négociations de paix : « *The way to negociation is at last clear*<sup>261</sup> ». La partition de l'Algérie était rejetée par le New York Times comme par le Times: « *Partition of Algeria would be insane. Nobody really wants it*<sup>262</sup>. »

Attardons-nous maintenant sur la perception qu'a eue le New York Times du dernier bloc de négociations en février-mars 1962, avant d'aborder la proclamation de l'indépendance de l'Algérie, le 3 juillet 1962.

L'accord de cessez-le-feu du 19 mars 1962 était considéré comme une victoire pour le F.L.N., de Gaulle ayant sauvé la face en conservant la souveraineté française sur l'Algérie jusqu'au référendum sur l'autodétermination du 1<sup>er</sup> juillet 1962 : « *The terms of the cease-fire are, of course, a triumph for the Algerian rebels* »<sup>263</sup>, même si la résistance de l'O.A.S. était toujours une menace bien réelle, moins pour l'indépendance de l'Algérie que pour le gouvernement de de Gaulle et le régime de la Ve République.

Le quotidien américain lui donnait peu de chances de réussite dans cette entreprise en raison de l'appui populaire dont bénéficiait le président français. Son but était « *to overthrow President de Gaulle and the Fifth French Republic and replace them with a kind of Fascist military dictatorship. But its chance for doing so are slim* »<sup>264</sup>. En juin 1962, le New York Times estimait en éditorial que l'armée secrète était battue et que sa cause était mauvaise et sans espoirs, tout en déplorant l'exode de la population européenne.

All present evidence indicates that the French Secret Army Organization - the O.A.S. - has been defeated (...) but these acts will just be the mad

<sup>260</sup> ANONYME, « Impasse on Algeria » New York Times, 24 juin 1961, p. 20.

<sup>261</sup> Ibid.

<sup>262</sup> C.L. SULZBERGER, « De Gaulle's Trump Card in Algeria », New York Times, 1<sup>er</sup> juillet 1961, p. 16.

<sup>263</sup> ANONYME, « The Algerian Terms », New York Times, 20 mars 1962, p. 36.

<sup>264</sup> Ibid.

gestures of killers who know they are doomed or of despairing French military officers selling their lives for a cause that was wrong and is now hopeless (...) The exodus of the Europeans should stop or be reduced <sup>265</sup>.

Le même texte affirmait que les divers groupes de la société algérienne prenaient conscience de la nécessité de s'entendre pour l'avenir de l'Algérie indépendante. Un éditorial de mars estimait que l'histoire et la logique s'opposaient au prolongement du conflit algérien, de même que l'opinion publique <sup>266</sup>.

Pour ce qui est de l'indépendance algérienne, le New York Times avait affirmé antérieurement son caractère inévitable: « *What President de Gaulle is doing is to get Frenchmen to accept that the inevitable is an independent Algeria in which the F.L.N. will play a dominant role* <sup>267</sup>. » Le même texte reconnaissait à de Gaulle le mérite d'avoir procédé graduellement. En conséquence, le quotidien américain accueillit l'indépendance algérienne avec un certain soulagement, mais il émit quelques réserves, notamment sur l'impact négatif du départ de nombreux Européens et sur la capacité des leaders algériens modérés et extrémistes de s'entendre. Il rejoint par là la pensée courante des Européens d'alors qui estimaient que les populations autochtones n'étaient pas mûres pour se gouverner elles-mêmes.

One thing is at least being settled today, the long agony that began on Nov. 1, 1954 (...) comes to an end as Algerians go to the polls to vote for their referendum for independence. (...) There is cause for rejoicing, but Algeria is a grievously wounded country <sup>268</sup>.

L'éditorial louangeait de Gaulle pour avoir su faire évoluer la relation entre la France et l'Algérie vers l'indépendance de cette dernière dans l'amitié avec la France.

<sup>265</sup> ANONYME, « Truce in Algeria », New York Times, 7 juin 1962, p. 34.

<sup>266</sup> C.L. SULZBERGER, « « The Death-Throe and the Agony », New York Times, 7 mars 1962, p. 34.

<sup>267</sup> ANONYME, « The Vote on Algeria », New York Times, 10 janvier 1961, p. 46.

<sup>268</sup> ANONYME, « Algeria : A chapter Ends », New York Times, 1<sup>er</sup> juillet 1962, section IV, p. 8.

Toutefois, un article paru la même journée amenait deux questions que soulevait l'indépendance algérienne : « (1) *Could the Muslims and Europeans cooperate after the excesses committed by both sides ?* (2) *Would France, the country best fitted to aid Algeria, be able to establish fruitful relations with her former colony* <sup>269</sup>? » En somme, les deux quotidiens rejetèrent la solution de la partition envisagée au temps de de Gaulle et acceptèrent la politique d'autodétermination de ce dernier et ses résultats, mais ils déplorèrent ses ratés : les rivalités entre leaders algériens et l'exode des Européens.

L'acceptation de l'indépendance algérienne est plus explicite cependant dans le cas du quotidien américain, alors que le Times ne lui consacre même pas un éditorial, mais avait auparavant fait sienne la position de de Gaulle à ce sujet, à savoir que l'indépendance algérienne représentait une catastrophe à éviter. Comme le quotidien américain, il estimait qu'elle était inévitable et qu'elle était liée au contexte historique. Au moment de l'accession à l'indépendance de l'Algérie, le Times insista davantage sur les luttes de pouvoir entre groupes rivaux algériens et sur leurs effets, notamment l'exode des Européens. À la différence du quotidien américain, le Times mit l'accent sur l'aspect positif des accords de paix pour la France et ne les présente pas comme une défaite pour elle. La plupart des Européens d'Algérie la quittèrent par crainte des représailles, mais aussi pour éviter qu'une majorité musulmane ne décide désormais de leur sort. Ainsi, une cohabitation conflictuelle entre Européens et Musulmans à grande échelle vieille de plus de 130 ans, prit fin, laissant derrière elle une autre France, la France coloniale.

---

<sup>269</sup> ANONYME, « Algerian Vote », New York Times, 1<sup>er</sup> juillet 1962, section IV, p. 1.

## **Conclusion**

La présente étude avait pour but de faire le portrait de l'opinion de deux journaux de pays anglophones, les États-Unis et la Grande-Bretagne, par le biais du quotidien le plus influent de chacun des pays en question afin d'en faire la comparaison et d'émettre une réponse à la question des motivations des comportements des quotidiens en question relativement à la guerre d'Algérie, dernière grande étape de la décolonisation française.

Pourquoi s'intéresser à l'opinion de la presse américaine et à celle de la Grande-Bretagne? Parce que ce sont les médias écrits les plus influents des pays les plus puissants de langue anglaise. En raison de leur rayonnement, ils avaient un impact certain, bien qu'impossible à évaluer, sur les décisions de leur gouvernement respectif.

Que peut-on dire de l'opinion de cette presse? De l'époque de la IV<sup>e</sup> République, soit les premières années de la guerre d'Algérie, on peut dresser le bilan suivant relativement aux trois premières questions de la présente recherche. Le Times s'est montré plus favorable à la position française que ne l'a été le New York Times, bien que ce dernier soit dans l'ensemble assez favorable à la France.

En ce qui concerne les ressemblances et les différences des thèmes retenus, tels que le nationalisme, l'évaluation de la politique française pour y répondre, les Nations Unies et le colonialisme, la crise de Suez, le bombardement de Sakhiet et les institutions politiques, on peut dresser quelques constats. Le quotidien britannique endossa sans réserves les arguments des Français selon lesquels le conflit algérien était une question intérieure qui ne pouvait relever de l'ONU. De plus, le Times refusa de condamner le bombardement de Sakhiet et accusa la Tunisie d'en être la responsable.

En ce qui concerne l'intervention franco-britannique de Suez, moment important de détérioration des rapports franco-américains, tout comme celui du bombardement de Sakhiet, tant le Times que le New York Times se montrèrent très nuancés, adoptant des positions assez similaires qui blâmaient le président égyptien, Nasser, et minimisaient l'impact de cette crise internationale sur l'issue de la guerre d'Algérie. Le Times était d'accord avec l'intervention franco-anglaise de Suez, à la

différence du New York Times qui, bien que blâmant le président égyptien, Nasser, déplorait que l'alliance atlantique ait été mise à rude épreuve par cette crise.

Au sujet du colonialisme, seul le New York Times le tint pour un phénomène en déclin, voué à une fin prochaine et certaine, même s'il le trouvait moins répréhensible que le colonialisme de l'Est, le communisme, la vraie menace. Cette dernière est très souvent évoquée dans le journal américain au point que la guerre d'Algérie est davantage considérée comme un problème stratégique de la guerre froide. Le mouvement nationaliste algérien est soupçonné d'infiltration communiste à maintes reprises. La situation en Algérie impliquerait la sécurité des pays occidentaux; ce n'était pas simplement une guerre coloniale à prendre isolément.

Après le bombardement de Sakhiet, le New York Times abandonna sa position initiale selon laquelle la guerre d'Algérie était une question intérieure française. Il y a là une évolution de l'opinion du quotidien américain par rapport à ses prises de position initiales datant des premières années du conflit algérien. Cette même prise de conscience de l'internationalisation de la question algérienne a été faite par le Times la même année, soit en 1958, peu après l'incident de Sakhiet.

Le quotidien américain se montra très critique de l'instabilité politique et des institutions politiques françaises de la IV<sup>e</sup> République, notamment l'Union française. Le quotidien anglais, pour sa part, fit aussi des commentaires sur l'instabilité politique de la IV<sup>e</sup> République, mais ne blâma pas particulièrement l'Union française. Il mit en doute sa flexibilité, mais en des termes moins sévères que le journal new-yorkais. Les deux quotidiens étaient d'avis que la seule solution militaire était insuffisante et qu'une solution politique s'imposait. Les deux quotidiens présentèrent l'évolution du système colonial anglais comme un modèle à suivre alors que la réponse de la France au nationalisme dans ses colonies ou dépendances a été perçue négativement. Ce fut particulièrement le cas du quotidien new-yorkais qui blâma la France de la IV<sup>e</sup> République pour son inaptitude à décoloniser et son manque de réalisme dans toute cette question.

En réponse à notre troisième question, à savoir s'il y a eu une évolution de la position des questions étudiées, on peut dire que de 1954 à 1958, la seule évolution notable porte sur l'abandon, suite au bombardement de Sakhiet en février 1958, de la

position initiale du New York Times, selon laquelle le conflit algérien était une question intérieure française qui n'était pas de la compétence des Nations Unies. Par la suite, la position du quotidien fut un peu confuse sur le rôle de l'ONU : il qualifia ses débats d'utiles, mais voulut laisser la chance à la politique d'autodétermination de s'appliquer sans interférence extérieure.

Le quotidien britannique, pour sa part, après avoir longtemps maintenu que l'Algérie était une question intérieure française admettait qu'elle était devenue une question internationale <sup>270</sup> et ce, peu après Sakhiet, tout comme son confrère américain. Le Times a soutenu les positions françaises tout au long de la IV<sup>e</sup> République, même lors des crises de Suez et de Sakhiet, moments de tension dans les rapports entre pays occidentaux, puissances coloniales déclinantes et alliés américains.

L'adoption de la politique d'autodétermination par de Gaulle, lors de la V<sup>e</sup> République, fut perçue comme un changement majeur par les deux quotidiens étudiés alors que le retour de de Gaulle au pouvoir avait donné pour un temps encore des espoirs aux Européens d'Algérie. Mais de Gaulle les déçut finalement et opta pour l'autodétermination et la décolonisation. C'est seulement avec ce leader que l'on se rendit à l'évidence à l'effet que la guerre d'Algérie ne prendrait jamais fin sans la reconnaissance de l'indépendance. L'adoption de cette politique d'autodétermination redora le blason quelque peu terni de la France après Suez et Sakhiet aux yeux des Américains, alliés indispensables de leur pays.

Le New York Times déplora par ailleurs à plusieurs reprises que la France négligeât quelque peu ses obligations de partenaire de l'OTAN au profit de l'Algérie. Le Times a-t-il entériné la politique de son gouvernement en ce qui concerne la guerre d'Algérie? Et le New York Times l'a-t-il fait vis-à-vis du gouvernement des États-Unis?

On peut dire en premier lieu, que la tendance pro-française du Times s'est maintenue, le journal endossant la politique de de Gaulle et considérant, comme lui, que l'indépendance algérienne serait une catastrophe. Cette tendance alla jusqu'à dénigrer les institutions que se donnèrent les nationalistes algériens, comme le

---

<sup>270</sup> ANONYME, « No Longer Domestic », Times, 17 avril 1958, p. 13.

G.P.R.A., mais pas jusqu'à l'approbation du mouvement de résistance des colons européens à la politique de de Gaulle. Le New York Times appuya la politique d'autodétermination mise de l'avant par la France, mais n'alla pas jusqu'à discréditer les rebelles algériens. Par ailleurs, il blâma sévèrement les insurgés européens opposés à la politique de de Gaulle. Notre première proposition se voit ainsi confirmée.

En second lieu, on peut affirmer, au chapitre des ressemblances et des différences, que le New York Times se montra plus favorable au nationalisme algérien que le quotidien britannique, notamment dans le choix du vocabulaire, à la création du gouvernement en exil. Cette tendance se maintint durant les premières années de la guerre d'Algérie, car, pour le New York Times, le nationalisme pouvait être légitime et acceptable à condition de ne pas être d'essence communiste. Le Times considéra, comme de Gaulle, que l'indépendance algérienne aurait été une catastrophe alors que le New York Times jugea qu'elle était inévitable. Le Times, lui aussi, estima que l'indépendance algérienne n'était qu'une question de temps et s'inscrivait dans l'évolution historique internationale. Notre seconde proposition sur les ressemblances et les différences entre les deux quotidiens étudiés se voit donc également confirmée, même si les méthodes du FLN ont été condamnées par l'un et l'autre des quotidiens étudiés et surtout par le New York Times.

En troisième lieu, en ce qui a trait à l'évolution de la position des deux quotidiens, on peut affirmer que le Times fut assez constant dans l'ensemble. Il endossa les positions françaises, comme par exemple la politique d'autodétermination de de Gaulle, et critiqua les visées et les méthodes des nationalistes algériens. Par contre, les positions du New York Times furent plus souvent contradictoires, par exemple sur la pertinence de l'intervention de l'ONU, particulièrement après l'instauration de la Ve République. Ce quotidien fut néanmoins constant dans son appui à la politique de de Gaulle, jugée libérale, et dans sa dénonciation de la résistance qu'elle rencontrait de la part des milieux plus conservateurs.

Les deux quotidiens considérèrent la politique d'autodétermination de de Gaulle comme un changement profond de la politique algérienne de la France, comme une rupture par rapport à la politique des dirigeants de la IVe République,



laquelle oscillait entre l'intégration de l'Algérie à la France et l'indépendance algérienne.

Enfin, notre quatrième et dernière interrogation portait sur les motivations des journaux étudiés. Dans l'hypothèse à l'effet que ces journaux reflètent la politique extérieure dans leur pays d'origine, le Times et le New York Times devaient avoir une couverture favorable à la France, l'alliée de leur pays dans le cadre de l'OTAN. Cela fut effectivement le cas même s'il semblerait que la guerre d'Algérie n'était pas très populaire aux yeux de l'opinion publique américaine, acquise à la cause des nationalistes algériens.

Il faut préciser que la politique extérieure américaine se trouvait devant un dilemme au sujet de la guerre d'Algérie.

La difficulté majeure que Dwight Eisenhower et son secrétaire d'État, John Foster Dulles, ont dû affronter dans l'élaboration et le maintien d'une direction politique claire était la contradiction inhérente pour les États-Unis entre, d'un côté, son héritage anti-colonial et, de l'autre, ses responsabilités en tant que leader d'un bloc occidental déterminé à contenir l'influence des Soviétiques et des Chinois et les idéologies communistes qu'ils proposent. Un second aspect de cette même contradiction réside dans la tentative de réconcilier les besoins de l'heure des alliés qui représentaient un ordre mondial clairement en voie de disparition avec ceux d'un nouvel ordre dont l'émergence était inexorable et qui était dominé par les peuples d'Asie et d'Afrique <sup>271</sup>.

Les nécessités stratégiques américaines dans le cadre de l'OTAN l'ont donc emporté sur le réflexe anti-colonial initial dans la détermination de la politique extérieure américaine en rapport avec la guerre d'Algérie. Le quotidien new-yorkais suivit la même logique et n'exprimait pas de points de vue différents de ceux de

---

<sup>271</sup> John RUEDY, « La réaction de la presse et de l'opinion publique américaine à la politique du gouvernement Eisenhower envers la politique algérienne », Revue d'histoire maghrébine, no 41-42, 1986, p. 117.

l'administration Eisenhower. Il condamna les interventions favorables aux nationalistes, comme celle du sénateur Kennedy <sup>272</sup>. Lorsque ce dernier fut par la suite au pouvoir, son administration ne changea pas la politique algérienne du gouvernement précédent, nettement favorable à la France. Le New York Times encouragea son gouvernement à être même plus visiblement en faveur de son allié français.

La Grande-Bretagne, pour sa part, était confronté à un dilemme similaire aux États-Unis, à savoir ne pas mécontenter la France ni le monde arabe. Après la Seconde Guerre mondiale, elle a restructuré sa politique extérieure, même si, encore plus que la France, elle a longtemps favorisé l'Outre-Mer. Il faut dire que la Grande-Bretagne était sortie affaiblie, quoique victorieuse, du second conflit mondial et qu'elle n'avait guère les moyens d'entreprendre de multiples guerres coloniales.

Aussi, il ne faut pas s'étonner que la Grande-Bretagne ne se soit pas opposée trop vigoureusement aux mouvements nationalistes dans ses colonies. Sa conception de la politique coloniale axée vers l'autonomie et le self-government la prédisposait à connaître une décolonisation en douceur. Au début des années 1960, le Premier ministre Harold Macmillan reconnaissait que le vent de la décolonisation soufflait sur l'Afrique et tentait dès 1961 de faire entrer son pays dans le Marché commun européen. Les Britanniques voulaient éviter de se rendre impopulaires aux yeux des Français, tout en ne mécontentant pas trop les Américains.

Comme la France, la Grande-Bretagne avait connu une expérience plutôt négative de l'ONU au sujet des questions coloniales qu'elle considérait comme des questions intérieures. C'est dans cette optique que la Grande-Bretagne soutint la France aux Nations Unies au sujet de la question algérienne. Macmillan voulut toutefois éviter à son pays un conflit colonial coûteux et embarrassant que la guerre d'Algérie incarnait <sup>273</sup>. Le gouvernement britannique se montra plus enclin à décoloniser et cela se situait dans le cadre du maintien de la relation particulière du pays avec les États-Unis, soucieux d'éviter une pénétration soviétique en Afrique,

---

<sup>272</sup> ANONYME, « Mr Kennedy on Algeria », New York Times, 3 juillet 1957 et 6 janvier 1958.

<sup>273</sup> DARWIN, op. cit., p. 248

selon John D. Hargreaves<sup>274</sup>. Mais, comme la France, la Grande-Bretagne connut des cas de décolonisation difficile lorsqu'il y avait d'importantes minorités européennes dont l'opposition retarda l'échéance de l'indépendance au prix de sanglantes révoltes nationalistes dans les colonies. La Grande-Bretagne se montra solidaire de son ancienne rivale coloniale sans vouloir trop attirer l'attention sur cet appui.

Le Times fut comme le New York Times un reflet fidèle de la politique de son gouvernement, appuyant la France et la politique de de Gaulle avec encore plus de fermeté, mais aussi plus de retenue que ne l'a fait le New York Times par rapport au gouvernement de son pays. Essentiellement, leurs prises de position relèvent du pragmatisme : appuyer un important pays allié, pivot de la défense de l'Europe, qui exauce leurs prières en jouant finalement la carte de la décolonisation. Il y avait une orientation favorable à la France dans la couverture de ces journaux et il se faisait sentir dans les articles qui évoquaient le contexte des événements en mettant l'accent sur l'apport positif de la France en Afrique du Nord et de sa politique.

Dans le cas du Times, on peut parler d'un penchant défavorable aux nationalistes algériens tant ils sont présentés négativement par moments. Par ailleurs, la réserve et l'empathie non dissimulée du journal londonien envers la France pourrait s'expliquer par le fait que la Grande-Bretagne connaissait à cette époque quelques cas difficiles de décolonisation, comme au Kenya et en Malaisie. Les quelques crises liées à la décolonisation britannique ne connurent toutefois pas l'ampleur de celles de la décolonisation française. L'appui du Times à la France semblait indéfectible et a été maintes fois réitéré dans divers éditoriaux. Le gouvernement britannique de l'époque faisait aussi des déclarations pour assurer les Français de son appui dans leur recherche d'une solution au problème algérien.

Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, la politique extérieure américaine était imprégnée d'anticommunisme, tandis que s'intensifiait la guerre froide. Les États-Unis avaient une position ambiguë face à la question coloniale qui se

---

<sup>274</sup> John D. HARGREAVES, Decolonization in Africa, 1988, p.186-7 cité dans Ritchie OVENDALE, « Macmillan and the Wind of Change in Africa, 1957-1960 », The Historical Journal, XXXVIII, 2, 1995, pp. 455-477.

caractérisait par une approche au cas par cas encourageant les mouvements nationalistes dans les colonies tant qu'ils n'étaient pas d'essence communiste.

In short, American anticolonialism presupposed the establishment, in Asia as elsewhere, of stable regimes capable of being dependable allies. According to circumstance, this might mean a policy of withdrawal (...) or one of intervention. Of course, Washington's European allies did not necessarily share this perspective. But the British proved far more amenable than the Dutch or especially the French <sup>275</sup>.

Ainsi, les prises de position des journaux étudiés ont secondé dans l'ensemble celles de leurs gouvernements respectifs en rapport à la guerre d'Algérie, dernière et plus difficile étape de la décolonisation française en raison de l'importance de l'Algérie pour la France. Ces deux quotidiens les plus influents dans leur pays n'ont pas exprimé de points de vue véritablement différents de ceux des milieux gouvernementaux.

Mais, en plus de refléter les positions de leurs gouvernements respectifs, les journaux étudiés ont véhiculé dans l'ensemble la vision française de la question algérienne. Ils ont présenté favorablement le rôle de puissance coloniale et endossé l'idéologie de la mission civilisatrice de la France en Afrique. Par ailleurs, ils ont considéré pendant longtemps qu'il s'agissait d'une question intérieure française. Les deux quotidiens ont soutenu aux thèses du général de Gaulle et approuvé sa politique d'autodétermination; ils ont critiqué ses adversaires, tant les éléments conservateurs français que les nationalistes algériens du FLN. L'époque des critiques du New York Times adressées à la politique française de la IV<sup>e</sup> République semble liée à des crises ponctuelles. Toutefois, le reproche de manque de réalisme de la France de la IV<sup>e</sup> République dans les questions coloniales est la critique sur le fond la plus sévère à lui avoir été adressé et ce, par le quotidien new-yorkais.

À la fin de la guerre, vers 1961, alors que l'indépendance algérienne était en vue, les deux quotidiens considérèrent que l'autodétermination de l'Algérie était un développement positif pour la France, dans le cas du Times, et pour l'Algérie, dans le

---

<sup>275</sup> SMITH, loc. cit., p. 94.

cas du New York Times. Les deux journaux ont moins transmis la vision du FLN du conflit que celle de la France. C'est particulièrement le cas du quotidien anglais qui présenta une image négative des institutions que se donnèrent les nationalistes algériens, telles le GPRA. Les deux quotidiens étudiés ont appuyé la politique française pour répondre au nationalisme local ( il y a eu toutefois des réserves de la part du quotidien américain), particulièrement sous la Ve République avec l'adoption de la politique d'autodétermination de de Gaulle identifiée comme un changement majeur de la politique algérienne de la France.

Dans l'ensemble, les journaux étudiés ont partagé une vision commune du conflit au chapitre de ses causes, du nationalisme algérien, de la politique française pour y répondre et de la politique retenue par leur gouvernement concernant la guerre d'Algérie. Leurs prises de position éditoriale se voulaient un appui politique à la politique extérieure de leurs pays respectifs, par conséquent un appui à la France, un pays ami qui les confronta à une réalité complexe dont les enjeux étaient considérables : l'importance de la France dans l'alliance atlantique et l'impératif de maintenir l'Afrique du Nord dans la sphère d'influence occidentale tout en ménageant le peuple algérien dont l'indépendance semblait certaine. Il y a certes des différences entre les deux quotidiens, mais elles sont moins importantes que leurs points communs. Les critiques les plus vives sont venues du quotidien américain et elles se produisirent principalement lors de conjonctures de détérioration des rapports franco-américains, en l'occurrence lors de la crise de Suez et du bombardement de Sakhiet.

L'indépendance de l'Algérie et d'autres dépendances européennes ou colonies donna une place sur la scène internationale à l'Asie et à l'Afrique. Ces nouveaux pays qu'on appela le Tiers-Monde ont voulu se dégager de la confrontation Est-Occident et de la logique des blocs. Par là, s'est affirmée une vision des relations internationales : le non-alignement. Pour ce qui est de la presse étudiée, on peut penser qu'elle a servi de véhicule à l'idéologie dominante, celle au pouvoir dans les pays étudiés et qu'en fin de compte elle a renforcé la politique des gouvernements américain et britannique.

Bibliographie

## A) Sources primaires

## I : Journaux

1. The New York Times, 1954-1962
2. The Times, 1954-1962.

## II : Documents officiels algériens

Front de libération nationale, Les archives de la révolution algérienne, compilées et commentées par Mohamed HARBI, Paris, Éditions Jeune Afrique, 1981.

## B) Monographies

AGERON, Charles-Robert. Histoire de l'Algérie contemporaine, Paris, P.U.F., 1964, 1<sup>e</sup> éd.

AGERON, Charles-Robert. Histoire de l'Algérie contemporaine t.2, 1871-1954, Paris, P.U.F., 1979.

AUSTIN, D. , H. BRUNSCHWIG, et al. The Transfer of Power in Africa, Decolonization 1940-1960, New Haven et Londres, Yale University Press, 1982.

BRUNSCHWIG, Henri. Mythes et réalités de l'empire colonial français, 1871-1914, Paris, Armand Colin, 1960.

DARWIN, John. Britain and Decolonization, the Retreat From Empire in the Post-War World, New-York, St-Martin's Press, 1988.

DESCHAMPS, Hubert. La fin des empires coloniaux, Paris, P.U.F., coll. « Que sais-je? », no 409, 1969.

DROZ, Bernard et É. LEVER. Histoire de la guerre d'Algérie, 1954-1962, Paris, Seuil, 1982.

FIELDHOUSE, David K. Economics and Empire, 1830-1914, Ithaca, Cornell University Press, 1973.

FIELDHOUSE, D. K. Les empires coloniaux à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, Paris, Bordas Laffont, 1973.

GRIMAL, Henri. La décolonisation de 1919 à nos jours. Bruxelles, Éd. Complexe, 1985.

HALL, Luella. The United States and Morocco, 1776-1956, Methuchen (New Jersey), The Scarecrow Press, 1971.

HARBI, Mohammed. La guerre commence en Algérie, Bruxelles, Complexe, 1984.

HARGREAVES, John D. Decolonization in Africa, Longman, Londres et New York, 1988.

HASNER Pierre et John ROPER, et al. French and British Foreign Policies in Transition. The Challenge of Adjustment, New York, Berg Publisher, 1990.

HOOPEs, Townsend. The Devil and John Foster Dulles, Boston, Atlantic Monthly Press Book, 1973.

KAHLER, Miles. Decolonization in Britain and in France, Princeton, Princeton University Press, 1984.

MAMERI, Khalfa. Les Nations Unies face à la « Question algérienne », (1954-1962), Alger, Société nationale d'édition et de diffusion, 1969.

MARSEILLE, Jacques. Empire colonial et capitalisme français, Paris, Albin Michel, 1984.

MARTIN, Claude. Histoire de l'Algérie française, Paris, Robert Laffont, 1979.

MIEGE, Jean-Louis. Expansion européenne, de 1870 à nos jours, Paris, P.U.F., 1973.

PERVILLÉ, Guy. De l'Empire français à la décolonisation, Paris, Hachette, 1991.

RENOUVIN, Pierre. La crise européenne et la Première Guerre mondiale, Paris, Alcan, 1934, 1<sup>ère</sup> édition.

RUEDY, John. Modern Algeria, The Origins and Development of a Nation, Bloomington & Indianapolis, Indiana University Press, 1992.

RUSCIO, Alain. La décolonisation tragique 1945-1962, Paris, Messidor, 1987.



SMITH, Tony. The French Stake in Algeria, 1945-1962, Ithaca, Cornell University Press, 1978.

SORMANY, Pierre. Le métier de journaliste, Montréal, Boréal, 1990.

SOULET, J.-F. L'histoire immédiate, Paris, P.U.F., 1994.

STORA, Benjamin. Histoire de l'Algérie coloniale, 1830-1954, Paris, Éd. de la Découverte, 1991.

STORA, Benjamin. Histoire de la guerre d'Algérie (1954-1962), Paris, Éd. de la Découverte, 1993.

TALBOTT, John. The War Without a Name. France in Algeria, 1954-1962, New York, Alfred A. Knopf, 1980.

VAÏSSE, Maurice. Les relations internationales depuis 1945, Paris, Armand Colin, 1996.

YACONO, Xavier. Histoire de la colonisation française, Paris, P.U.F., coll. « Que sais-je? », no 452, 1969.

YACONO, Xavier. Histoire de la décolonisation française, Paris, P.U.F., coll. « Que sais-je? », no 428, 1971.

#### C) Articles:

ADAMTHWAITE, Anthony. « La France pendant la crise de Suez vue par la Grande-Bretagne », Relations internationales, no 58, été 1989, pp. 187-194.

BOZO, Frédéric, MÉLANDRI, P. « La France devant l'opinion américaine : le retour de de Gaulle début 1958-printemps 1959 », Relations internationales, no 58, été 1989, pp. 195-215.

BOSSUAT, Gérard. « Guy Mollet : la puissance française autrement », Relations internationales, no 57, printemps 1989, pp.25-48.

GUILLEN, Pierre. « L'Algérie dernière chance de la puissance française, Étude d'un mythe politique 1954-1962 », Relations internationales, no 57, printemps 1989, pp. 113-139.

HARTLEY, Anthony. « The Lost Vocation », Journal of Contemporary History, XV, 1980, pp. 67-79.

MARSEILLE, Jacques. « L'Algérie dans l'économie française (1954-1962) », Relations internationales, no 58, été 1989, pp. 169-176.

MULLER, Klaus-J. « La guerre d'Algérie vue par la presse ouest-allemande », Relations internationales, no 58, été 1989, pp. 177-185.

OVENDALE, Ritchie. « Macmillan and the Wind of Change in Africa, 1957-1960 », The Historical Journal, XXXVIII, no 2, 1995, pp. 455-477.

PERVILLÉ, Guy. « Le point sur la guerre d'Algérie », Historiens-Géographes, no 293, février 1983, pp. 635-651.

PERVILLÉ, Guy. « Guerre étrangère et guerre civile en Algérie », Relations internationales, no 14, 1978, pp. 171-196.

REDOUANE, Joelle, « British Attitude to the French Conquest of Algeria, 1830-1871 », The Maghreb Review, XV, 1-2, 1990, pp. 2-15.

REDOUANE, Joelle, « Les Anglais et l'Algérie 1930-42 », The Maghreb Review, XVIII, 1-2, 1993, pp. 45-56.

RUEDY, John, « La réaction de la presse et de l'opinion publique américaine à la politique américaines du gouvernement Einsenhower envers la révolution algérienne », Revue d'histoire maghrébine, 13<sup>e</sup> année, no 41-42, 1986. pp. 116-137.

SMITH, Tony, « Patterns in the Transfer of Power : A Comparative Study of French and British Decolonisation » dans A.D. LOW , W.M. LOUIS et al. The Transfer of Power in Africa, 1940-1960, New Haven et Londres, Yale University Press, 1982.

WALL, Irwin M., « Les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'affaire de Sakiet-Sidi-Youssef », Revue d'histoire diplomatique, CX, 1996, pp. 307-327.

WALL, Irwin M., « Les relations franco-américaines et la guerre d'Algérie, 1956-1960 » , Revue d'histoire diplomatique, CX, 1996, pp 63-89.

ZOUBIR, Yahia H., « The United States, the Soviet Union and Decolonization of the Maghreb, 1945-1962 », Middle Eastern Studies, XXXI, no 1, janvier 1995, pp. 58-84.

D) Thèses et mémoires :

ADAM, Gaston R., Deux formation sociales, deux tentatives de rupture : Cuba et l'Algérie, mémoire de M.A., Ottawa, Université d'Ottawa, 1987.

BARKAOUI, Miloud. The New York Times and the Algerian Revolution, 1956-1962 : An Analysis of a Major Newspaper's Reporting of Events, Ph.D., University of Keele, 1988.

BILLS, Scott L.. Cold War, Rimlands, The United States, NATO and the Politics of Colonialism, 1945-1949, Ph. D., Kent State University, 1981.

BOUGHRARA, Djamel, Une mobilisation anti-coloniale vue par la presse, analyse de contenu comparative de l'événement du premier novembre 1954 en Algérie dans quelques titres de la presse coloniale et métropolitaine. Une socio-analyse de l'histoire algérienne, thèse de doctorat, Strasbourg, Strasbourg 2, 1996.

CONNELLY, Matthew James. The Algerian War for Independence : An International History, Ph. D., Yale University, 1997.

DELEUZE, Magali. Les médias au Québec et la guerre d'Algérie, 1954-1964, Ph. D., Montréal, Université de Montréal, 1999.

GENDRON, Robin S. A Question of North Atlantic Security, Canada's Reaction to the Independence Movement in Algeria, 1954-1962 (France), mémoire de maîtrise, Calgary, University of Calgary, 1996.

EL KOURSO BOULATROS, Malika. La guerre d'Algérie à travers cinq journaux métropolitains, 1954-1958, doctorat de 3e cycle, Paris, EHESS, 1985.

LAIDI, Mohammed. La presse algérienne en langue française et arabe de 1943 à 1955, doctorat de 3e cycle, Paris, Paris 12, 1987.

LALAMI, FATES F. Le problème algérien vu par le magazine Time, 1954-1962, mémoire de maîtrise, Alger, Institut de Droit, Université d'Alger, 1979.

LARWIN, Gregory Vincent, Democracy and Imperialism : Mercenaries and Conscripts and the Making and the Unmaking of Empire (Algeria and South Africa), Ph.D., Los Angeles, University of California, , 1994.

LEBRAZI, El Houssine. L'Afrique du Nord à travers Le Monde, Thématique et rhétorique d'un discours libéral en période coloniale : Algérie (1953-1962), Tunisie, Maroc (1953-1956), doctorat d'État, Rennes, Rennes 1, 1987.

MANAA, Mohammed. Instruments médiatiques et opinion publique occidentale dans les stratégies politiques des nationalistes algériens, le cas du New York Times, Ph.D., Québec, Université Laval, 1992.

MARAN, Rita R. Torture during the French Algerian War: The Role of the « Mission Civilisatrice », Ph. D. , University of California, Santa Cruz, 1987.

MARKER, Cinthia E. Defying the Censure : Resistance to the Algerian War in French Literature and Cinema, Ph.D., The University of Michigan, 1996.

OUERDANE, Amar. La question berbère en Algérie, 1949-1980, mémoire de maîtrise, Montréal, UQAM, 1987.

SCHESCH, Adam Bertram. Popular Mobilization during Revolutionary and Resistance Wars : Vietnam, China , Yougolavia, Ireland and Algeria, Ph. D., The University of Wisconsin-Madison, 1994.

VAN DYKE, Stuart Hope Jr. French Settler Politics during the Algerian War, Ph.D., The University of Chicago, 1980.

WHITFIELD, Lee Cone. The French Public Confronts the Algerian War, 1954-1962, Ph. D., Brandeis University, 1997.

ZANKL, H. Der AlgerienKrieg und die Presse, Vienne, Université de Vienne, thèse de doctorat, 1979.

## **Remerciements**

Je tiens à remercier toutes les personnes qui m'ont aidé de près ou de loin dans la réalisation de ce mémoire de maîtrise et plus particulièrement mon directeur de recherche, Samir Saul, dont les conseils dispensés avec le plus grand tact ont été fort utiles pour la réalisation de cette recherche.